

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

DES
MOYENS BARBARES

EMPLOYÉS DANS
LE COMBAT SUR TERRE

THÈSE

POUR LE

Doctorat (Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le 30 Juin 1925, à 16 heures

PAR

Le Capitaine Albert MONNIER

devant le Jury d'examen

Président.....	MM. LALOUEL, professeur.
Assesseurs.....	{ RENARD, professeur.
	{ DUVAL, chargé de cours.



NANCY

IMPRIMERIE M. COLIN, 44, RUE DES QUATRE-ÉGLISES

1925



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547423_0028

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

DES
MOYENS BARBARES

EMPLOYÉS DANS
LE COMBAT SUR TERRE

THÈSE

POUR LE

Doctorat (Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le 30 Juin 1925, à 16 heures

PAR

Le Capitaine Albert MONNIER

devant le Jury d'examen

Président.....	MM. LALOUEL, professeur.
Assesseurs.....	{ RENARD, professeur.
	{ DUVAL, chargé de cours.



NANCY

IMPRIMERIE M. COLIN, 11, RUE DES QUATRE-ÉGLISES

1925



FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. MICHON (🏵 I).

Doyen et professeur honoraire : M. BINET (✱, 🏵 I).

Doyen honoraire : M. GÉNY (✱, 🏵 I).

Professeurs honoraires : MM. MAY (✱, 🏵 I), BOURCART (O ✱, 🏵 I), CARRÉ DE MALBERG (✱, 🏵 I), ROLLAND (🏵 I), MOREL (🏵 I).

MM. GÉNY (✱, 🏵 I), professeur de Droit civil.

MICHON (🏵 I), professeur de Droit romain.

BROCARD (🏵 I), professeur d'Économie politique.

SENN (🏵, 🏵 I), professeur de Droit romain à la Faculté de Droit de Paris, chargé de cours de Droit romain à la Faculté de Droit de Nancy.

RENARD (🏵 I), professeur de Droit public.

HENRY (🏵 A), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (🏵 A), professeur d'Économie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KRÉLL (🏵 A), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL, professeur de Droit international public et privé.

OUDINOT ✱, 🏵, 🏵, 🏵 A), agrégé, détaché au Ministère des Régions libérées.

LESCOT (🏵), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (🏵 I), agrégé, chargé des cours de Droit civil (2^e année) et de Droit civil (capacité).

VOIRIN (🏵), docteur en Droit, chargé des cours de Droit civil (1^{re} année) et de Droit civil (capacité).

Raoul DUVAL, docteur en Droit, chargé des cours d'économie politique (1^{re} année) et doctorat.

TROTABAS (🏵), docteur en Droit, chargé des cours de Droit administratif (2^e année) et de législation financière.

MELIN (🏵 I), docteur en Droit, chargé du cours de Science sociale.

BERTRAND (🏵 I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

BIBLIOGRAPHIE

AUTEURS CONSULTÉS

- ARIGA NAGAO. — *La guerre russo-japonaise au point de vue continental et le droit international*, 1 vol. in-8, 1908. Librairie de la Société du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris.
- BÉDIER Joseph. — *Les crimes allemands d'après des témoignages allemands*, 1 broch., 1916. Librairie Armand Colin, 103, boulevard Saint-Michel, Paris.
- CARPENTIER Paul. — *Les lois de la guerre continentale*, 1 vol. in-16, 1916. Librairie de la Société du Recueil Sirey.
- COQUET E. — *Chronique des faits internationaux* (Guerre italo-turque de 1911-1912). R. D. I. P. Tome XX.
- DESPAGNET et DE BÖCK. — *Droit international*, 1 vol., 4^e édit. 1910. Librairie de la Société du Recueil Sirey.
- FAUCHILLE Paul. — *Traité de droit international public*, tome II, *Guerre et neutralité*, in-8, 1921. Librairie de la Société du Recueil Sirey.
- *L'évacuation des territoires occupés par l'Allemagne dans le Nord de la France (février-mars 1917)*, in-8, 1917. Même librairie.
- FERRERO Guglielmo. — *La guerre chimique*, article inséré dans le numéro de *l'Illustration* du 17 janvier 1925, p. 42.
- FOURNIER P. — *La prohibition, par le II^e Concile de Latran, d'armes jugées trop meurtrières*, article inséré dans la R. D. I. P., tome XXIII, p. 471.
- GARNER. — *Réglementation internationale de la guerre aérienne*, article paru dans la R. D. I. P., tome XXX, p. 372.
- CAPITAINE GLASSON. — *La guerre future*, in-8. Librairie Attinger, Paris.
- JULLIOT. — *Avions sanitaires et guerre de 1914-1918*, article paru dans la R. D. I. P., tome XXIV, p. 516.
- LALOUËL Henri. — *Les conceptions politiques de la Société des Nations et l'élaboration du pacte*, 1 vol. in-8, 1922. Librairie de la Société du Recueil Sirey.
- *Les responsabilités pour crimes de guerre*, 1923. Etude non publiée.

- DE LAPRADELLE. — *La Conférence de la paix*, article paru dans la R. D. I. P., tome VI, p. 681.
- LAURENT F. — *Histoire du droit des gens et des relations internationales*. Ouvrage en 18 tomes, II^e édition, Méline, Lan et C^{ie}, Bruxelles.
- LE FUR Louis. — *Des représailles en temps de guerre. Représailles et réparations*, 1 vol. in-8, 1919. Librairie de la Société du Recueil Sirey.
- MAILLER Annette. — *La distinction des combattants et des non combattants comme base de Droit de guerre*, 1 vol. in-8, 1916. Librairie de la Société du Recueil Sirey.
- MÉRIGNHAC A. — *La guerre économique allemande*, 1 vol. in-8, 1919. Librairie de la Société du Recueil Sirey.
- MOYE Marcel. — *Le droit des gens moderne*, 1 vol. in-8, 1920. Librairie de la Société du Recueil Sirey.
- NYS Ernest. — *Le droit de la guerre et les condottieri*, article paru dans la R. D. I. L. C., 2^e série, tome XIII, p. 215.
- PILLET A. — *La guerre actuelle et le droit des gens*. Etude publiée dans la R. D. I. P., tome XXIII, en trois articles.
- *Les violences allemandes à l'encontre des non-combattants*, 1 vol. in-8, 1917. Librairie de la Société du Recueil Sirey.
- *Le traité de Versailles*, 1 vol. in-8, 1920. Même librairie.
- REY. — *Chronique des faits internationaux (Guerre russo-japonaise de 1904-1905)*, R. D. I. P., tome XVI.
- ROLLAND. — *Les pratiques aériennes et le conflit de 1914 et le droit des gens*, article paru dans la R. D. I. P., tome XXIII, p. 497.
- ROLLIN. — *Le droit moderne de la guerre. Les principes, les conventions. Les usages et les abus*, 3 vol. in-8, 1920-1921. Librairie de la Société du Recueil Sirey.

DOCUMENTS MILITAIRES FRANÇAIS

- Instruction provisoire sur l'emploi tactique des grandes unités, du 6 oct. 1921. — Librairie militaire L. Fournier, 264, boulevard Saint-Germain, Paris.
- Instruction provisoire sur la protection contre les gaz de combat, du 20 oct. 1923. — Imprimerie Nationale, Paris.
- Instruction provisoire sur le service en campagne, du 10 mai 1924. — Imprimerie Nationale.
- Projet de Règlement provisoire de manœuvre de l'aéronautique, de mai 1920. — Imprimerie Nationale.

Instruction générale sur le tir de l'artillerie, de 1920. — Librairie militaire Lavauzelle, 124, boulevard Saint-Germain, Paris.

Aide-mémoire d'artillerie, de 1917. — Imprimerie Nationale.

Code de justice militaire de l'armée de terre, de 1857. — Librairie Lavauzelle.

Cours des sciences appliquées professé à l'Ecole militaire d'artillerie en 1922 par le chef d'escadron Sérant.

Cours d'aéronautique professé à l'Ecole supérieure de guerre en 1920-1921 par le commandant Ortlieb.

Collection du journal *La France militaire* (numéros parus depuis le 1^{er} janvier 1919). — Librairie Lavauzelle.

DOCUMENTS DIVERS

Collection du *Journal de droit international*, publié à Paris.

Projet de la Commission de juristes de La Haye pour la réglementation de la guerre aérienne. R. D. I. P., tome XXX. Documents.

Libre Jaune. — Conférence de Washington. — Imprimerie Nationale.

Collection des *Journaux officiels* du journal *Le Temps*.

Collection de *L'Illustration*, de l'Album historique de la guerre de 1914-1919 en particulier.

Collection des numéros de la *Revue de France* parus en 1924 et 1925.

NOTA

Abréviations employées dans les renvois.

R. D. I. P. désigne la Revue de droit international public, publiée à Paris.

R. D. I. L. C. désigne la Revue de droit international et de législation comparée, publiée à Bruxelles.

J. D. I. désigne le Journal du droit international, publié à Paris.

INTRODUCTION

Depuis 1864, date de la première Convention de Genève, un vigoureux et persévérant effort a été fait pour élaborer et codifier les lois de la guerre. A l'ouverture du grand conflit de 1914 cette œuvre était en bonne voie ; elle permettait quelques espoirs, mais la guerre a apporté beaucoup de déceptions. Les maîtres du Droit international ne se sont pas découragés pour cela ; voyant que la tâche à accomplir était belle, ils se sont remis au travail avec ardeur.

Pour notre modeste part, nous nous préoccupons seulement dans la présente étude de déterminer quels sont les moyens d'attaque et de défense qui doivent être proscrits du combat moderne sur terre, parce qu'ils sont contraires aux principes consacrés par notre civilisation.

Nous laisserons de côté les moyens d'attaque et de défense dans le combat naval ; les lois auxquelles ce dernier est soumis diffèrent de celles qui régissent le combat sur terre. Sur des points importants tels que le sort de la propriété privée, la neutralité, des conceptions très différentes ont prévalu dans l'une et l'autre situation. Par contre, il ne nous a pas paru possible d'isoler du combat sur terre l'action de l'aéronautique, lorsqu'elle s'exerce au dessus du continent. Bien que la guerre aérienne doive faire l'objet d'une réglementation spéciale,

la guerre terrestre moderne comporte l'emploi fréquent d'appareils aériens et l'action de ces derniers se trouve intimement liée à celle des autres armes.

Notre étude sera limitée au combat même, c'est-à-dire à la période pendant laquelle les deux adversaires échangent des coups, sans nous préoccuper des faits qui précèdent ou suivent la bataille (déclaration de guerre, régime de l'occupation loin de la ligne de feu, devoirs envers les morts après le combat, traitement des prisonniers et des blessés après leur évacuation, etc.).

Nous ne traiterons pas la question des *moyens* dits *perfidés*, la déloyauté procédant d'un autre ordre d'idées que la barbarie ; néanmoins nous ferons rentrer dans le cadre de notre étude les moyens de combat lorsque leur emploi est à la fois barbare et déloyal, comme c'est le cas du poison par exemple.

Nous ne ferons aucune distinction entre les moyens offensifs ou défensifs. On attaque pour se procurer un avantage quelconque sur le champ de bataille, on se défend pour le conserver après son acquisition ; le meilleur moyen de se défendre est souvent d'attaquer, du reste dans l'un et l'autre cas on emploie des armes et des procédés analogues.

Dans chacune des situations du combat que nous envisagerons nous examinerons successivement les prescriptions du droit international qui s'y rapportent, les critiques qu'elles nous suggèrent, les modifications qu'il nous paraît désirable d'y apporter et les lacunes qu'il importe de combler.

Nous ferons de courtes mais fréquentes incursions dans le domaine de l'armement et de la tactique militaires, parce que la réglementation suppose par avance une

connaissance approfondie des moyens de combat et du mécanisme de la bataille.

Nous ne nous écarterons jamais du domaine du droit international. Chaque fois que nous traiterons des obligations qui s'imposent à un belligérant, nous ne nous attacherons qu'à la règle de conduite qu'il doit observer à l'égard de la personne et des biens des sujets de l'Etat adverse, que ces sujets soient ou non placés sous l'autorité de fait de ce belligérant, autrement dit, que celui-ci soit ou non occupant. Les relations d'un Etat avec ses propres sujets, dans quelque situation que ceux-ci se trouvent placés, sont régies par sa législation interne, laquelle déborde le cadre de notre étude.

Nous ne consacrerons que de brefs développements aux questions qui ne soulèvent pas de controverse. Il nous a paru dénué d'intérêt d'insister outre mesure sur des sujets à propos desquels les auteurs sont d'accord. Notre principal souci est d'apporter quelques suggestions nouvelles pour l'œuvre de reconstruction des lois de la guerre qui s'impose après le grand conflit de 1914-1918.

LIVRE PREMIER

Considérations générales

CHAPITRE PREMIER

Impossibilité de supprimer la guerre elle-même en tant que procédé barbare pour la solution des conflits entre les États.

S'il est possible d'imaginer un état de civilisation dans lequel la lutte armée ne déciderait pas entre deux États, où il ne suffirait pas d'être le plus fort pour imposer sa volonté à l'autre, un état de civilisation dans lequel les solutions amiables ou arbitrales des conflits suffiraient sans recourir aux solutions violentes, il est certainement beaucoup plus difficile d'arriver à sa réalisation.

Dans notre civilisation actuelle, la guerre est une issue des différends entre États que l'on ne peut pas complètement éviter.

Ces conflits sont fréquents. Ils ont leur source dans l'originalité de chaque pays. Chacun d'eux a des passions, des traditions, des intérêts distincts. Il n'en faut pas davantage pour qu'il en résulte à tout instant des contradictions et des heurts. Faut-il souhaiter, que cette originalité disparaisse dans l'espoir de réaliser la paix universelle et éternelle ? Une semblable révolution dans

l'organisation des Etats irait à l'encontre des progrès de la civilisation car chaque individu ne peut se développer, faire valoir ses aptitudes que dans le milieu qui lui est propre. Les conflits proviennent aussi de l'interdépendance économique des Etats. A l'intérieur de ses frontières politiques l'Etat est souverain, mais au delà, sa souveraineté s'efface devant celle de l'Etat étranger. Or, les habitants d'un pays n'exercent pas tous leur activité dans l'intérieur de leurs frontières, les échanges internationaux prennent de nos jours de plus en plus d'ampleur. Les relations entretenues entre les étrangers et les nationaux amènent forcément des conflits d'intérêt et comme chaque Etat prend fait et cause pour ses propres sujets, les différends ne peuvent pas toujours être résolus dans l'intérieur des frontières de l'Etat où ils ont pris naissance, ils deviennent internationaux. Ces échanges d'un peuple à l'autre ne peuvent cependant pas être supprimés parce qu'ils sont la condition même du progrès économique et intellectuel.

S'il existait une juridiction suprême internationale reconnue par tous les Etats et capable de faire exécuter ses sentences, même au besoin par la contrainte, la difficulté serait résolue et les guerres évitées, tout comme elles le sont entre les particuliers. Des essais encourageants ont été réalisés, mais nous ne sommes pas encore parvenus à l'institution de ce tribunal suprême qui ferait régner la paix entre les Etats.

Tous les conflits ne se vident cependant pas par les armes, les solutions amiables ou arbitrales sont fréquentes, mais elles ne suffisent pas toujours. Les gouvernants, représentant les nations, ont comme tous les hommes leurs passions, leurs colères, leurs emportements qui les font recourir à la guerre. La civilisation n'éteint

pas ces passions, elle ne fait qu'en changer l'objet ; si les passions religieuses ont disparu ou se sont du moins atténuées, elles ont été remplacées par l'ambition de grouper dans le même Etat tous les individus de la même race ou ayant les mêmes affinités, de porter les limites du pays jusqu'à des frontières naturelles voisines, de rechercher des débouchés économiques.

Le Pacte de la Société des Nations n'a pas pu et ne pouvait pas faire disparaître tous ces obstacles opposés à la paix universelle. L'institution qu'il a créée, si encourageante soit elle, n'a en effet qu'une portée limitée. Quelque bienveillance qu'on lui témoigne, on est obligé de se tenir sur une certaine réserve au sujet de son efficacité, réserve qui ne pourra disparaître qu'avec le temps et lorsqu'il sera établi que sans elle des conflits armés n'auraient pas pu être évités. Il faut tenir compte aussi qu'elle ne groupe pas encore tous les Etats, pas même tous les grands Etats. Les Etats-Unis, la Russie, l'Allemagne n'y ont pas encore adhéré. Il n'est même pas certain que l'entrée de cette dernière dans la Société contribue à y maintenir la paix et la concorde parmi les membres. Les guerres demeurent encore possibles entre les Etats non adhérents ou entre les Etats adhérents et non adhérents. Bien plus, la guerre demeure possible entre les Etats membres eux-mêmes, car le Pacte stipule que pour les litiges évoqués au Conseil de la Société, la décision intervenue n'est obligatoire que si elle a été prise à l'unanimité ; si cette dernière n'est pas acquise, les gouvernements intéressés restent maîtres de recourir à tels moyens, la guerre comprise, qu'ils croient nécessaire d'adopter. Le Pacte a dû se borner seulement à légaliser les conflits armés.

CHAPITRE II

Principes consacrés par notre civilisation et qui doivent être sauvegardés dans le combat

Devant l'impossibilité de supprimer la guerre on doit néanmoins s'efforcer de ne point laisser sombrer la civilisation dans la lutte et de conduire la bataille de façon telle que les belligérants ne retournent pas à l'état primitif en méconnaissant les règles imposées par l'humanité. Tous les moyens ou procédés de combats barbares dont l'emploi tend à faire régresser la civilisation moderne doivent être bannis de la bataille.

Par moyens barbares nous entendons tous ceux qui sont dirigés sans discrimination contre les non-participants et les participants à la guerre, ceux qui causent aux combattants des maux superflus ou par trop cruels, ceux qui, sans nécessité militaire, ne respectent pas la propriété privée, les établissements d'Etat utilisés uniquement pour des œuvres de paix, les hôpitaux, les lieux de rassemblement des malades et des blessés, les œuvres d'art et ceux enfin par lesquels un belligérant cherche surtout à empêcher ou à retarder le relèvement économique de son adversaire après la paix.

Dans les sections suivantes nous allons reprendre un à un tous les éléments contenus dans cette définition.

SECTION I

Participants et non-participants à la guerre.

La distinction entre les participants et les non-participants à la guerre présente une grande importance parce qu'elle est à la base des lois de la guerre. Il est indispensable de déterminer d'une manière très exacte quels sont ceux qui prennent une part active à la conduite de la guerre, parce que sur eux seuls l'ennemi peut porter légitimement ses coups. Les non-participants ne doivent pas être frappés parce qu'ils demeurent à l'écart des hostilités. Il est possible qu'ils soient atteints sans avoir été visés, mais le préjudice provenant de ce chef doit être réduit au minimum et réparé.

Dès la plus haute antiquité des esprits se sont préoccupés de faire une discrimination entre ceux qui prenaient part à la lutte et ceux qui y demeuraient étrangers. Dans l'Inde, les lois de Manou prescrivaient d'épargner le faible, l'homme dont l'arme était brisée, celui qui assistait au combat en spectateur (1). En Grèce, dans un combat entre Corinthe et Mégare il fut convenu d'épargner les laboureurs (2). Cela n'empêcha pas les guerres d'alors d'être particulièrement atroces, mais l'idée de cette distinction était née. Le III^e Concile de Latran (1179) prescrivit de laisser hors des violences de la guerre : les prêtres, les moines, les voyageurs, les marchands, tous

(1) F. LAURENT. — *Histoire du droit des gens et des relations internationales*, Tome I, 1861, p. 132.

(2) F. LAURENT. — *Id.*, Tome II, 1861, p. 129.

hommes étrangers à l'usage des armes (1). A partir du XIII^e siècle les théologiens avec saint Thomas-d'Aquin proclamèrent pareillement l'inviolabilité de ceux qui ne prenaient pas part à la lutte. La chevalerie aidant, un léger adoucissement s'ensuivit dans les combats. Du Guesclin mourant, recommanda à ses compagnons d'armes de n'oublier jamais que les gens d'église, les femmes, les enfants et le pauvre peuple n'étaient point leurs ennemis (2). Au XVI^e siècle, Grotius, malgré son admiration pour les guerres grecques et romaines préconisait des adoucissements dans le même sens. A cette époque on qualifiait de « bonne guerre » (synonyme de guerre conduite avec humanité) celle où l'on épargnait les laboureurs (3) ; malheureusement la « bonne guerre » demeurait exceptionnelle. Vattel, au XVIII^e siècle, interdisait les violences contre les femmes, les enfants, les vieillards infirmes et les personnes éloignées du métier des armes (4). Rousseau, à la veille de la Révolution, proclamait que la guerre est une relation d'Etat à Etat ; cette formule dont l'exactitude n'est qu'apparente, devait faire fortune. Ce n'est cependant qu'à partir du XIX^e siècle que l'on a voulu exactement préciser ceux qui prenaient part à la guerre (*combattants*) et ceux qui y demeuraient étrangers (*non combattants*). Seuls ont été considérés comme combattants ceux qui faisaient partie de la force armée des belligérants par opposition à la population paisible vivant à l'intérieur du pays. Nombre d'auteurs

(1) A. MAILLER. — *De la distinction des combattants et des non-combattants comme base du droit de guerre*, 1916, p. 19.

(2) A. MAILLER. — *Id.*, p. 21.

(3) F. LAURENT. — *Op. cit.*, Tome IX, p. 471.

(4) A. MAILLER. — *Op. cit.*, p. 41.

s'en tiennent encore à cette distinction classique, laquelle a d'ailleurs été consacrée par les Conventions de la Haye.

La dernière grande guerre a permis de constater que cette classification était un peu étriquée. Parmi la population paisible une importante fraction a été employée à la fabrication d'armes, de munitions, de vêtements et d'équipements pour la troupe. Si elle n'a pas pris part à la guerre, les armes à la main, elle a du moins largement contribué à sa conduite. Les auteurs qui veulent adapter la formule d'avant-guerre à la nouvelle situation se trouvent dans l'embarras. M. Moye s'en tire en écrivant qu'au point de vue des lois françaises tout homme mobilisé quel que soit son emploi est un combattant (1). Ce n'est pourtant pas tout à fait exact. Les femmes et les adolescents qui travaillent dans une usine de guerre durant les hostilités, sont aussi des combattants, dans le sens qu'il attache à cette expression, sans être pour cela mobilisés. D'autre part tous les mobilisés ne sont pas nécessairement des combattants. Durant la dernière guerre le gouvernement a libéré temporairement, sans les démobiliser, les agriculteurs de plusieurs vieilles classes (classes 1889 et 1890) qui sont retournés à la terre (2). On ne devait plus les considérer dès lors, selon nous, comme des combattants ; après leur renvoi provisoire le produit de leur travail n'était plus exclusivement employé à la conduite de la guerre. M. Fauchille envisageant

(1) MOYE. — *Le Droit des gens moderne*, 1920, p. 389.

(2) Les agriculteurs de la classe 1890 en particulier furent libérés provisoirement par application des dispositions de la Circulaire du Ministère de la Guerre n° 20.076, en date du 22-6-1917, ils furent démobilisés par application des dispositions de la Circulaire n° 25.635, en date 25-11-1918.

cette même situation et après avoir indiqué que même les femmes et les enfants furent employés dans les usines écrit : « Tout le monde, en conséquence, prit part à la « lutte, dans la mesure de ses moyens, à la place assignée « par l'Etat » (1). Cependant les enfants en bas âge, les vieillards invalides, les infirmes, toutes les personnes incapables de tout travail ne prirent aucune part à la guerre de même que nombre d'autres d'ailleurs, comme nous le verrons tout à l'heure. Ajoutons que dans le Traité où il émet cette opinion il fait quand même une large place à la population dite paisible et qu'il donne un double sens à l'expression « combattant », un sens large dans lequel « combattant » est synonyme de participant et un sens étroit pour désigner celui qui prend part à la lutte les armes à la main, si bien qu'il finit par y avoir des combattants non combattants.

D'autres esprits, les partisans de la « guerre totale », prétendent également que tout le monde prend part à la guerre ; ceux qui ne le peuvent pas par leur travail y contribuent par leurs privations. Remarquons que pour ces derniers il ne s'agirait alors que d'une participation passive, laquelle serait du reste plus importante encore s'ils disparaissaient complètement. Seule nous intéresse la participation active, car elle seule rend légitime l'agression de l'adversaire.

Rejetant la distinction classique parce qu'elle ne répond plus à la physionomie de la guerre moderne, nous proposons la classification suivante des divers éléments de la population du territoire d'un belligérant :

(1) FAUCHILLE. — *Traité du Droit international public*, Tome II, 1921, p. 108.

Participants	Armées	Combattants	(1) « Armes »	Infanterie — Cavalerie —	} y compris les éléments stationnés sur le territoire et employés pour la défense anti-aérienne.		
				Artillerie — Génie —			
				Aéronautique — Autres			
		« Services »	}	« armes » créées, s'il y a lieu.	}		
				Etats-majors des Armées.			
				Corps auxiliaires			
				Levée en masse			
		« Services »	}	Intendance — Trésor et Postes aux armées —	}		
				Prévôté — Justice militaire — Service de			
				santé — Aumôniers — Interprètes.			
Non-participants		A la suite des Armées	{	Vivandiers — Fournisseurs — Domestiques —	}		
				Portefaix — Correspondants de Journaux.			
				Organes du gouvernement politique.			
		Militaires stationnés à l'intérieur du territoire, sauf les éléments employés pour la défense anti-aérienne.	{	Pourvoyeurs des Armées	}		
				Assurent l'acheminement du personnel, du matériel, des denrées de guerre aux armées (Employés de chemins de fer, bateliers).			
		Producteurs de guerre.					
1 ^{re} catégorie. — Personnes dont le produit ou le résultat de leur activité n'est pas utilisé exclusivement dans la conduite de la guerre militaire.	{	1 ^{re} catégorie. — Personnes dont le produit ou le résultat de leur activité n'est pas utilisé exclusivement dans la conduite de la guerre militaire.					
		2 ^e catégorie. — Personnes incapables de tout travail. (enfants en bas âge, infirmes, vieillards, malades, etc,					
		3 ^e catégorie. — Population des pays occupés par l'ennemi.					

Dans notre classification, un individu est considéré comme participant à la guerre lorsque le produit ou le résultat de l'activité qu'il exerce est utilisé exclusivement (2) pour la conduite de la lutte par les armes.

Nous employons à dessein les mots : produit et résultat,

(1) Armes est pris ici dans un sens particulier. Ce terme s'oppose à celui de « Services ». Chacune des armes comprend tous ceux qui sont employés au maniement de la même sorte d'engins. Nous ne faisons pas usage ailleurs que dans ce tableau de ce terme militaire.

(2) Voir, page 24 et 25, au sujet de la participation par intermittence.

pour englober à la fois le travail corporel et le travail intellectuel.

Ce que procure l'effort fait par le participant doit être exclusivement utilisé pour la conduite de la guerre sans quoi il n'est pas considéré comme tel. Son travail consiste à manier lui-même les armes de combat ou à procurer tout ce qui est nécessaire à ceux qui s'en servent, afin que ces derniers puissent concentrer toute leur activité pour donner directement des coups à l'ennemi. Si le produit ou le résultat de l'activité d'une personne est utilisé indifféremment par ceux qui prennent part à la lutte et par ceux qui y demeurent totalement étrangers on ne peut pas considérer cette personne comme un participant. Elle ignore, en effet, par avance, quels sont ceux qui profiteront de son travail présent. L'ennemi ne peut pas chercher à l'atteindre sans vouloir supprimer complètement par la violence la vie du pays de son adversaire. Enfin le produit ou le résultat de cette activité ne doit être utilisé que pour la conduite de la guerre par les armes. Nous verrons, en effet, dans le chapitre suivant que la guerre militaire se double souvent en fait d'une véritable guerre économique, mais cette dernière conserve son caractère propre et se distingue de l'autre, en particulier, parce qu'elle ne comporte pas normalement l'emploi de la violence. Celui qui ne poursuit d'autre but que de ravitailler indistinctement tous ses compatriotes s'expose à la saisie et à la confiscation de ses marchandises, lorsqu'elles sont à la portée de l'ennemi, mais en tous cas ce commerçant ne saurait servir de cible à cet adversaire.

Dans les participants nous comprenons les combattants, mais en réservant seulement ce terme pour dési-

gner tous ceux qui servent les armes dirigées contre l'adversaire ou qui organisent et dirigent la manœuvre de ces armes. Les organes du gouvernement politique jouent un rôle très important dans la conduite de la guerre, ils consacrent également, il est vrai, une partie de leur activité pour assurer la vie intérieure du pays, mais si néanmoins nous les comprenons parmi les participants c'est parce qu'ils représentent l'Etat, lequel est en guerre avec l'ennemi. Les militaires stationnés à l'intérieur du pays consacrent toute leur activité à la conduite de la guerre soit en assurant le recrutement du personnel pour les armées, soit en donnant ou recevant eux-mêmes l'instruction militaire, soit encore en centralisant le matériel et les denrées nécessaires aux combattants ; la qualité de participant ne saurait leur être refusée. Les pourvoyeurs des armées, en assurant le ravitaillement des troupes et leur transport, sont dans une situation absolument analogue à celle des « services » des armées. La dernière catégorie de participants est la plus intéressante à examiner parce que certains industriels qui, en apparence, n'ont apporté aucune modification à leur production lorsque le pays est passé de l'état de paix à l'état de guerre sont devenus quand même des participants. Tous les industriels et les commerçants qui durant les hostilités n'ont que l'armée comme unique client pour écouler leurs marchandises sont des producteurs de guerre. Peu importe qu'ils fabriquent ou vendent des produits finis ou non. Ceux qui extraient ou apprêtent des matières premières et les cèdent intégralement à des producteurs de guerre sont assimilables à ces derniers. Le personnel employé dans ces diverses branches d'activité est également rangé dans les participants. Quand il y aura hési-

tation ou doute pour classer une profession quelconque on se reportera à la définition que nous avons donnée du participant.

Les non participants comprennent tous les éléments de la population qui n'ont pas trouvé place dans le groupe précédent. Dans une première catégorie on peut y ranger tous ceux dont l'activité n'est pas indifférente pour le succès des armes, mais elle ne vise pas exclusivement ce but. Sont de ce nombre : les industriels, les commerçants et leur personnel lorsqu'ils cèdent indistinctement leurs produits à l'armée, à des producteurs de guerre et à la partie de la population qui ne prend absolument aucune part aux hostilités. L'agriculteur est à classer parmi eux, même en admettant que l'Etat réquisitionne toutes ses récoltes pour l'armée — ce qui n'a jamais eu lieu — il y en aura toujours une part importante qu'il conservera pour sa propre consommation et celle de sa famille. Cette catégorie comprend encore une foule de personnes qui jointes aux agriculteurs constituent la majorité de la population : professions libérales, membres de l'enseignement, du clergé, mineurs, rentiers, magistrats, etc., etc. Les deuxième et troisième catégories de non participants n'ont besoin d'aucun commentaire pour détailler les éléments qu'elles comprennent.

Il convient de remarquer que pour déterminer si un individu quelconque est un participant ou non *il faut s'attacher au travail qu'il accomplit* plus qu'à sa personne même. Il peut très bien arriver qu'une même personne soit alternativement participante et non participante. Le producteur de guerre qui emploie ses heures de loisirs pour aller s'occuper, en dehors de son usine, d'une œuvre de bienfaisance ne prend aucune part à la guerre

pendant son absence. Inversement, le mineur qui, après la fin de sa journée à la mine, va faire un *extra* d'une ou deux heures dans une fabrique de munitions pour ranger des projectiles prêts pour l'expédition, par exemple, devient un participant pendant tout le temps où il se livre à cette deuxième occupation. Aussi, estimons-nous, que seuls sont légitimes les coups dirigés par l'ennemi *sur le lieu* où les participants se comportent comme tels.

On peut se demander si au cours d'une très longue guerre dans laquelle est en jeu l'existence même des deux adversaires les non-participants ne sont pas appelés à disparaître. Si la ligne de feu reste fixée à la frontière commune des deux belligérants la troisième catégorie : population des pays occupés par l'ennemi, sera inexistante. D'autre part beaucoup de personnes dont le travail n'était par utilisé jusque là pour la conduite de la lutte militaire peuvent devenir des producteurs de guerre au fur et à mesure de la prolongation de la durée de la bataille. Il y a toutefois un équilibre à maintenir entre, d'un côté, l'activité déployée par un pays en vue des hostilités et, d'un autre côté, l'activité déployée pour sauvegarder son économie intérieure. La conservation de cet équilibre empêchera la disparition totale de la première catégorie des non-participants. Reste enfin la catégorie des personnes incapables de tout travail. Celle-là, quoi qu'il arrive, ne peut pas ne pas subsister. Elle constitue le dernier refuge des non-participants.

Tout comme autrefois nous verrons donc toujours des gens qui ne prennent pas part à la guerre et il importe de leur conserver dans notre civilisation moderne l'immunité qu'on leur a reconnue de tout temps dans les combats humainement conduits.

SECTION II

Maux superflus ou par trop cruels.

La violence à laquelle ont recours les deux adversaires aux prises ne saurait être limitée dans son intensité. Par suite des dommages et du trouble que la prolongation d'un cataclysme tel que la guerre amène dans son économie propre, le belligérant a le droit le plus strict d'en abrégier au maximum la durée et personne ne peut lui faire grief de l'énergie avec laquelle il conduit la lutte.

Il lui suffit toutefois pour atteindre son but qui est d'imposer sa volonté à son adversaire, de mettre hors de combat les combattants et d'empêcher l'activité des autres participants. Il ne saurait avoir la prétention d'exterminer tout un peuple. La mise hors de combat s'obtient soit par la mort, la blessure ou la capture. L'ennemi blessé ou prisonnier doit être respecté, car ce n'est plus un combattant, il est superflu de lui infliger d'autres maux et ce doit être interdit.

La blessure ou la mort ne doivent pas être provoquées par des moyens trop cruels. Les souffrances imposées inutilement à l'adversaire pour le mettre hors d'état de nuire ne se justifient pas. Derrière le combattant, il y a l'homme qu'on ne saurait traiter comme une bête sauvage.

La Déclaration de Saint-Petersbourg du 11 décembre 1868, la Déclaration de Bruxelles d'août 1874 avaient déjà cherché à limiter les moyens de mettre l'adversaire hors de combat. Le Règlement de la Haye de 1899 et 1907 a proclamé dans son article 22 que les belligé-

rants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Il apparaît opportun plus que jamais de rappeler ces prescriptions. On a vu, en effet, au cours de la guerre de 1914-1918 des militaires blessés à plusieurs reprises et réapparaître sur le champ de bataille après chaque blessure, à la suite de leur guérison et d'une cure de repos. Des belligérants exaspérés par la longueur de la lutte et sans aucun scrupule n'imagineront-ils pas d'empêcher ces retours successifs en achevant les blessés ou en employant des armes qui rendent leur guérison impossible ? Nous avons assisté à des violations du droit des gens si graves et si fréquentes que nous ne sommes pas tellement rassurés sur le rejet de pareils procédés. On ne saurait s'élever avec trop de vigueur contre de semblables pratiques.

SECTION III

Nécessités militaires et respect de la propriété privée.

Le principe des nécessités militaires est déjà apparu à propos des maux superflus. S'il y en a d'inutiles ou de superflus il y en a qui sont nécessaires. Le but de la guerre ne peut être atteint, l'adversaire ne consent à se soumettre après le recours aux armes que lorsqu'il y a été contraint par la violence et l'emploi de celle-ci se trouve par là même justifié dans la limite de ces nécessités.

L'application de ce principe se heurte avec celui du respect de la propriété qui, lui aussi, depuis le XIX^e siècle, est universellement admis. Jusqu'au Moyen-Age l'ennemi pouvait détruire ou confisquer tous les biens des sujets

de l'Etat adverse sans encourir le moindre reproche. En Grèce et à Rome le vainqueur pouvait tout prendre, ravager, détruire, brûler tout à son gré sans autre règle que sa fantaisie. Le butin devenait une propriété légitime et il englobait aussi bien les meubles que les immeubles (1). Malgré quelques restrictions les théologiens du Moyen-Age admirent la légitimité de la confiscation des biens des sujets de l'ennemi. Grotius admit le butin tout en préconisant les tempéraments qu'une sage politique commandait d'y apporter. Vattel se bornait aussi à tempérer le pillage, mais d'une manière plus expresse que Grotius. Il a fallu arriver aux auteurs contemporains pour proclamer le respect de la propriété privée.

Les nécessités militaires ont toutefois réduit considérablement la portée de ce principe. Rousseau a eu beau déclarer que la guerre était seulement une relation d'Etat à Etat, il n'empêche que la lutte ne peut être circonscrite entre les entités politiques que sont les Etats. Leurs sujets y sont forcément mêlés et leurs biens, plus encore que leur personne, en supportent les conséquences. Les dégâts causés par l'invasion, le bombardement sont inévitables. Tous les auteurs admettent en outre la légitimité des réquisitions en nature et des contributions de guerre. Mais toutes ces atteintes ne doivent être permises que dans la mesure où l'exigent les nécessités militaires. Le pillage et le vol, totalement inutiles pour atteindre sûrement et rapidement le but de la guerre, sont interdits. Les articles 23 et 46 du Règlement de la Haye ont dégagé la portée véritable du principe du respect de la

(1) MAILLER. — *Op. cit.*, p. 13 et 14.

propriété privée dans la guerre sur terre. Ils sont ainsi libellés :

« ARTICLE 23. — « Il est interdit de détruire ou de saisir les propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre ».

« ARTICLE 46. — « La propriété privée doit être respectée, elle ne peut être confisquée. »

Ajoutons que les propriétés collectives autres que celles de l'Etat (provinces, départements, communes, sociétés, etc.), doivent être considérées comme des propriétés privées, car au regard des belligérants ces collectivités ne sont que des particuliers.

SECTION IV

Établissements de l'État utilisés uniquement pour des œuvres de paix. — Hôpitaux et lieux de rassemblement des malades et des blessés. — Œuvres d'art.

Par le seul fait que la guerre est surtout une relation d'Etat à Etat le respect des biens qui appartiennent à l'Etat adverse ne s'impose pas à l'ennemi de la même manière que le respect des biens des particuliers. L'occupant peut s'approprier sans indemnité tous les biens mobiliers de l'Etat ennemi lorsqu'ils peuvent servir à des opérations de guerre, soit qu'ils appartiennent au domaine public, soit qu'ils appartiennent au domaine privé. Il acquiert aussi un droit de jouissance sur les immeubles du domaine privé. Il peut user et abuser des immeubles du domaine public mais ici des distinctions s'imposent. Tous les biens immobiliers peuvent bien être détruits

dans la mesure où le commandent les nécessités de la guerre mais ceux qui n'ont qu'une destination pacifique, ceux qui sont uniquement consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences, à la bienfaisance doivent être l'objet de plus de ménagements que les immeubles présentant une réelle utilité au point de vue militaire. Lorsque des destructions seront opérées c'est par ces derniers qu'elles commenceront, les autres ne seront détruits que s'il n'est pas possible de les éviter. Les biens immobiliers à destination uniquement pacifique sont à l'ensemble des immeubles de l'Etat ce que les non-participants sont à l'ensemble de la population d'un pays en guerre. Leur protection sera cependant moins efficace que celle des non-participants parce qu'il n'est pas possible de les déplacer. Lorsqu'ils seront situés dans une zone où la bataille fait rage ils seront difficilement épargnés, bien qu'ils soient désignés par des signes distinctifs et quelque bonne volonté que l'ennemi mette pour les éviter.

Les hôpitaux et lieux de rassemblement de malades et de blessés doivent être respectés sans faire de distinction entre ceux qui abritent des civils et ceux qui abritent des militaires. Peu importe également qu'ils soient aménagés et entretenus par l'Etat, par d'autres collectivités ou par des particuliers. La croix rouge qui les désigne doit demeurer à l'abri des projectiles. Ils servent en effet de refuge à des invalides, des malades, toutes personnes incapables de faire aucun mal à l'adversaire et incapables de fuir pour se soustraire au bombardement. Il serait particulièrement lâche de les viser. Il faut éviter toutefois de les aménager en un lieu tel que l'ennemi ne soit pas obligé de sacrifier un avantage militaire quelconque pour les épargner. Dans le voisinage immédiat de la

ligne de feu les nécessités militaires exigent que l'ennemi ait le champ libre et ce serait une grave faute de la part de son adversaire que d'entraver son action dans une semblable zone en y installant des ambulances, des hôpitaux ou autres formations sanitaires. Il en serait de même de leur aménagement fait à proximité d'une usine de guerre ou de tout autre objectif militaire à l'intérieur du pays. Agir ainsi serait provoquer une violation inévitable des lois de la guerre.

Les œuvres d'art telles que les monuments historiques, les collections rares méritent d'être respectées à un autre titre. Elles appartiennent à l'Etat, aux collectivités autres que lui ou même aux particuliers, mais elles font aussi partie du patrimoine de l'humanité tout entière. Il est permis à tous les hommes d'en jouir, de les admirer. Il est impossible de les remplacer après leur destruction ou bien l'on n'y parvient qu'au prix de sacrifices très considérables. C'est un crime, en principe, que de les détruire. Nous verrons cependant que pour elles aussi les nécessités militaires n'en permettent pas non plus le respect absolu.

Des développements que nous avons consacrés jusqu'ici aux nécessités militaires, il résulte qu'elles doivent jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration des lois de la guerre. Elles réservent la part du feu. Toutes les conventions internationales qui n'en tiendraient pas le plus grand compte seraient vouées à des violations fréquentes. Dans toutes les situations du combat que nous envisagerons nous ne manquerons pas de donner à leur sujet le plus possible de détails et de précisions, en faisant appel en particulier à nos souvenirs de la dernière guerre.

SECTION V

Relèvement économique d'un pays après la paix.

La guerre est un état temporaire, transitoire, pendant lequel les deux adversaires recourent à la violence pour savoir quel est celui d'entr'eux qui, étant le plus fort, pourra imposer sa volonté à son ennemi. La guerre n'a pas d'autre but que de permettre au belligérant victorieux de dicter ses conditions de paix.

La paix est le mode normal de la vie des peuples. Dans l'état actuel de notre civilisation on ne peut concevoir un pays vivant de la guerre, à l'aide des ressources que lui procureraient la piraterie et la rapine, car tous ses voisins se retourneraient immédiatement contre lui pour lui imposer des relations de voisinage pacifiques et honnêtes.

Il résulte de ce caractère particulier de la guerre que dans le combat on ne doit rien entreprendre qui rende plus difficile le rétablissement de la paix. Un belligérant ne saurait à dessein transporter la zone des opérations dans la région la plus riche d'un pays adverse pour la dévaster ou s'acharner plus particulièrement sur elle, sous le couvert des nécessités militaires et afin de se débarrasser ainsi d'une concurrence économique gênante pour son essor commercial ou industriel après la paix. De pareils procédés ressemblent davantage au brigandage qu'à la guerre, surtout quand ils sont employés par un puissant Etat contre un petit pays. La guerre militaire est ainsi détournée de son véritable but, puisque ce que recherche l'adversaire, ce n'est pas tout d'abord la soumission de son ennemi, mais sa ruine, si bien que

même en cas d'insuccès dans la lutte par les armes, il se considérera comme satisfait. La ruée allemande en Belgique et dans le nord de la France en août 1914 montre qu'il existe encore un peuple capable de concevoir et de mettre à exécution de pareils desseins.

SECTION VI

Droit positif de la guerre sur terre.

Les coutumes et les lois internationales sur la conduite de la guerre terrestre s'inspirent de la plupart des principes exposés dans les sections précédentes du présent chapitre. Cette législation a fait l'objet des Conventions de Genève du 22 août 1864 et du 6 juillet 1906, de la Déclaration de Saint-Petersbourg du 11 décembre 1868, du Règlement de la Haye du 29 juillet 1899 préparé par le projet de déclaration discuté et voté à Bruxelles en juillet et août 1874, lequel n'avait abouti à aucun résultat pratique, et enfin du deuxième Règlement de la Haye en date du 18 octobre 1907. Pour tout ce qui concerne le combat sur terre cette législation n'a pas tout prévu et elle ne pouvait pas tout prévoir. Dans toutes les guerres des moyens nouveaux apparaissent, d'anciens se perfectionnent, la science fait des progrès plus rapides pour détruire que pour créer des richesses. Quelques-unes des dispositions de cette législation nous paraissent désuètes, mais néanmoins telle quelle, elle aurait pu suffire, même au cours de la dernière guerre, si tous les belligérants, à défaut de précision sur tel ou tel point particulier, s'étaient inspirés au moins de son esprit, au lieu de violer délibérément la plupart de ses règles comme l'ont fait certains d'entr'eux.

CHAPITRE III

Enseignements tirés de la dernière guerre au point de vue de la réglementation internationale du combat.

Le fait nouveau le plus saillant de la dernière guerre a été *l'augmentation considérable de la puissance de l'armement*. L'armement ancien s'est prodigieusement accru et perfectionné. La mitrailleuse est devenue l'arme ordinaire de l'infanterie, cette dernière avait à la fin de la guerre une dotation à raison d'une pièce pour quelques hommes. Les grenades les plus diverses ont été mises en service. L'artillerie a vu multiplier le nombre de ses canons, l'armée française disposait à la fin de la guerre de 4.968 pièces de 75 et de 5.128 d'artillerie lourde ; l'armée allemande en avait à la même époque 11.948 de campagne et 7.850 lourdes. La portée des canons a considérablement augmenté, les Allemands sont parvenus à tirer sur Paris de la forêt de Saint-Gobain. Le calibre a suivi la même progression ; au moment de l'armistice l'armée française allait mettre en service un obusier de 520 tirant des projectiles de deux mètres de haut, pesant 1.370 kilogrammes et contenant 300 kilogrammes d'explosifs. Des obusiers de 400 et de 420 ont été couramment employés. Des armes nouvelles sont apparues et ont pris aussitôt un développement important. L'aviation qui était à peu près inexistante comme arme militaire au début de la guerre a vu multiplier le nombre de ses appareils. La

France qui a commencé la guerre avec 158 avions en disposait de 3.608 à l'armistice, à la même date l'Allemagne en avait 28.000 en service. L'armement des appareils s'est perfectionné, leur vitesse a plus que doublé, les avions français sont parvenus à lancer des bombes de 300 kilogrammes ; la réalisation de bombes de 1.000 kilogrammes était à l'étude à la fin de la guerre. Les gaz de combat, inusités avant 1914, sont devenus une arme redoutable ; de part et d'autre un tonnage considérable de produits toxiques ou délétères a été employé en causant chaque fois de lourdes pertes.

Cet accroissement de puissance destructive a eu des conséquences importantes au point de vue de la réglementation des moyens de combat dont nous nous préoccupons.

Le siège des places défendues que le Règlement de la Haye avait réglementé avec assez de détails a perdu de son importance. La cuirasse a cédé sous le projectile et la durée des sièges a été par suite singulièrement abrégée. De simples recommandations de ce règlement telles que l'avertissement avant le bombardement, le délai accordé pour l'évacuation des bouches inutiles, pourront se transformer dans certains cas en prescriptions impératives sans que la durée des sièges en souffre sensiblement.

Le bombardement de destruction effectué par l'artillerie, sans être nécessairement suivi d'occupation et que le Règlement de la Haye avait passé sous silence est devenu particulièrement fréquent et violent. Les non-participants et la propriété privée ont de ce chef gravement souffert. Dans la zone de combat des régions occupées par l'ennemi et violemment battue par l'artillerie,

l'évacuation de la population civile s'impose pour supprimer les maux de la guerre qui sont inutiles. Il y a lieu en outre de veiller à ce que la précision des canons ne soit pas sacrifiée à l'accroissement de la portée.

Le bombardement aérien a permis d'augmenter considérablement la profondeur du champ de bataille et d'atteindre des objectifs situés fort loin à l'intérieur du pays. Tous les sujets de l'Etat ennemi ont été atteints indistinctement à la fois dans leur personne et dans leurs biens. Il est urgent de réglementer et d'apporter quelques limitations à la guerre aérienne en vue des luttes de l'avenir.

L'apparition des gaz de combat, comme arme de guerre, a posé la question du rejet ou de la consécration de leur emploi.

Dans le grand conflit de 1914-1918, le combat a été également marqué par un caractère de *continuité* qu'il n'avait pas connu dans les guerres passées. Il a duré sans interruption depuis la guerre de tranchée, c'est-à-dire depuis la fin de la bataille de la première Marne jusqu'à la poursuite. Pendant toute cette longue période le combat a été continu dans le temps et dans l'espace. Malgré quelques accalmies on peut estimer qu'il n'y a pas eu de trêve ni de jour, ni de nuit sur le front allant de la Suisse à la mer du Nord. La quasi-certitude de voir les Allemands abuser des suspensions d'armes n'a pas permis d'avoir recours à ce procédé sauf de très rares exceptions. Les blessés en ont souffert et les devoirs envers les morts n'ont pas toujours pu être fidèlement observés. Les Conventions de Genève qui contiennent des prescriptions envers les uns et les autres, mais seulement pour après le combat, doivent être mises en harmonie avec cette nouvelle situation.

La dernière guerre a permis aussi de se rendre compte de la *diminution importante du nombre des non-participants au profit du nombre des participants*. Les combattants ont vu grossir leurs rangs par la récupération des ajournés et des réformés. Les producteurs de guerre sont devenus de plus en plus nombreux à partir de 1915. La loi sur le service civil obligatoire en Allemagne a tendu la plupart des énergies vers la lutte. Des millions d'êtres humains dans chacun des pays belligérants ont consacré leur activité entière à la guerre militaire. Les non-participants ont vu décroître leur nombre à un point tel que certains esprits ne veulent plus voir que des participants dans la guerre future. Nous avons déjà indiqué à propos de la distinction entre ces deux groupes pourquoi celui des non-participants ne pouvait pas disparaître (1). Cette distinction doit être rigoureusement maintenue car elle est à la base des lois de la guerre, sa suppression donnerait au combat un caractère d'atrocité qui a été depuis fort longtemps dénoncé comme contraire à tout sentiment d'humanité.

La Grande Guerre a encore innové par la *poursuite de la lutte économique concurremment avec le combat par les armes*. L'extension du blocus maritime, la concurrence pour l'absorption des ressources disponibles des neutres, le contingentement de ces derniers, l'établissement de « listes noires », le rationnement de la population à l'intérieur, la destruction même des installations industrielles de l'adversaire ont imprimé à la guerre un caractère nouveau. Le blocus continental décrété par Napoléon I^{er} contre l'Angleterre en avait cependant déjà

(1) Voir p. 25.

donné une idée. Cette lutte économique réapparaîtra dans les guerres futures. Tous les efforts devront tendre à ce que la violence ne soit pas mise à son service.

Le dernier trait caractéristique de la guerre de 1914-1918 a consisté dans les *violations graves et fréquentes des conventions internationales* sur la conduite du combat terrestre. Les belligérants étaient cependant tenus d'observer, non pas le Règlement de la Haye de 1907 qui n'avait pas été ratifié par tous, mais celui de 1899 que tous avaient adopté. Celui de 1907 ne l'avait pas rendu caduc (1), la IV^e Convention de la Haye de 1907 stipule en effet dans son article IV : « La Convention de 1899 reste en vigueur dans les rapports entre les Puissances qui l'ont ratifiée et qui ne ratifieraient pas également la présente Convention ». Or, celle de 1899 ne diffère de celle de 1907 que par quelques détails qui n'ont pas une très grande importance. La Convention de Genève de 1906 contient une disposition semblable à celle de la IV^e Convention pour sauvegarder l'existence de celle de 1864 pour le cas où certains Etats ne la ratifieraient pas après avoir adopté celle de 1864. Même en supposant que ce texte soit interprété dans le sens de la disparition définitive des premières conventions comme l'ont fait certains auteurs (2) il faut néanmoins reconnaître que le caractère déclaratif de la plupart des dispositions que les unes et les autres contiennent fixent la coutume ; les règles formulées par elles s'inspirent de principes de justice et d'humanité dont

(1) Voir en ce sens FAUCHILLE, *op. cit.*, p. 20.

(2) Voir en ce sens PILLET, *La guerre actuelle et le droit des gens*, RDIP, Tome XXIII, p. 21.

l'observation s'impose à tous. Les Empires centraux ont cependant mis délibérément ces principes à l'écart. Les conceptions exposées dans le Manuel du Grand Etat-Major allemand de 1902 et les idées affichées par plusieurs de leurs philosophes pouvaient le faire prévoir. Les actes de cruauté et de barbarie reprochés à l'Allemagne pourraient faire l'objet de volumes entiers. Les Alliés lui ont retourné quelques-uns de ses procédés, mais certains étaient tellement inhumains (blessés achevés, civils employés comme bouclier) qu'ils n'ont pas voulu en faire usage. Des représailles, plus ou moins fondées, exercées de part et d'autre ont donné au combat un caractère de violence inouïe. Ces faits montrent que notre organisation internationale est encore bien imparfaite et qu'il ne faut pas s'illusionner sur l'efficacité d'une réglementation très minutieuse. Il ne faut escompter que de modestes résultats et se borner seulement à sauvegarder les principes essentiels en se gardant bien d'empiéter sur le domaine des nécessités militaires, mais en s'efforçant d'éviter les violations par des sanctions efficaces jointes aux règles établies.

LIVRE II

Combattants, armes et procédés de combat à exclure de la guerre terrestre entre peuples civilisés

CHAPITRE PREMIER

Combattants ne devant pas être opposés aux troupes des peuples civilisés

D'après le degré de leur civilisation on classe les peuples en sauvages, barbares et civilisés. Chacun d'eux se bat avec la mentalité qui lui est propre. Seuls ceux du degré supérieur apportent dans la lutte les tempéraments que leur commandent leurs sentiments d'humanité et seuls ils connaissent vraiment les usages et les lois de la guerre. Ils sont toutefois en droit de s'en départir lorsqu'ils luttent contre des peuples ou peuplades d'un degré inférieur car alors tout ménagement, toute retenue à l'égard de leurs adversaires seraient considérés par ces derniers comme de la faiblesse et de la peur. Le problème le plus intéressant qui se pose au sujet du contact de ces peuples dans la guerre est de déterminer l'emploi que peuvent faire les pays civilisés des combattants à l'état

sauvage ou à l'état barbare qui sont placés sous leur domination ou sous leur protection.

Il est tout d'abord interdit d'enrôler des sauvages ou d'employer, comme auxiliaires, des troupes auxquelles les lois de la guerre sont inconnues, qui agissent sous la direction de leurs propres chefs, d'une façon autonome, avec leurs propres habitudes de guerre et d'après leur propre mentalité, dans la lutte engagée contre des troupes de peuples civilisés.

Les Conventions de la Haye sont muettes à ce sujet, mais les articles 1 et 2 du Règlement de 1899 et 1907 ne reconnaissent la qualité de belligérant aux milices, corps de volontaires ou aux hommes provenant de la levée en masse qu'à la condition de respecter les lois et les coutumes de la guerre (1). Les combattants précités ne peuvent pas les respecter puisqu'ils les ignorent et des abus inévitables résulteraient de leur emploi dans les conditions où nous l'avons envisagé. Dans la guerre russo-japonaise de 1904-1905, le Japon constitua un véritable corps de volontaires composé par des Tounghouses qui n'étaient autres que des brigands mandchous. Ils se dissimulèrent au milieu de la population civile et commirent les pires exactions. Les juristes japonais eux-mêmes les désavouèrent. Les Russes les considérèrent et les traitèrent comme des bandits de droit commun après leur capture (2). Au cours de la Grande Guerre les Allemands employèrent des indigènes contre les troupes du Congo belge. Les corps ainsi constitués

(1) Voir page 142.

(2) REY. — *Chronique des faits internationaux*, RDIP, Tome XVI, p. 491.

étaient conduits par leurs chefs, ils n'étaient pas encadrés de blancs et n'avaient aucune éducation au point de vue des lois et des coutumes de la guerre. Le gouvernement belge protesta contre leur emploi le 12 octobre 1914 (1).

Par contre il n'est pas interdit d'employer de semblables combattants contre des adversaires qui n'ont pas dépassé un degré de civilisation semblable au leur. Ce cas se produit fréquemment dans les guerres coloniales. En 1912, en Cyrénaïque, les Italiens recrutèrent sur place des Arabes et les engagèrent contre les Bédouins. Ils firent venir également des soldats noirs de leur colonie d'Erythrée dans le même but. Ces derniers se battirent vaillamment et furent reçus dans plusieurs villes d'Italie avant de regagner leur pays (2). Depuis le début de l'occupation du Maroc, la France fournit des armes à des corps de partisans recrutés par les caïds afin de les engager ensuite contre les dissidents. Les partisans agissent sous la direction de leurs propres chefs, aucun officier français ne les commande. Leur autonomie est complète, le Service des renseignements les subventionne et se borne à leur indiquer leur mission. Dans le combat ils donnent libre cours aux habitudes propres à leur race (3).

(1) FAUCHILLE. - *Traité de Droit international public*, Tome II, 1921, p. 123.

(2) COQUET. — *Chronique des faits internationaux*, R D I P, Tome XX, p. 515.

(3) Renseignement fourni par plusieurs officiers français récemment rapatriés du Maroc. Les goumiers aussi sont des soldats recrutés parmi la population indigène du Maroc, mais ils se distinguent des partisans en ce sens qu'ils ont un encadrement européen et qu'ils sont astreints à la discipline militaire.

Il est même possible d'enrôler des barbares et de les employer contre les troupes d'un pays civilisé mais à la double condition qu'ils aient des cadres fournis par le pays pour le compte duquel ils se battent et qu'ils obéissent aux lois de la guerre. La réalisation de la deuxième condition dépend étroitement de celle de la première.

Les Allemands eux-mêmes reconnaissent qu' « il ne peut évidemment être interdit à un Etat de tirer des forces combattantes de colonies extra-européennes (1) ». Par suite de l'importance des effectifs qui sont engagés dans le combat et de la faiblesse de la natalité dans beaucoup de pays, il y a là une ressource d'une grande valeur.

En 1870-1871 la France a employé comme combattants les « turcos » qui étaient des indigènes d'Algérie. Au cours de la guerre de 1914-1918 les Anglais ont engagé des Cipayes de l'Inde. Sur le front français les Sénégalais ont voisiné avec les Marocains, les Malgaches et les Annamites. Notre armée était en vérité assez bigarrée. Ajoutons que les projets établis pour sa réorganisation font une large place aux contingents coloniaux.

Les Allemands n'ont pas manqué de protester contre l'emploi des troupes de couleur par la France. Pendant la guerre de 1870-1871 une circulaire de Bismark en date du 9 janvier 1871 fut adressée au gouvernement français pour protester, sans preuve d'ailleurs, contre de prétendues atrocités commises par les « turcos ». Ces plaintes injustifiées furent réfutées sans peine par le comte de Chaudordy le 25 janvier 1871. Les Allemands ne furent cependant pas très convaincus car on peut lire

(1) CARPENTIER. -- *Les lois de la guerre continentale*, 1916. Traduction du *Manuel de l'Etat-Major allemand* de 1902, p. 24.

dans le Manuel du Grand Etat-Major allemand de 1902 : « Ces troupes (les « turcos ») n'avaient et ne pouvaient avoir aucune intelligence de la civilisation européenne et chrétienne, des ménagements dus aux propriétés, de l'honneur personnel, du respect de la femme, etc. (1) ». Pourquoi alors les Allemands se sont-ils montrés de beaucoup inférieurs à eux pour l'application de ces principes humanitaires ? Au cours de la dernière guerre ils sont revenus à la charge et dans un mémoire adressé aux Alliés en date du 30 juillet 1915 ils ont accusé les troupes de couleur d'avoir commis toutes sortes de crimes. Cette nouvelle protestation ne méritait aucune réponse car elle ne reposait sur aucun fondement. Ils étaient du reste mal venus pour le formuler, car eux-mêmes venaient d'employer au Congo belge des indigènes dans des conditions tout à fait irrégulières, comme nous l'avons noté plus haut. En réalité tant en 1870-1871 qu'en 1914-1918 les troupes recrutées hors de la métropole ont été très régulièrement employées par la France. Elles ont toujours combattu avec un encadrement métropolitain, le Code de Justice militaire leur a toujours été intégralement appliqué et elles ont observé les lois de la guerre. Elles se sont fait remarquer par leur discipline, leur bravoure et ont attesté d'une manière éclatante l'attachement de nos colonies à la mère patrie. De nombreux contingents tiennent garnison en Pays rhénans et se conduisent tout aussi bien que les corps « blancs ». Les Allemands qui sont de bonne foi — il y en a — sont bien obligés de le reconnaître. Dans les affaires de Conseil de guerre que nous sommes person-

(1) CARPENTIER. — *Op. cit.*, p. 25.

nellement chargé d'instruire, rares sont celles qui ont trait à des faits d'inconduite vis-à-vis de la population civile et parmi ces dernières le pourcentage d'inculpés nord-africains ne dépasse pas sensiblement celui des inculpés métropolitains. Les protestations allemandes n'étaient dues qu'au dépit de ne pouvoir disposer du recrutement colonial et les récriminations qu'elles contenaient ne signifiaient en définitive que la lésion de l'intérêt allemand, lésion qu'avec sa mentalité spéciale l'Allemagne considère comme bien plus grave que la violation du droit des gens.

Aux sauvages ou barbares qui combattent avec la mentalité de leur race faut-il assimiler les criminels de droit commun ? Nous ne pensons pas que la question doive être résolue d'une manière différente pour les seconds que pour les premiers. Si ces individus sont suffisamment encadrés et qu'ils observent les lois et les coutumes de la guerre il n'y a pas de raison de les traiter autrement que des combattants réguliers. Cette question s'est posée au cours de la guerre russo-japonaise de 1904-1905. La Russie a enrôlé les forçats qui étaient déportés par elle à l'île Sakaline avant les hostilités et qui s'y trouvaient au nombre de 22.000 environ. Elle a constitué des milices avec eux, en 1904. Les Japonais ont déclaré d'abord que leur conduite avait été répréhensible, puis, mieux éclairés sans doute, ils ont changé d'avis, car en 1905, lorsqu'ils ont débarqué dans l'île, ils ont considéré les forçats enrôlés qui s'y trouvaient comme des ennemis réguliers (1).

(1) REV. — *Chronique des faits internationaux*, RDIP, Tome XVI, p. 481.

Au cours de leur expédition de 1912 en Tripolitaine, les Italiens ont utilisé des chiens de guerre en les lâchant contre l'ennemi. Deux cents de ces animaux ont été envoyés sur le théâtre des hostilités. (« COQUET. — *Chronique des faits internationaux*. — RIDIP. Tome XX, p. 515 »). On ne saurait ainsi permettre d'engager des animaux dans une lutte qui doit demeurer circonscrite entre des êtres humains. Ils peuvent causer des blessures inutilement cruelles et dévorer des hommes hors d'état de nuire. Par contre il ne paraît pas opportun de prohiber l'emploi de chiens sentinelles, lesquels n'ont d'autre but que d'augmenter la vigilance des factionnaires, ni l'emploi de chiens estafettes ou des chiens sanitaires puisque les inconvénients que nous avons énumérés ci-dessus ne se reproduiront pas en pareils cas.

CHAPITRE II

Armes et engins de combat.

Dès leur apparition sur le champ de bataille les nouvelles armes ont toujours soulevé chez les adversaires une protestation indignée. Comme elles étaient plus efficaces que leurs devancières, ceux qui n'étaient pas en mesure de s'en servir taxaient leur emploi de déloyal. Leur défaveur a subsisté parfois pendant longtemps et aux premières apparues on réservait la qualification d'armes nobles. Les armes de jet qui ont détrôné la pique et la lance n'ont été considérées pendant longtemps que comme des armes de roturiers. On trouve ça et là dans l'histoire quelques traces de cette résistance à l'autorisation des armes nouvelles. Elle s'est traduite quelquefois par des tentatives de réglementation qui sont restées vaines toutes les fois qu'elles se sont heurtées à la puissance des nouveaux engins. En l'an 1139 le II^e Concile de Latran prohiba l'emploi de l'arc et de l'arbalète parce que c'étaient des armes de jet jugées trop meurtrières. Cette prohibition fut sans effet bien qu'en France, pays chevaleresque et fidèle à l'Eglise, cette décision fut respectée pendant une quarantaine d'années (1). L'emploi des armes à feu a soulevé plus tard l'indignation des chevaliers, mais leur grande efficacité facilita leur adop-

(1) FOURNIER. - *La prohibition par le Concile de Latran d'armes jugées trop meurtrières*, RDIP, Tome XXIII, p. 471

tion. Cependant les arquebusiers furent longtemps traités en bandits, ils le furent par Bayard en particulier (1). Nous verrons au chapitre suivant les difficultés également soulevées par l'admission du bombardement aérien. Dans sa circulaire du 4 janvier 1899 sur la réunion d'une Conférence de la Paix, le ministre russe M. Mourawieff, avait proposé l'interdiction de la mise en usage dans les armées de nouveaux engins de guerre, canons, fusils et explosifs, mais ses demandes ne trouvèrent pas un accueil empressé à la Conférence de la Haye de 1899 et aucune résolution n'intervint à leur sujet (2). On ne conçoit guère en effet qu'un Etat renonce par avance à l'avantage qu'il pourrait retirer à la guerre des premières applications d'un engin nouveau.

Dans le présent chapitre nous traiterons d'abord des armes et engins réglementés dans leur emploi par les lois de la guerre et ensuite des armes et des engins qui, employés plus récemment, méritent d'être examinés en vue de leur prohibition ou de leur autorisation.

SECTION I

Armes et engins de combat prohibés par des conventions internationales.

A) POISON. — Les armes empoisonnées sont réprouvées, en vertu d'une tradition déjà consacrée chez les Grecs, chez les Romains et plus tard chez les Musulmans. L'em-

(1) DESPAGNET et DE BOECK. — *Cours de Droit international public*, 1910, p. 844.

(2) DE LAPRADELLE. — *La Conférence de la paix*, RDIP, Tome VI, p. 681 et suiv.

poisonnement des eaux a été interdit de tout temps et l'Eglise confirma cette règle qui a été cependant violée quelquefois jusqu'au XVI^e siècle (1). La coutume a précédé depuis très longtemps la loi puisqu'il faut arriver au Règlement de la Haye de 1889 pour voir interdire d'une façon expresse entre les nations civilisées l'emploi du poison et des armes empoisonnées. (Article 23).

Le poison est une arme aussi barbare que perfide dont la proscription dans les guerres modernes s'impose à juste titre. Un belligérant qui ne reculerait pas devant l'emploi d'un semblable procédé pourrait songer à l'utiliser lors d'une retraite pour contaminer dans la zone de terrain abandonnée par lui, les puits, les sources, les provisions alimentaires laissées sur place. Certains auteurs (2) admettent qu'on peut rendre les eaux impropres à la consommation en les corrompant d'une manière ostensible et apparente ; le côté perfide du procédé disparaît alors, mais le caractère barbare demeure. De toute façon il ne s'agit pas là d'une arme d'une puissance considérable et celui qui l'emploie se déshonore pour un bien maigre profit.

Néanmoins dans certaines guerres récentes quelques armées n'ont pas hésité à y recourir. Dans la guerre russo-japonaise de 1904-1905 les Japonais firent usage du poison pour tuer les chiens militaires que les Russes employaient pour rechercher l'ennemi (3). Dans le nord de la France au moment de la retraite qui a précédé leur

(1) DESPAGNET et DE BECK. — *Op. cit.*, p. 841.

(2) *Id.*, même page.

(3) ARIGA. — *La guerre russo-japonaise au point de vue continental*, p. 258.

défaite, les Allemands ne négligèrent pas l'emploi de ce procédé. M. Le Fur rapporte qu'un ordre du 5 septembre 1918 adressé aux compagnies de pionniers opérant dans la région de Coucy disait expressément : « Il est rappelé qu'il y a lieu de contaminer partout les puits (1) » : Ils avaient déjà usé du poison au début de la guerre dans l'Afrique australe en jetant de l'arsenic dans les puits (2). Ils ont lancé également du haut des ballons des bonbons contenant des produits nocifs. En mars-avril 1917 les préfets du Doubs, de la Meuse et de la Somme mirent les populations en garde contre cette pratique (3). On a même prétendu qu'un agent allemand avait imprégné de poison des pansements de blessés dans les bureaux de la Croix-Rouge à Philadelphie (4).

B) PROJECTILES DE PETITES DIMENSIONS EXPLOSIBLES OU CHARGÉS DE MATIÈRES FULMINANTES OU INFLAMMABLES. — La Déclaration de Saint-Pétersbourg du 11 décembre 1868 à laquelle ont adhéré tous les Etats de l'Europe a pros crit l'emploi par les troupes de terre et de mer de tous projectiles d'un poids inférieur à 400 grammes qui seraient explosibles ou chargés de matières fulminantes ou inflammables.

Ces dispositions nous paraissent tout à fait logiques à condition toutefois qu'elles ne s'appliquent qu'à des projectiles lancés en tir direct, c'est-à-dire de plein fouet et non en tir courbe. Par un tir tendu des projec-

(1) LE FUR. -- *Des représailles en temps de guerre*, 1919, p. 74.

(2) FAUCHILLE. — *Traité de Droit international public*, Tome II, 1921, p. 124,

(3) JDI, Tome XLIV, p. 959.

(4) *Id.*, même Tome, p. 953.

tiles d'un poids semblable mettront l'adversaire hors de combat sans qu'il soit nécessaire de les faire exploser dans l'organisme ou d'enflammer les vêtements ; des souffrances inutiles pourront être ainsi évitées. Il n'en est pas de même dans le tir courbe, il se peut que dans ce cas il soit nécessaire de rendre le projectile explosible pour provoquer la mise hors de combat, le tir courbe ne lui donne en effet aucune ou à peu près aucune force de pénétration. Ce serait une anomalie du reste que de fixer pour le tir courbe une limite minima du poids du projectile explosif puisqu'il n'y a aucune limite maxima et qu'en fait on parvient à en lancer qui pèsent plus d'une tonne. Mais dans le tir d'obus ou de grenades d'un poids inférieur à 400 grammes (1), lesquels ne sont employés que contre le personnel, il n'est pas utile non plus de les rendre inflammables, ce serait un procédé essentiellement barbare. Ainsi interprétée nous ne voyons rien à modifier au texte de cette déclaration. Nous ne sommes par conséquent pas d'avis de prohiber l'emploi de grenades d'un poids inférieur à 400 grammes comme le préconisent certains auteurs (2).

Nous ne pensons pas qu'il soit utile de compléter la Déclaration de Saint-Petersbourg en mentionnant que ses dispositions doivent aussi s'appliquer à la guerre aérienne. Celle-ci dispose de moyens plus puissants et elle ne fera pas usage de projectiles aussi minuscules dans le bombardement aérien ; tout au plus pourrait-

(1) Cette limite paraît avoir été ainsi fixée parce qu'au delà de 400 grammes il ne paraît guère possible de lancer des projectiles à l'aide d'armes à tir tendu et rapide, les balles ou projectiles similaires ne peuvent pas dépasser ce poids.

(2) FAUCHILLE. — *Op. cit.*, p. 119.

elle s'en servir pour le tir à la mitrailleuse à terre ou contre les aéronefs adverses, mais l'interdiction de projectiles semblables dans le tir tendu se déduit parfaitement du texte même de la déclaration ; les forces aériennes peuvent être considérées à juste titre comme des troupes de terre ou de mer selon qu'elles combattent avec les unes ou avec les autres.

C) BALLES QUI S'ÉPANOUISSENT OU S'APLATISSENT FACILEMENT DANS LE CORPS HUMAIN. — Au cours de la Conférence de la Haye de 1889 une déclaration annexée au Règlement sur la guerre continentale et relative à ces balles fut votée à la presque unanimité. Elle stipule : « Les puissances contractantes s'interdisent l'emploi de
« balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement
« dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe
« dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement
« le noyau ou serait pourvue d'incision ».

Cette déclaration s'inspire de la même idée que nous venons d'examiner. Il n'est pas nécessaire que la balle s'épanouisse ou s'aplatisse dans le corps de l'ennemi pour qu'il soit mis hors d'état de nuire ; l'épanouissement ou l'aplatissement du projectile ne peut que causer des souffrances superflues.

Les discussions qui précédèrent le vote de cette déclaration furent très vives à la Haye : l'Angleterre, les Etats-Unis et le Portugal s'abstinrent de la voter parce qu'elle visait les balles *dum-dum* sans les nommer expressément dans son texte. Les balles *dum-dum*, qui ont fait beaucoup parler d'elles, étaient constituées par une chemise de nickel collée sur un noyau de plomb qui dépassait le nickel et produisaient des effets d'épanouissement terrible dans le corps humain.

Les Anglais y tenaient beaucoup, car ils en ont fait un usage fréquent. Ils les avaient auparavant employées à diverses reprises contre leurs sujets révoltés de l'Inde ; en agissant de la sorte ils n'avaient pas enfreint la Déclaration de Saint-Pétersbourg qui pouvait aussi les viser, car celle-ci était seulement applicable en cas de guerre internationale et seulement entre Etats contractants. Postérieurement même à la première Conférence de la Haye ils les ont employées dans leur guerre contre les Républiques sud-africaines (1899-1900) et malgré la protestation de députés irlandais à la Chambre des communes. Ils n'enfreignaient aucune convention internationale puisqu'à cette époque ils n'avaient pas encore ratifié la Déclaration de la Haye et que les Républiques de l'Afrique australe n'avaient pas même adhéré à la Déclaration de Saint-Pétersbourg. Pourtant en 1889 les Anglais avaient déclaré qu'ils ne s'en servaient que contre les sauvages et au cours de la guerre sud-africaine ils avaient à combattre contre des peuples civilisés : Une conception plus juste de leurs devoirs d'humanité aurait dû leur faire renoncer à l'emploi de ce moyen (1).

Les Allemands ont fait également usage au cours de la dernière guerre de balles expansives prohibées par la Déclaration de la Haye. Le 29 août 1914, à Névove (Belgique), il a été trouvé sur un lieutenant hanovrien une boîte de vingt cartouches qui contenait une rangée sur trois de balles rendues expansives dans la fabrica-

(1) Sur l'emploi des balles dum-dum par les Anglais et l'attitude de leurs délégués à la Conférence de la Haye de 1889. V. DESPAGNET, *Chronique des faits internationaux*, RDIP, Tome VII, p. 662 et DE LAPRADELLE, *La Conférence de la Paix*, RDIP, Tome VI, p. 693.

tion (1). Ils ont employé aussi des balles coupées et des balles retournées. Un médecin-major français a trouvé à Munster (Alsace), le 18 août 1914, des balles coupées, abandonnées par eux (2). Ils ont largement usé de balles retournées dans les Vosges au début de la campagne. Dans les bois on tirait à cette époque-là à très courte distance, la portée complète de l'arme était loin d'être utilisée. Les Allemands dessertissaient les balles de leur étui, vidaient une partie de la poudre et remplaçaient ensuite la balle dans l'étui, la pointe en bas. Cette opération était facilitée par suite du sertissage assez léger de la balle dans l'étui de la cartouche, elle pouvait se faire très rapidement, à la main, sans l'aide d'aucun instrument. Dans l'étude de ce projectile ils avaient peut-être déjà songé à ce procédé et avaient réservé la possibilité de le réaliser ; avec des gens aussi mal intentionnés on peut tout supposer car il n'est pas de malice qui ne leur soit coutumière. Par suite de la diminution de la charge de poudre et de la forme de la tranche avant du projectile ainsi transformé, la balle ne conservait plus la stabilité de sa position sur la trajectoire et elle se présentait obliquement au moment où elle atteignait l'adversaire. L'effet produit était semblable à celui de l'aplatissement du projectile et il en résultait des blessures atroces. Le 28 août 1914, au cours d'une heureuse contre-attaque à laquelle nous avons pris personnellement part et qui a permis de dégager momentanément une partie des pentes est des bois du Kemberg dominant Saint-Dié, nous avons

(1) FAUCHILLE. — *Les attentats allemands contre les biens et les personnes*, RDIP, Tome XXII, p. 359.

(2) Même article, p. 368.

découvert une assez grande quantité de chargeurs « Mauser » dont les balles avaient été toutes retournées. Cela nous a donné toute de suite une idée du génie créateur de la Grande Allemagne !

En conséquence nous sommes d'avis de compléter le texte du premier paragraphe de la déclaration précitée (1) par l'adjonction des mots : « les balles coupées et les « balles retournées ».

D) GAZ ASPHYXIANTS ET DÉLÉTÈRES. — Avec les gaz nous touchons à la plus importante question soulevée par la dernière guerre au sujet de la réglementation des armes et des engins de combat. Leur emploi a démontré la puissance de leur efficacité et il s'est rapidement généralisé malgré la prohibition formulée par une déclaration spéciale annexée au Règlement de la Haye de 1899. La plupart des auteurs traitent de ce sujet en quelques lignes et tous s'en tiennent à l'interdiction en se basant soit sur les usages de la guerre qui depuis un temps immémorial prohibent l'emploi du poison, soit sur les Conventions de la Haye. Avant de nous prononcer il nous paraît indispensable de donner d'abord quelques détails d'ordre technique sur les propriétés, l'emploi militaire et les moyens de protection utilisés pour parer aux effets des gaz.

On désigne sous l'appellation de *gaz de combat* des substances chimiques, autres que les explosifs, employées pour rendre l'atmosphère agressive, soit que ces substances agissent à l'état de gaz, soit qu'elles agissent à l'état de vapeurs, de gouttelettes, soit qu'elles se présentent sous la forme de particules solides. Leur état physique dépend de la température ambiante et de la

(1) Page 53.

pression au moment de leur expansion. Ils se classent d'après leurs effets physiologiques, la durée de leur efficacité et d'après la manière dont ils se révèlent au moment de leur emploi. D'après leurs effets sur l'organisme on distingue les suffocants qui entravent le fonctionnement du poumon et peuvent déterminer l'asphyxie, les vésicants qui produisent des lésions cutanées et attaquent les yeux ainsi que les voies respiratoires, les irritants qui provoquent les larmes, les éternuements, la toux ou les vomissements et enfin les toxiques généraux qui agissent soit par intoxication du sang, soit par suppression fonctionnelle de certains organes vitaux (système nerveux, cœur). Au point de vue de la durée de leur action les fugaces se séparent des persistants parce que seule l'action de ces derniers est durable tandis que les fugaces ne font plus sentir leurs effets quelques minutes après leur expansion. D'après la manière dont ils se révèlent on met à part les insidieux pour lesquels l'agression n'apparaît pas tout d'abord, ils ne se révèlent pas aux sens et leurs effets ne se font pas sentir tout de suite. Les principaux produits employés comme gaz de combat pendant la dernière guerre sont : le chlore, qui se répand à l'état gazeux, il est suffocant, irritant et fugace ; le phosgène, qui se présente sous le même état, il est suffocant et fugace ; l'hypérite qui agit en gouttelettes, elle est suffocante, vésicante, très persistante et insidieuse ; enfin les arsines qui se présentent sous la forme de particules solides, elles sont irritantes et fugaces. L'oxyde de carbone se classe à part parce que sa production n'est qu'accidentelle, il est extrêmement toxique et insidieux.

Ces produits s'emploient au moyen de trois procédés différents. D'abord sous forme de vagues ; des récipients

d'acier sont installés dans les tranchées avancées, ils sont débouchés simultanément et les produits qui s'échappent provoquent la formation d'un nuage rasant le sol. Avec des conditions de vent favorables l'action de la vague peut se faire sentir jusqu'à une vingtaine de kilomètres au-delà du point d'émission. Par suite de l'installation importante d'appareils qu'il exige, des dangers de destruction par l'artillerie adverse, l'emploi de ce procédé était abandonné à la fin de la guerre. Les gaz de combat s'émettent aussi au moyen d'obus spéciaux chargés de ces produits. Ces projectiles se fractionnent seulement en quelques gros éclats au moment de leur explosion, ces éclats ne sont pas dangereux dans le voisinage du point d'éclatement. On est parvenu cependant à réaliser la fabrication d'obus qui sont à la fois toxiques et explosifs. L'action des gaz émis à l'aide d'obus spéciaux ne se fait pas sentir au delà de quinze cents mètres ou deux kilomètres de l'objectif battu, la concentration obtenue n'est pas suffisante pour que le nuage qui se dégage après l'explosion puisse être entraîné très loin. Les gaz de combat s'emploient encore à l'aide de projecteurs ; ces engins sont de petits mortiers lançant de grosses bombes jusqu'à une distance de quelques kilomètres. Ils sont mis en batterie un peu en arrière de la première ligne, le déclenchement du tir est effectué par une mise à feu électrique et simultanée pour toute la batterie. Au point d'éclatement la vague qui se forme agit comme dans le premier mode d'emploi. C'est somme toute le premier procédé qui a été perfectionné. Enfin les gaz s'emploient au moyen de grenades à main suffocantes pour nettoyer les abris dans lesquels l'ennemi oppose de la résistance.

•

Les mesures de protection ont marché de pair avec les effets de l'agression. Elles comprennent des mesures d'ordre tactique qui consistent dans des précautions prises pour le placement des troupes et l'organisation d'un système d'alerte, et de signalisation, des mesures techniques de protection individuelle consistant dans l'emploi de masques ou d'effets particuliers à chaque homme ou à chaque animal, enfin des mesures de protection collectives qui comportent l'emploi d'appareils détecteurs pour avertir de l'arrivée ou de la puissance des gaz, l'aménagement de locaux pouvant servir d'abris contre ces produits et la désinfection des objets et des terrains souillés par les gaz.

On peut se rendre compte par ces quelques détails que la guerre chimique a été envisagée et réalisée dans tous les détails et que son assortiment est complet. Le premier essai en a été fait par les Allemands le 22 avril 1915 entre Bixschoote et Langemarck (Belgique). L'émission par eux d'une vague de chlore a surpris nos troupes sans aucune protection et leur a causé des pertes s'élevant au nombre de cinq mille environ. Par la suite l'usage de ce nouveau mode de combat s'est perfectionné et développé. On évalue approximativement à 47.000 tonnes le poids des gaz de combat employés par les Allemands et à 34.000 tonnes la quantité employée par l'armée française (1).

Voyons maintenant la réglementation internationale de l'emploi de ces produits dans la guerre sur terre. La première convention qui traite de cette matière est une

(1) Commandant SÉRANT. — Cours des sciences appliquées professé à l'École militaire d'artillerie en 1922.

déclaration spéciale annexée au Règlement de la Haye de 1899. Elle est ainsi conçue :

« Les puissances contractantes s'interdisent l'emploi de
« projectiles qui ont pour but *unique* de répandre des
« gaz asphyxiants ou délétères ».

Elle a été adoptée à une époque où l'on supposait seulement l'emploi de pareils gaz comme éventuellement réalisable. Les Etats-Unis et l'Angleterre ne voulurent pas la voter. L'opposition la plus véhémente fut faite par le capitaine Crozier, représentant des Etats-Unis, qui prétendit que l'accusation de barbare avait toujours été dirigée à l'origine contre les armes nouvelles et que l'on ne pouvait pas priver à l'avance une nation pacifique contrainte à la guerre, de moyens utiles. L'Angleterre emboîta le pas parce que les Etats-Unis venaient de se ranger à côté d'elle au sujet des balles *dum-dum* (1). Cette même déclaration fut annexée au Règlement de 1907. Nous remarquons que son texte est inapplicable, on ne peut concevoir en effet des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz car l'enveloppe qui les contient est également meurtrière. Aucun projectile ne répond aux conditions imposées par ce texte. Il est en outre peu explicite. Faut-il comprendre les vagues d'émission dans la dénomination de « projectiles ». Il est permis tout au moins d'en douter. Pourquoi a-t-on voulu employer le mot « unique » pour qualifier le but des projectiles prohibés ? Très probablement parce que déjà avant 1899, comme d'ailleurs à l'heure actuelle, tous les projectiles explosifs utilisés par les différentes armées déga-

(1) DE LAPRADELLE. — *La Conférence de la Paix*, R D I P, Tome VI, p. 691.

geaient, au moment de leur éclatement, plus ou moins d'oxyde de carbone. Ce gaz n'offre aucun danger si l'obus éclate fusant parce qu'il se dégage à l'air libre, mais si le projectile éclate dans un abri ou à son entrée il suffit dans certains cas pour tuer tous les occupants. Un obus de 400 éclatant dans le sol du mont Cornillet en Champagne au voisinage d'un tunnel abritant plusieurs centaines d'Allemands a provoqué la mort de tous ceux-ci par asphyxie (1). Ce dégagement d'oxyde de carbone qui est dû à la combustion incomplète de l'explosif est inévitable dans l'explosion de ces obus. Pour prohiber l'emploi de tous les projectiles qui répandent des gaz asphyxiants ou délétères il aurait donc fallu interdire tous les explosifs. Comme aucun Etat n'aurait voulu y consentir, étant donné que leur usage est très fréquent, on se rabatit sur le terme « unique » quitte à faire une cote mal taillée.

Pour les diverses raisons qui viennent d'être exposées nous considérons la déclaration spéciale de la Haye sur les gaz asphyxiants et délétères comme tout à fait inopérante dans la forme qu'on lui a donnée.

La question de l'interdiction de l'emploi des gaz a été reprise dans le traité de Versailles du 28 juin 1919. Le premier alinéa de son article 171 stipule :

« L'emploi des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires
« ainsi que tous liquides, matières ou procédés analogues étant prohibés, la fabrication et l'importation en
« sont rigoureusement interdits en Allemagne. Il en est
« de même du matériel spécialement destiné à la fabri-

(1) BOURGOIN. — *La guerre chimique et la Société des Nations*, N° de la *Revue de France* du 1^{er} janvier 1925, p. 117.

« cation, à la conservation ou à l'usage des dits produits
« ou procédés ».

Des dispositions semblables ont été insérées dans les traités de Saint-Germain et de Neuilly. Au sujet de l'interdiction de l'emploi, ce texte est plus complet que celui de la Déclaration spéciale de la Haye, mais il ne tranche toujours pas l'importante question des explosifs. Il ne faut pas s'illusionner d'ailleurs sur les résultats qu'on peut en attendre. L'Allemagne, très bien outillée pour la guerre chimique, prétendra sans doute que ces dispositions lui ont été imposées par la force et que, son adhésion n'ayant pas été librement donnée, elle n'est pas tenue de les observer. Il est impossible en attendant de lui imposer l'observation stricte de l'article 171. La Commission de contrôle de l'armement éprouve bien trop de difficultés dans la découverte du gros matériel de guerre dissimulé pour qu'elle puisse prétendre interdire à quelques chimistes germains de brasser des formules de produits chimiques et de se livrer à quelques fructueux essais dans les recoins de quelque laboratoire que les industriels ne manqueront pas de mettre à leur disposition.

La Conférence de Washington qui a groupé les représentants de six Etats : Etats-Unis, Angleterre, France, Japon, Italie et Chine et dont les travaux ont duré du 12 novembre 1921 au 6 février 1922 s'est également préoccupée de l'emploi des gaz. Un comité technique a été constitué à cet effet et à l'unanimité — le délégué des Etats-Unis ayant d'ailleurs été plus affirmatif encore que les autres — il a adopté des conclusions dont les principales sont les suivantes :

« 1^o On ne peut baser sur les propriétés physiques,

« chimiques ou physiologiques des gaz toxiques aucune
« limitation de leur emploi ;

« 2° Il est impossible d'interdire ou de contrôler la
« recherche en ce qui concerne les gaz analogues à ceux
« qui ont été utilisés comme gaz de combat ;

« 3° Il est impossible de prendre des dispositions effi-
« caces pour interdire la production de ces gaz ;

« 4° Même si l'emploi de ces gaz était interdit il serait
« nécessaire de se prémunir, dès le temps de paix, contre
« leur usage par un ennemi sans scrupule, or la fabri-
« cation des masques nécessite l'étude et la fabrication
« des gaz mêmes que l'on voudrait interdire (1) ».

Mais le 6 janvier 1922 il se produisit une brusque volte-face à la Conférence. Le secrétaire d'Etat américain, M. Hugues, lut le rapport établi par un comité consultatif américain qui concluait que la conscience du peuple des Etats-Unis exigeait l'abolition totale de la guerre chimique. Ce rapport établi en marge du comité des gaz était signé par le chef d'Etat-Major général de l'armée et par le ministre de la Marine. En conséquence M. Eliu Root, d'accord avec M. Hugues, déposa une résolution dont la première phrase mentionne l'interdiction telle qu'elle figure dans l'alinéa premier de l'article 171 du Traité de Versailles et la seconde stipule :
« Afin que cette interdiction soit universellement ac-
« ceptée comme partie du droit international s'imposant
« à la conscience et à la pratique des Nations, les Puis-
« sances signataires déclarent adhérer à cette prohibition
« et conviennent de se déclarer liées entre elles à cet

(1) *Livre jaune*. — Conférence de Washington, p. 51. Extrait d'une lettre envoyée par M. Viviani à M. Briand, en date du 13 décembre 1921.

« égard et à inviter toutes les nations souveraines à acquiescer » (1). Les puissances participantes ont adhéré à ce texte et se trouvent donc liées. Nous remarquons que l'on n'a pas tenu compte de l'avis pourtant si net des experts. Il n'était donc pas nécessaire de constituer auparavant leur comité si l'on ne devait pas s'en référer à leur compétence. Chaque fois qu'au nom de la conscience, même universelle, on voudra ainsi imposer des règles, en fait inapplicables, on s'exposera à leur violation probable dans les guerres futures. L'attitude de l'Amérique a été pour le moins bizarre dans cette question des gaz, à la Haye en 1899 son délégué était un fervent de l'autorisation, après les hostilités elle s'est efforcée de devenir la puissance la plus forte dans ce domaine (2), l'expert américain du comité des gaz est celui qui a le plus insisté pour déconseiller l'interdiction, puis brusque changement d'opinion. Nous ne doutons pas de la sincérité de l'Amérique, mais une pareille attitude est tout de même étrange.

Il nous reste enfin à mentionner une quatrième et dernière étape de la réglementation des gaz : Elle consiste dans les conclusions présentées par l'« Aviation Committee » au XXXI^e Congrès de l'Association de droit international qui s'est tenu à Buenos-Aires du 24 au 30 août 1922. Ces conclusions surenchérissent encore sur les dispositions adoptées auparavant à Washington. Dans cette dernière conférence on s'était contenté de prohiber l'emploi, à Buenos-Aires on a préconisé l'interdiction de la production, de la fabrication et même de la prépara-

(1) *Livre jaune*. — Conférence de Washington, p. 106.

(2) BOURGOIN. — *Op. cit.*, p. 109.

tion (1), c'est-à-dire des choses impossibles à réaliser et à contrôler.

Quelle a été l'attitude, après la dernière guerre, des principaux Etats, pris individuellement, devant les dangers éventuels de la guerre chimique ? Nous connaissons déjà celle des Etats-Unis. En Angleterre au début de 1920 le sous-secrétaire à la guerre réclama des crédits pour continuer les études sur les gaz de combat entreprises au cours des hostilités et à titre de parade possible. Ces recherches ne sont certainement pas interrompues. En Allemagne le général Schwartz, auteur d'un ouvrage sur la technique dans la guerre mondiale, ne cache même pas que son pays prépare l'emploi de ce procédé de combat contre ses adversaires éventuels. Son ouvrage a été édité en 1920 (2). En France le Haut Commandement militaire ne peut pas se désintéresser d'une aussi grave question. Les règlements français qui traitent de la tactique contiennent tous l'avant-propos suivant : « Respectueux des engagements internationaux auxquels « la France a souscrit, le Gouvernement français s'effor- « cera au début d'une guerre, et d'accord avec les Alliés, « d'obtenir des Gouvernements ennemis l'engage- « ment de ne pas user des gaz de combat, comme « arme de guerre. Si cet engagement n'est pas « obtenu il se réservera d'agir suivant les circons- « tances ». L'attitude de notre pays est évidemment très loyale mais à elle seule elle ne suffira pas pour supprimer la guerre chimique. On ne peut guère escompter le succès de négociations engagées après la rupture des

(1) RDILC, Troisième série, Tome III, p. 537.

(2) BOURGOIN. — *Op. cit.*, p. 108.

relations diplomatiques pour discuter des procédés de combat à employer. Si l'adversaire a préparé la guerre chimique et s'il se croit assuré d'en retirer des avantages certains, il est bien évident qu'il ne voudra pas y renoncer.

Nous ne pensons pas que l'emploi des gaz disparaisse dans les luttes de l'avenir. Diverses raisons d'ordre tactique, économique et politique nous font supposer au contraire qu'il est appelé à se développer.

Au point de vue tactique l'emploi des gaz de combat a malheureusement fait ses preuves. L'effet de ces produits est bien plus efficace à certains points de vue que celui des projectiles ordinaires. Il est plus durable pour les gaz persistants que celui dû aux obus brisants ou fusants ; il est dangereux de stationner sur des terrains hypérités pendant plusieurs jours encore après l'émission de ces produits. Avec les gaz de combat on peut atteindre les abris les plus profonds tandis que la profondeur de pénétration des obus ordinaires même employés avec des fusées à retard est toujours limitée. L'époque à laquelle les gaz ont apparu montre bien la nécessité à laquelle répondait leur emploi. Au mois d'avril 1915 les combattants venaient de s'enterrer et les explosifs étaient impuissants pour les atteindre dans leurs abris souterrains. Les gaz de combat agissent puissamment sur les facultés intellectuelles et cette propriété est d'une importance considérable pour l'action à exercer sur tous les centres du commandement. Il convient encore d'ajouter qu'ils constituent une arme d'une grande souplesse, la fugacité de certains d'entr'eux se prête fort bien à leur emploi offensif tandis que la persistance est mise à profit pour la défensive.

Au point de vue économique ils ne procurent que des avantages. La matière première d'où ils sont extraits est abondante. Beaucoup sont à base de chlore, lequel est contenu en grande quantité dans le sel marin. Il y a là une source d'approvisionnement intarissable. En outre presque tous ces produits sont déjà utilisés dans l'industrie chimique, sinon tels quels, du moins sous des formes analogues. Les usines de matières colorantes, de produits pharmaceutiques, si nombreuses en Allemagne, sont familiarisées avec leur manipulation. M. le professeur A. Mayer du Collège de France a écrit : « Bien peu de chose sépare l'industrie des produits pharmaceutiques de celle des corps nocifs employés au combat (1) ». Il s'ensuit que l'industrie chimique peut jouer pour la préparation des gaz de combat le même rôle que l'aviation commerciale pour la préparation de la guerre aérienne. Pour supprimer d'un côté les gaz de combat et de l'autre l'aviation de guerre il faudrait interdire parallèlement l'industrie chimique et l'aviation commerciale. Reconnaissons qu'il eût été impossible d'insérer dans le Traité de Versailles des clauses stipulant de semblables prohibitions pour contraindre l'Allemagne à renoncer à l'utilisation éventuelle des gaz et des avions de combat. Au point de vue économique il convient enfin de remarquer que l'emploi des gaz peut éviter d'accumuler un matériel d'armement coûteux en vue d'une guerre toujours possible, bien qu'il soit sans utilisation en temps de paix. Des usines de produits chimiques outillées pour la paix peuvent devenir du jour au lendemain, sans grandes transformations, des usines de guerre.

(1) N° de l'*Illustration* du 7 février 1925, p. 110, col. 2, La guerre chimique. Les enseignements de Washington et de Genève, p. E. R.

Au point de vue politique il faut compter sur l'état d'esprit d'un Etat gravement menacé par ses adversaires. Bien que lié par une convention interdisant l'emploi des gaz, il ne cherchera qu'à mettre son existence à l'abri du péril et si, seul ce procédé peut le sauver, il ne manquera pas d'y avoir recours. M. Bourgoïn fait remarquer avec juste raison qu'un homme sur le point de se noyer ne regarde guère à la propreté de la poutre après laquelle il se cramponne (1).

La guerre chimique n'en est qu'à ses débuts et elle est susceptible de bien des perfectionnements. Comme entre le projectile et la cuirasse il y aura une lutte incessante entre l'agression et la protection, la première recherchant le bénéfice de la surprise par l'emploi de nouveaux gaz contre lesquels l'adversaire n'aura pas la parade prête. Des esprits à l'imagination féconde ont même envisagé la possibilité de détruire des armées entières en l'espace de quelques minutes à l'aide de gaz nouveaux qui auraient des effets miraculeux. C'est aller vite en besogne. Même en admettant la surprise possible, deux grandes difficultés s'opposent à l'obtention d'un pareil résultat. Après la découverte du produit nocif il faut d'abord trouver la forme de son utilisation pratique, or pour quelques-uns d'entr'eux ce n'est pas chose aisée. Pour l'oxyde de carbone, par exemple, qui est très toxique on n'est jamais parvenu à réaliser l'emploi direct, sa production n'est qu'accidentelle. D'autre part, et c'est là une difficulté pratiquement insurmontable, il ne suffit pas de répandre des gaz à l'air libre, il faudrait arriver à produire sur une très vaste étendue une concentration suffi-

(1) BOURGOÏN. - *Op. cit.*, p. 108.

samment dense pour tuer tous ceux qui y stationnent.

Voyons maintenant quels sont les arguments invoqués par ceux qui s'en tiennent à l'interdiction pure et simple.

Nous ne nous attarderons pas à réfuter l'opinion de ceux qui se réfugient derrière la déclaration spéciale de la Haye. Nous croyons avoir déjà démontré qu'elle était totalement inopérante.

M. Pillet ne se fait aucune illusion sur les résultats à escompter de la prohibition. « On ne réussira pas plus contre les gaz asphyxiants que contre la poudre à canon (1) », dit-il. Il ne veut cependant pas opter pour l'autorisation et comme d'autre part il est hostile au système des conventions internationales pour la réglementation de la guerre, il est d'avis que les usages du combat doivent maintenir la prohibition du poison sous toutes ses formes. Nous reconnaissons qu'il s'agit là d'un principe depuis très longtemps consacré et auquel il serait désirable de ne pas toucher. Toutefois il faut éviter de faire une confusion ; l'interdiction du poison telle qu'elle a été conçue de tout temps ne défendait que l'empoisonnement des armes et des aliments. Celui de l'air ne pouvait être visé puisque l'emploi de ce procédé n'avait jamais été réalisé, ni même envisagé. Dans l'esprit des délégués à la Conférence de la Haye de 1899 cette distinction a bien été maintenue puisque d'une part nous voyons l'article 23 du Règlement sur la guerre continentale interdire l'emploi du poison et des armes empoisonnées, d'autre part une déclaration spéciale prohiber partiellement l'emploi

(1) PILLET. — *La guerre actuelle et le droit des gens*, RDIP, Tome XXIII, p. 14.

des gaz asphyxiants et délétères. Si les délégués avaient compris les gaz sous la dénomination de poison ils ne leur auraient pas consacré des dispositions particulières. Au nom du respect du principe de l'interdiction du poison on ne peut opportunément défendre l'emploi des gaz de combat en général sous prétexte qu'il présente quelque analogie avec l'emploi du poison. La similitude entre les deux procédés est grande évidemment s'il s'agit de toxiques généraux, mais cette ressemblance avec le poison l'est beaucoup moins lorsqu'on utilise des gaz seulement vésicants ou irritants.

La plupart des auteurs considèrent la guerre chimique comme inhumaine parce qu'elle provoque des souffrances cruelles et que beaucoup de ceux qui sont atteints par les gaz sont exposés à mourir longtemps même après avoir été touchés. C'est malheureusement trop vrai, mais c'est là un mal général de la guerre, un triste sort n'est pas uniquement réservé aux gazés. Ceux qui ont été blessés par de multiples éclats d'obus ordinaires endurent des souffrances extrêmement pénibles à supporter et ne sont pas assurés d'une guérison plus certaine, ni plus rapide que ceux qui sont atteints par les gaz. Dans certains cas même l'arme chimique provoque la mise hors de combat d'un homme au prix de souffrances moins grandes que celles qui résultent pour lui de blessures faites par des balles ou des éclats d'obus. L'oxyde de carbone, l'acide cyanhydrique tuent sans souffrance. L'hypérite ne provoque souvent qu'une indisponibilité légère et de courte durée. Les suites à longue échéance des lésions pulmonaires provoquées par les gaz suffocants ne sont pas niables, mais à l'avantage des atteintes par les gaz sur les blessures par balles ou par obus, il convient

de noter que les premières n'entraînent jamais l'amputation d'un membre tandis que cette invalidité partielle, mais définitive est assez souvent provoquée par les balles ou les éclats d'obus.

Les statistiques des pertes subies par l'armée américaine dans la dernière guerre et qui sont les seules établies d'une façon complète jusqu'à ce jour, ont permis de faire d'intéressantes constatations au sujet des résultats de l'emploi des gaz⁽¹⁾. Elles montrent d'abord l'efficacité de cette arme. 274.217 Américains ont été mis hors de combat dont 74.773 par les gaz, soit 27 %, les autres ont été atteints surtout par des éclats d'obus ordinaires, peu par balles. Comme le nombre d'obus à gaz reçus était trois fois moindre environ que celui des obus ordinaires on peut juger facilement de l'efficacité bien supérieure des projectiles chimiques. Les Américains n'ont pas eu à supporter d'attaques par vagues ou par projectors. Ces mêmes statistiques permettent ensuite d'établir que la proportion des décès par rapport au nombre total des hommes mis hors de combat est moins élevée chez les gazés que chez les blessés ordinaires. Le nombre des morts par suite de blessures par balles et obus a été du quart environ du nombre total de ceux atteints par ces projectiles. Les décès survenus chez les gazés n'ont représenté que le 1,87 % des gazés et cette proportion n'a pas dépassé 3 % dans les autres pays. On peut conclure en définitive que si l'arme chimique provoque plus de pertes, elle cause beaucoup moins de décès que les autres engins.

Pourquoi donc faire grise mine à cette arme nouvelle

(1) BOURGOIN. — *Op. cit.*, p. 122.

qui, à tout considérer, n'est pas plus cruelle que ses devancières et qu'il serait d'ailleurs vain d'interdire ? Laissons lui sa place dans l'arsenal et bornons-nous à en réglementer l'usage pour en éviter les abus.

Son emploi présente en effet un grave danger pour les non-participants. Ce danger provient de ce que les effets des projectiles à gaz ne peuvent être localisés sur un emplacement aussi restreint que pour les projectiles ordinaires. Nous avons vu à propos des données d'ordre technique sur leur emploi que les obus à gaz pouvaient faire sentir leurs effets jusqu'à deux kilomètres au delà de leur point d'éclatement. En s'en servant contre des objectifs situés à l'intérieur du territoire on ne pourrait donc éviter d'atteindre la population de localités entières. Pour parer à cet inconvénient le moyen le plus simple consiste à interdire l'emploi des gaz à l'aide d'appareils aériens. C'est une mesure peut-être rigoureuse en ce sens que dans la zone où l'artillerie de terre peut elle-même agir on ne voit pas, à première vue, pourquoi on priverait les aéronefs d'un moyen semblable. Cependant pour éviter que ces appareils ne soient tentés de répandre des gaz hors de cette zone il nous paraît opportun de leur en interdire complètement l'usage. Ils pourront subir d'autant plus aisément cette restriction qu'ils n'ont jamais encore, à notre connaissance, employé de projectiles à gaz. Cette limitation a été admise par le comité d'experts de Washington, lequel a d'ailleurs considéré qu'elle était la seule possible (1). En conséquence nous sommes d'avis d'insérer un article libellé à peu près comme suit dans le futur règlement international de la guerre aérienne :

(1) N° de l'*Illustration* du 7 février 1925, p. 111, col. 1.

« Il est interdit de lancer du haut des aéronefs des produits dont le but *principal* est de vicier l'atmosphère. »

L'observation d'une prescription semblable aurait l'avantage d'éviter l'abus de l'emploi des gaz de combat tout en permettant l'utilisation par les aéronefs de bombes ou d'obus chargés de matières explosives. Ce texte n'est pas absolument explicite puisqu'il est muet sur l'emploi de projectiles chargés à la fois de produits explosifs et de produits destinés à répandre des gaz de combat, mais il nous paraît vain de faire une discrimination aussi précise entre les différents obus et bombes. Il n'est pas de texte d'ailleurs dont l'observation ne repose sur la bonne foi des belligérants.

SECTION II

Armes et engins examinés en vue de l'autorisation ou de la prohibition de leur emploi.

Nous étudierons dans la présente section un certain nombre d'armes et d'engins qui, pour la plupart, ont été employés pour la première fois au cours de la dernière guerre et dont aucun d'eux n'a fait l'objet d'une réglementation quelconque. Nous ne mentionnerons pas toutes les armes nouvellement apparues, notre examen se bornera à celles qui, en considération des maux qu'elles causent, peuvent donner lieu à une discussion au sujet de leur autorisation ou de leur prohibition.

A) BACILLES POUR LA DIFFUSION DES MALADIES ÉPIDÉMIQUES. — Seuls les Allemands étaient capables d'imaginer et de réaliser la propagation des maladies infec-

ticieuses chez leurs adversaires. Ils y ont eu recours plusieurs fois, à des époques différentes, en divers endroits, ce qui dénote de leur part l'exécution d'un plan d'ensemble dressé par leurs dirigeants. A Bucarest, en octobre 1916, une perquisition dans les locaux de la légation d'Allemagne a permis d'y trouver huit flacons contenant du virus de la morve, chaque flacon pouvait servir à l'empoisonnement de deux cents chevaux ; le secrétaire de la légation des Etats-Unis a signé le procès-verbal constatant cette découverte (1). Le 20 octobre 1916, à 9 heures du matin, des avions allemands jetèrent sur la même ville des bonbons empoisonnés contenant des bacilles d'une virulence extrême (2). En mars 1917, un agent allemand capturé dans les lignes anglaises fut trouvé porteur de préparations bactériologiques qu'il avait ordre de mêler à la nourriture des chevaux ou d'inoculer à ces animaux en leur égratignant les naseaux au moyen d'un fil de fer trempé dans ces préparations (3). De pareils procédés ne sauraient être trop vivement flétris. Des esprits chagrins se sont demandé si de semblables pratiques ne se généraliseraient pas dans les guerres futures, ce qui donnerait à celles-ci un caractère d'atrocité sans précédent. Une commission internationale constituée par la Société des Nations au cours de sa deuxième session en 1921 a étudié la question de la guerre bactériologique et elle a formulé dans son rapport final des conclusions rassurantes en déclarant que l'on disposait de moyens préventifs et curatifs assez puis-

(1) JDI, Tome XLIV, p. 378.

(2) *Id.*, p. 380.

(3) *Id.*, p. 953.

sants pour rendre vaine toute tentative de ce genre (1).

B) POIGNARDS. — Les poignards ont été couramment utilisés par l'armée française au cours de la dernière guerre. Ils constituent avec les pistolets automatiques l'armement réglementaire des équipes de chars de combat. Bien qu'ils soient des armes dont se servent ordinairement les malfaiteurs nous ne saurions les proscrire. Ils n'ont pas pour but de provoquer des cruautés inutiles et ils répondent à une nécessité absolue. Le conducteur de char ne peut être doté d'une arme longue, pas même d'une baïonnette ordinaire, l'exiguïté de la coupole dans laquelle il se meut l'en empêche. Une arme individuelle lui est indispensable pour le cas où, en plein combat, il doit abandonner son char et on ne peut se contenter de l'armer avec un pistolet ou un revolver, car ces armes à feu sont trop peu puissantes, elles peuvent s'enrayer, s'égarer, l'adversaire peut s'en emparer. On a songé tout naturellement au poignard, arme excellente dans le combat rapproché, nullement encombrante et pouvant au besoin se glisser dans la ceinture lorsqu'elle est enfermée dans sa gaine.

C) FLÉCHETTES. — Au début de la campagne nos aviateurs ont employé des fléchettes qu'ils lâchaient du haut de leurs appareils par boîte de cinquante. C'étaient de petites baguettes d'acier de 12 centimètres de longueur sur 9 millimètres de section, elles étaient pointues à leurs extrémités et avaient la tige évidée. Elles arrivaient sur le sol avec une force de pénétration moyenne de 100 mètres à la seconde. Elles n'étaient pas fabriquées en vue

(1) BOURGOIN, — *Op. cit.*, p. 112 et 113.

de causer des blessures particulièrement cruelles. Elles traversaient facilement le casque et provoquaient souvent la mort instantanément. L'emploi de ce projectile a été abandonné avant la fin de la campagne. Il n'y avait aucune raison d'humanité pour en proscrire l'emploi.

D) FUSILS A CHEVROTINES. — Nous avons reçu des fusils à chevrotines dans les tranchées au printemps de 1915. Ils n'étaient pas distribués par suite du nombre insuffisant de fusils réglementaires, ils constituaient une dotation supplémentaire pour les secteurs de défense. Le but poursuivi par un armement semblable était de se prémunir, la nuit, contre la destruction par l'adversaire des réseaux de fil de fer à l'aide de cisailles. Seules les sentinelles s'en servaient. Le fusil à balle ordinaire n'avait pas une zone de dispersion suffisante pour atteindre sûrement, en pareil cas, un ennemi dans les réseaux de barbelé ; un fusil à chevrotines, même avec une visée faite au jugé, avait plus de chances de l'atteindre par suite de sa plus grande dispersion. Peut-on prétendre que les chevrotines peuvent s'aplatir contre les os à l'intérieur de l'organisme et qu'en conséquence ces fusils doivent être prohibés par application de la déclaration internationale relative aux projectiles qui s'épanouissent ou s'aplatissent ? Nous ne le pensons pas, car dans l'affirmative il faudrait interdire aussi l'usage des revolvers, ou des pistolets dont les balles peuvent produire des effets analogues. Les chevrotines conservent d'ailleurs généralement leur forme primitive dans le corps de la victime ; en tout cas leur aplatissement, s'il se produit, n'a pas été recherché. Au mois de septembre 1918, les Allemands ont protesté contre l'emploi d'armes semblables par les

troupes américaines, mais le 3 octobre suivant, le Gouvernement des Etats-Unis a répondu que l'emploi de ces fusils n'était pas prohibé par les Règlements de la Haye (1), ce qui est à notre avis parfaitement exact.

E) LIQUIDES ENFLAMMÉS. — Les liquides enflammés rappellent le *feu volant* (2) dont on se servait encore au Moyen-Age pour incendier les navires et qui consistait en une composition de divers produits qui avait la propriété de brûler sur l'eau. L'emploi des liquides enflammés au cours de la guerre de 1914-1918 a été réalisé de la manière suivante. Des liquides contenus dans des récipients portés à dos d'homme ou installés dans une tranchée de départ étaient projetés au moyen d'un jet et enflammés à la sortie du tube de lancement. Le lanceur ne courait pas grand risque, sauf lorsque le vent soufflait contre lui, tandis que son adversaire pouvait être horriblement brûlé. La portée moyenne des appareils était de 20 à 35 mètres. L'efficacité de ce procédé de lutte n'était pas très grande. Il ne pouvait être employé que dans des conditions qui ne se trouvaient pas toujours réunies. Il fallait un vent favorable et des ouvrages ennemis à proximité immédiate. Le port des récipients à dos d'homme n'a jamais donné de sérieux résultats. L'ennemi atteint était rarement tué, mais il pouvait être cruellement blessé, soit qu'il perdît la vue, soit qu'il fût gravement brûlé. L'effet obtenu était surtout d'ordre moral ; la vision d'une flamme rougeâtre s'élevant à une

(1) FAUCHILLE. — *Traité de Droit international public*. Tome II, 1921, p. 121.

(2) GUGLIELMO FERRERO. — *La guerre chimique*, N° de l'*Illustration* du 17 janvier 1925, p. 42, col. 1.

dizaine de mètres de haut et entourée d'un nuage noir et épais a quelque chose de sinistre. Les Allemands ont eu recours les premiers à l'emploi de ce procédé dans l'Argonne au printemps de 1915, les Alliés le leur ont retourné, mais l'usage n'a pas été très fréquent et n'a jamais été la cause d'importants succès. Nous considérons qu'il inflige des cruautés inutiles et nous sommes d'avis de le proscrire.

F) PROJECTILES INCENDIAIRES. — Les projectiles incendiaires ont des propriétés analogues à celles des liquides enflammés, mais leurs effets sont différents parce que leur mode d'emploi n'est pas le même. Les liquides enflammés sont employés directement contre le personnel tandis que les projectiles incendiaires n'ont eu pour but, jusqu'à ce jour, que la destruction des corps inertes. Le personnel n'est atteint qu'indirectement par eux. Ils ne diffèrent guère au fond des projectiles explosifs proprement dits, mais cependant leurs effets sont susceptibles de s'étendre fort loin au delà du point où ils atteignent le sol, tandis que les effets des obus explosifs sont très localisés. Pour se prononcer en toute connaissance de cause sur leur usage il convient d'abord de les énumérer en les classant par catégories d'après leur mode d'emploi. On distingue parmi eux les projectiles incendiaires à main (grenades spéciales; sachets, pastilles, etc.), les obus incendiaires utilisés par l'artillerie (obus traceurs, obus incendiaires proprement dits, obus à balles ou à mitraille lesquels ne sont incendiaires qu'accidentellement et n'ont pas été fabriqués dans ce but) et enfin les projectiles incendiaires lâchés par les appareils aériens (bombes et obus).

Diverses raisons militent en faveur de l'autorisation de l'emploi de ceux appartenant aux deux premières catégories (projectiles incendiaires à main et projectiles incendiaires tirés par les canons de terre). Ceux lancés à la main ont des effets très localisés, leur tir est précis. Il est évident que les Allemands qui les ont employés maintes fois au cours de la dernière guerre pour détruire une à une toutes les maisons de certains villages avaient gravement tort, bien que l'usage de ces armes ne soit prohibé par aucune convention internationale. Mais en pareil cas ce n'est pas l'engin qui doit être incriminé, c'est l'emploi qui en est fait. Il y a eu là, de la part de nos ennemis, l'exercice exorbitant d'un droit. L'usage d'engins semblables vaut ce que vaut la mentalité du combattant qui le pratique, mais, s'il n'en est pas fait abus, il répond à des nécessités militaires telles que la destruction d'un fourré entre les deux lignes qui obstrue le tir des armes de l'infanterie, d'une baraque qui gêne, le nettoyage d'un abri récemment évacué par l'ennemi, etc. Les obus incendiaires répondent à des besoins semblables, les traceurs sont spécialement employés contre les ballons d'observation (« saucisses »), ils constituent l'un des rares moyens permettant de détruire ces appareils qui sont du plus haut intérêt militaire. Il convient de remarquer du reste que les traceurs ne sont incendiaires que le long de leur trajectoire, ils ne le sont plus au moment où ils atteignent le sol. Les obus incendiaires proprement dits servent surtout à détruire la superstructure des bâtiments pour atteindre ensuite les caves avec des obus à fusée retardée. Si l'on détruit d'abord la carcasse avec des projectiles ordinaires, les décombres s'accumulent sur place et forment en quelque sorte une

matelassure sur la voûte des caves, laquelle s'oppose à la pénétration des obus même à fusée retardée. L'incendie préalable des matériaux inflammables obvie en grande partie à cet inconvénient. Les obus à balles ou à mitraille peuvent avoir des effets incendiaires lorsqu'ils éclatent au voisinage de matériaux combustibles, mais il s'agit alors d'un effet accidentel, non recherché dans leur fabrication, tout comme le dégagement d'oxyde de carbone lors de l'éclatement de tous les obus explosifs. On ne pourrait donc concevoir l'interdiction des obus incendiaires proprement dits sans prohiber également l'emploi des obus à balles ou à mitraille puisque les propriétés incendiaires de ces derniers sont presque analogues à celles des premiers. Or aucun Etat ne voudrait consentir à la prohibition des obus à balles ou à mitraille car ce sont des projectiles ayant une très grande efficacité contre le personnel à découvert. Il y a d'ailleurs un motif d'ordre plus général en faveur de l'autorisation des grenades et des obus incendiaires d'artillerie. Ces engins sont employés dans une zone où, comme nous le verrons plus tard, la propriété privée ne peut être respectée que dans des limites assez étroites. Ils sont utilisés dans le voisinage de la ligne de feu, où le canon règne à peu près en maître ; dans toute l'étendue de terrain où celui-ci exerce son action il paraît bien difficile, sinon impossible, de limiter ses effets destructeurs dès que le front se stabilise.

Il en est tout autrement des projectiles incendiaires (obus ou bombes) lâchés par les aéronefs, puisque ces appareils étendent leur rayon d'action fort loin à l'intérieur du pays. Leur tir est moins précis que celui de l'artillerie de terre ; même en admettant qu'il arrive à

l'être autant, l'incendie d'une usine, d'une gare, d'un dépôt quelconque provoqué par une bombe incendiaire d'avion risque de se propager rapidement dans les environs et de commettre des dégâts qui sont hors de proportion avec le résultat recherché. Ces dommages sont causés dans une zone où, abstraction faite même des atteintes à la personne des non-participants, on peut se montrer plus exigeant quant au respect de la propriété privée que sur l'étendue de terrain battue par l'artillerie de terre. Cependant nous n'interdirons pas l'emploi de semblables projectiles par aéronefs et cela pour deux raisons. La première est que même en prohibant l'usage des obus ou des bombes incendiaires jetés par des appareils aériens on n'empêchera pas les incendies ; des projectiles ordinaires suffiront pour les allumer. Il suffit qu'il y ait dans une habitation une lampe allumée, une conduite de gaz, pour que le bouleversement provoqué dans son voisinage provoque l'incendie. La deuxième raison c'est qu'ici, comme pour les gaz, il est bien difficile de faire la discrimination entre les projectiles employés dans la guerre aérienne qui sont incendiaires et ceux qui ne le sont pas. Ce sont des arguments semblables qui ont dû convaincre les juristes assemblés à la Haye de décembre 1922 à février 1923 pour élaborer un projet de réglementation de la guerre aérienne, car dans l'article XVII de ce projet ils autorisent les projectiles incendiaires au même titre que les autres.

G) ELECTRICITÉ. — Une force récemment découverte comme l'électricité devait tout naturellement elle aussi apporter son concours pour renforcer la puissance de l'arsenal de guerre. Elle n'y a pas manqué. Elle n'en

est qu'à ses débuts, mais il est probable que dans les guerres futures elle sera davantage mise à contribution, elle servira peut-être à actionner à distance des machines redoutables. Si l'on en juge d'après ses premiers résultats la civilisation pas plus que la guerre n'auront à s'en plaindre. On l'a utilisée au cours de la dernière campagne pour l'électrification des réseaux de fil de fer. Cet emploi n'a pas été très fréquent car il suppose des sources d'énergie assez considérables et à proximité des lignes organisées. L'électrocution dont elle est la cause amène la mort sans souffrance et il faut ajouter à son avantage que le combattant ne demeure pas désarmé contre cette action. Employée à cet usage on ne voit pas pourquoi on la prohiberait comme moyen de combat. L'électricité a servi aussi pour l'émission des gaz, nous avons vu qu'elle avait été utilisée pour l'allumage de la charge des projectors. Quoiqu'on pense des gaz elle mérite à ce titre moins d'éloges, mais reconnaissons néanmoins qu'elle n'a joué à cette occasion qu'un rôle secondaire.

II) CANONS A TRÈS GRANDE PORTÉE DANS LA CONSTRUCTION DESQUELS LA PRÉCISION EST SACRIFIÉE. — Pour atteindre les organisations défensives dans toute leur profondeur et pour détruire des objectifs intéressants de l'arrière-front les belligérants ont cherché à accroître la portée de leurs pièces d'artillerie. Les Allemands ont même songé au cours de la dernière guerre à atteindre l'intérieur du pays avec des canons du type *Bertha*. La question de la précision d'armes semblables acquiert une importance de premier ordre au point de vue auquel nous nous sommes placés. Les projectiles de ces canons tombent dans une zone d'où il est impossible d'évacuer les non-

participants, ceux-ci souffrent considérablement de ce tir si les pièces sont imprécises. On a pu s'en rendre compte lors du bombardement de Paris par canon à partir de mars 1918. L'effet recherché par les Allemands consistait d'ailleurs à influencer le moral de la population plutôt qu'à détruire des organisations ou des installations militaires. Les *Bertha* étaient des pièces fabriquées uniquement pour tirer sur l'agglomération parisienne, sur la capitale, au hasard. La puissance des projectiles lancés n'était pas très considérable, mais l'effet de destruction était accessoire ; la fabrication de canons semblables et leur installation étaient très onéreuses, leur rapidité d'usure était énorme, mais Paris était atteint et cela importait avant tout. L'aviation ne pouvait permettre d'obtenir un tel résultat, car elle ne pouvait pas agir tous les jours et elle était vulnérable.

On ne peut songer à limiter les progrès techniques de la construction des pièces d'artillerie en vue de l'accroissement de leur portée, mais la précision de ces engins ne saurait être sacrifiée. Lorsqu'en France, au cours de la dernière guerre, des recherches et des expérimentations ont été faites dans ce domaine, les spécialistes se sont toujours tenus à la conception des *canons* dits *de marine* dans lesquels la précision ne cède en rien à la portée. Dans la construction des pièces d'artillerie la limite maxima de l'écart probable en direction pourrait, sans grave inconvénient, être négligée par suite de son peu d'amplitude, mais pourquoi une convention internationale ne fixerait-elle pas, après avis d'experts, un *rapport limite entre la portée et l'écart probable* (1) des

(1) *Théorie de l'écart probable*. — (Données extraites de l'Instruction

canons en portée afin qu'il en fût tenu compte dans la construction des pièces d'artillerie ?

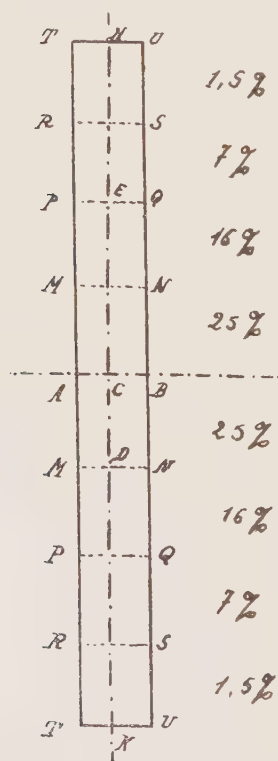
générale sur le Tir de l'artillerie de 1922 et de l'Aide-mémoire d'Artillerie de 1917. Ces deux opuscules n'ont aucun caractère confidentiel).

La théorie de l'écart probable, qui est d'ordre purement technique, mérite d'être brièvement exposée ici en raison de l'intérêt qu'elle présente pour le bombardement de destruction, la protection des monuments d'une grande valeur historique et l'ouverture du droit à représailles.

La loi de l'écart probable peut se formuler ainsi : l'écart probable est l'écart qui compté du point à viser a autant de chances d'être dépassé que de ne pas l'être.

Lorsqu'on tire un grand nombre de coups de canon dans des conditions apparemment identiques, les points de chute des obus ne se superposent pas, mais cependant ils se répartissent sur le sol d'une manière qui n'est pas absolument irrégulière. Les coups sont plus dispersés dans le sens du tir que dans le sens perpendiculaire et ils sont en outre plus serrés dans le voisinage de l'objectif qu'au fur et à mesure que l'on s'éloigne du point moyen qui représente le centre du groupement.

Ecart probable en portée. — L'examen du rectangle de dispersion permet de constater que les deux rectangles égaux en surface ABTU contiennent chacun 50 % des coups, les rectangles ABMN chacun 25 %, les deux rectangles MNPQ chacun 16 %, les deux rectangles PQRS 7 % et RSTU 1,5 %. L'écart probable



en portée est égal à la distance CD, soit le 1,8 de longueur totale TT du rectangle de dispersion.

Ecart probable en direction. — L'examen du même rectangle de dispersion permet de constater que les coups se répartissent de la même manière en largeur de part et d'autre de la médiane HK que de

part et d'autre de la médiane AB en hauteur. L'écart probable en direction est égal au $1/8$ de la distance AB.

Réglage du tir. — Le réglage a pour but d'amener la coïncidence du point C, centre du groupement, avec le point visé.

Cette dispersion du tir tient à des causes diverses : différence de constitution des projectiles, de l'état extérieur des obus, de la constitution des charges, du pointage, des conditions atmosphériques qui varient à chaque instant, du poids des projectiles, etc., etc.

La pente du terrain battu fait encore augmenter l'importance de la dispersion.

L'écart probable en portée et en direction varie avec chaque canon et avec la distance du tir. Pour un canon de 305 de marine français, par exemple, l'écart probable en portée est 69 mètres à 15 kilomètres, 78 mètres à 17 kilomètres, 92 mètres à 20 kilomètres ; pour le même canon l'écart probable en direction est 7 m. 6 à 15 kilomètres, 8 m. 4 à 17 kilomètres et 10 mètres à 20 kilomètres. Pour un canon de 340 de marine français l'écart probable en portée à 26 kilomètres est de 158 mètres si bien qu'à cette distance l'obus peut tomber à $158 \times 4 = 632$ mètres en deçà ou au delà de l'objectif dans le sens du tir, même après un réglage préalable supposé parfait.

Pour les canons du modèle *Bertha*, les données nous manquent, mais les techniciens affirment qu'au delà de 50 kilomètres l'écart probable en portée est certainement de plusieurs kilomètres, ce qui enlève toute précision au tir effectué à une aussi grande distance et doit en faire interdire l'emploi.

CHAPITRE III

Procédé de combat autorisé sous la réserve d'une réglementation. - Le bombardement.

SECTION I

Bombardement d'une place défendue en vue de l'occupation ultérieure.

Le bombardement d'une localité défendue est le seul qui soit autorisé et réglementé par les lois de la guerre. L'article 25 du Règlement de la Haye de 1889 stipule : « Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, « villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas « défendus ». A cet article le Règlement de 1907 a ajouté : « par quelque moyen que ce soit », mais nous avons vu que ce dernier règlement n'était pas en vigueur entre les belligérants au cours de la dernière guerre (1), néanmoins comme il lie beaucoup d'Etats on peut utilement discuter sur son texte et en déduire par l'interprétation *a contrario* que les places défendues peuvent être bombardées, et même par aéronefs, puisque, comme nous le verrons dans la section III du présent chapitre, le bombardement aérien est considéré à l'heure actuelle comme licite.

Dans la présente section nous ne ferons aucune distinction entre le bombardement aérien et le bombardement terrestre.

(1) Page 90.

La plus grosse difficulté qui se présente est celle de savoir ce qu'il faut entendre par *localité défendue*. Les Conventions de la Haye ne l'ont pas définie. M. Fauchille admet que seule importe la défense active pour apprécier si une ville est défendue ou non (1). D'accord avec lui, nous considérerons comme défendues : les localités non pourvues de fortifications permanentes mais dont l'accès est interdit par les troupes adverses retranchées ou non, les villes pourvues d'une ceinture de forts occupés militairement même si ces derniers sont à une certaine distance de l'agglomération, les localités ouvertes du côté de la terre mais protégées par une escadre qui évolue en mer. Par contre, des places même pourvues de fortifications permanentes, mais qui n'opposent aucune résistance seront considérées comme des villes ouvertes. Il résulte de ces distinctions que, sauf de très rares exceptions, toutes les localités situées dans la zone d'opérations ou à proximité d'elle, seront défendues, tandis que toutes les localités qui se trouvent loin du front, à l'intérieur même du pays, seront considérées comme ouvertes quelles que soient les défenses passives qui les entourent.

Le bombardement des villes ou places non défendues est interdit à juste titre comme ne répondant à aucune nécessité de guerre.

L'article 26 du Règlement de la Haye ordonne au commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, de faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités. L'article 27 prescrit d'épargner

(1) FAUCHILLE. — *Traité de Droit international public*, Tome II, 1921, p. 132 et suivantes.

autant que possible les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux, les lieux de rassemblement de malades et de blessés sous réserve que l'adversaire n'emploie pas ces bâtiments dans un but militaire et qu'ils soient désignés par des signaux visibles, notifiés d'avance à l'assaillant. Ce sont là de simples recommandations qui sont à l'abri de toute critique.

Pour le cas où il s'agit d'une place dans laquelle les fortifications sont très voisines de l'agglomération urbaine et lorsque l'attaque est précédée d'un investissement rapide sans que celui-ci permette cependant l'attaque de vive force, cette réglementation devrait être complétée dans un but humanitaire. Cette situation pourra se présenter assez fréquemment au début d'une guerre pour les places fortes qui avoisinent les frontières. En pareil cas l'assiégé n'aura pas le temps nécessaire pour évacuer les non-participants, tous les habitants indistinctement seront bloqués et avec les moyens puissants dont dispose l'assiégeant (gaz, obus de très gros calibre, bombes d'avions) tous sans discrimination seront atteints ; le nombre des victimes inoffensives sera très élevé. L'avis de bombardement notifié à la place avec l'octroi d'un délai de quelques heures au moins avant d'y procéder devraient être obligatoires pour l'assiégeant. L'assiégé devrait avoir la possibilité d'évacuer les « bouches inutiles » pour ne pas leur faire supporter le siège. Des horreurs sans nombre seraient ainsi évitées. L'assiégeant ne perdrait pas beaucoup de temps, car il utiliserait ce court délai pour amener à pied d'œuvre et installer son gros matériel de siège. Dès que le feu s'ouvrirait il pourrait atteindre toute l'intensité qu'il serait capable de lui

donner. L'ennemi serait débarrassé du souci d'épargner la population civile, il ne serait pas tenté de spéculer sur les effets d'une pression psychologique à faire subir aux non-participants pour amener la capitulation plus rapide de la place. La dernière guerre a montré que les sièges sont de très courte durée, les défenses fixes de l'assiégé quelque puissantes qu'elles soient ne peuvent plus résister à une attaque moderne. Les forts de Liège ont été écrasés après un bombardement qui a duré seulement du 12 au 17 août 1914. Maubeuge a été canonné du 29 août au 2 septembre 1914 et elle a capitulé le 6. Ces deux villes ont été cependant héroïquement défendues. Il convient d'observer qu'à cette époque de la guerre les Allemands n'usaient pas encore des gaz et que leur aviation n'avait pas la puissance que cette arme a acquise plus tard. Puisqu'on a la certitude d'une reddition rapide, quelques heures de retard au début du siège sont sans grande importance. Aussi la ligne de conduite adoptée par les Japonais lors du siège de Port-Arthur en 1904, qui en annonçant le bombardement offrirent aux Russes de laisser sortir les femmes et les enfants (1) devrait être la règle. Une semblable attitude aurait le grand avantage de décharger toute la responsabilité de l'ennemi, si l'assiégé n'acceptait pas une semblable proposition, comme les Russes le firent à Port-Arthur, et il serait mal venu de se plaindre ensuite des horreurs du bombardement. L'assiégeant aurait également plus d'indépendance pour poursuivre le siège, il serait libre d'accepter ou non par la suite l'évacuation des « bouches inutiles » à laquelle son adversaire pourrait consentir malgré un premier refus. En toute

(1) FAUCHILLE. — *Op. cit.*; p. 145.

équité il pourrait, s'il y consentait, demeurer juge du moment où elle serait effectuée. Il lui serait loisible même de refouler le cas échéant les non-participants que l'assiégé, pour prolonger la résistance, évacuerait au cours du siège, malgré le refus primitif.

Enfin il va de soi que lorsque la défense mobile de la place a suffisamment ralenti l'exécution de l'investissement, l'avis de bombardement et le délai pour y procéder ne s'imposent plus. La ville a reçu des projectiles depuis qu'elle était à portée du canon de l'assaillant et il a été loisible à l'autorité locale d'évacuer à temps les « bouches inutiles ».

SECTION II

Bombardement de destruction par l'artillerie de terre.

Le bombardement de destruction effectué sans l'intention de procéder à l'occupation immédiate des points battus est un procédé de combat qui diffère du bombardement étudié dans la section précédente et que nous proposons d'appeler « bombardement d'occupation ». Il ne s'agit plus ici pour l'ennemi d'effectuer des destructions dans une localité jusqu'à ce que la reddition s'en suive, il s'agit seulement de détruire au moyen de projectiles des organisations ou des installations utilisées par l'adversaire dans un but militaire sans se soucier nécessairement de procéder immédiatement à leur occupation.

Ce procédé de combat n'est réglementé par aucune convention internationale, nous verrons par la suite que quelques règles seraient cependant indispensables à formuler à son sujet. Le Règlement de la Haye ne traite du bombardement que dans ses articles 25, 26

et 27, lesquels ont été examinés dans la Section I du présent chapitre (1). Faut-il déduire du texte de l'article 25, lequel autorise seulement le bombardement des localités défendues, que le bombardement de destruction ne peut être dirigé que contre elles ? Nous ne le pouvons pas. Dans le cas présent il ne s'agit pas à proprement parler de bombarder systématiquement une agglomération entière, mais seulement certains points particuliers du territoire occupé par l'adversaire. Il ne s'agit pas de savoir si les objectifs visés sont défendus ou non ; on procède à leur destruction pour que l'ennemi n'en fasse pas usage pour sa défense. Ce bombardement est légitime par le seul fait qu'il répond à une nécessité militaire impérieuse. Même en dehors du voisinage immédiat de la ligne de feu il importe d'atteindre à l'arrière-front les gares de ravitaillement, les parcs à munitions, à matériel, à vivres, à fourrage, les dépôts militaires de toutes sortes, les voies de communication, etc. En fait ce bombardement a pris dans la dernière guerre une importance considérable par suite de l'accroissement de la portée des canons qui a permis de détruire des objectifs du plus haut intérêt militaire, situés parfois fort loin en arrière de la première ligne. Il ne saurait être question de le faire précéder d'un avertissement puisque la surprise est la condition même de son succès.

Dans toute l'étendue du terrain battu par l'artillerie deux zones sont à distinguer. Dans la première qui s'étend en profondeur jusqu'à environ douze kilomètres (2) de la ligne de feu, toute l'artillerie peut agir,

(1) Voir pp. 86, 87 et 88.

(2) Portée maxima atteinte à l'heure actuelle par l'artillerie légère et l'artillerie lourde courte.

sauf les canons d'infanterie et de tranchée dont la portée est plus restreinte. La deuxième zone a une profondeur semblable (1) à la première et double ainsi la largeur de la bande de terrain déjà battue. Cette deuxième zone constitue le champ d'action de l'artillerie lourde longue et de l'artillerie lourde à grande puissance.

Pour bien se rendre compte des effets de la bataille dans toute leur complexité il faut envisager séparément deux situations de combat : a) d'une part la *stabilisation du front* c'est-à-dire l'immobilisation de troupes occupant face à face des organisations défensives ; b) d'autre part la *guerre de mouvement* dans laquelle le front se déplace d'une façon à peu près continue et qui comporte soit une avance soit un recul pour le même adversaire. Ces deux situations peuvent se présenter dans un ordre quelconque, le mouvement précède le plus souvent la stabilisation, mais ordinairement elles se combinent entre elles.

a) Dans le cas d'un front stabilisé les deux zones d'action de l'artillerie seront assez nettement séparées sur la partie de terrain occupé par le même belligérant. C'est la situation de combat qui est de beaucoup la plus défavorable pour ce qui concerne la protection des non-participants et le respect de la propriété privée. Pour peu que dure l'immobilisation des forces armées en présence, la dévastation à peu près complète de la première zone de douze kilomètres de profondeur environ est à envisager

(1) L'artillerie lourde longue a une portée moyenne maxima d'environ vingt kilomètres, celle de l'artillerie lourde à grande puissance est sensiblement supérieure, mais ses canons sont installés assez loin en arrière de la ligne de feu et ils ne peuvent guère atteindre des objectifs situés à plus de vingt-cinq kilomètres au delà du front de combat.

et elle est inévitable. Au cours de la poursuite en fin octobre, début de novembre 1918 nous avons personnellement stationné avec notre Division devant Guise (Aisne), du 28 octobre au 5 novembre. Jusqu'au 28 octobre Guise n'avait pas souffert, le 5 novembre au petit jour, en traversant la ville qui venait d'être délivrée nous avons pu constater que les destructions étaient considérables. Quelques-unes, il est vrai, avaient été faites par les Allemands avant leur départ, comme celle du pont métallique du chemin de fer de Laon à Wassigny, mais la plupart d'entr'elles provenaient du tir de notre propre artillerie qui pourtant avait ménagé le plus possible les bâtiments d'une ville que l'on savait devoir reconquérir peu après. La prolongation de la stabilisation accroît naturellement les ravages et au bout d'un temps relativement court il est possible que la première zone de douze kilomètres soit transformée en un paysage lunaire. Nous avons combattu au cours de l'été 1916 sur la rive droite de la Somme, dans la région de Curlu, Hem, Maurepas et nous avons pu nous rendre compte que sur une vaste étendue de plusieurs kilomètres carrés de superficie le sol était transformé en une écumoire, les trous d'obus se touchaient. Les villages étaient complètement démolis, seuls quelques pans de mur encore debout indiquaient leur emplacement. Bien que nous n'en ayons pas été personnellement témoin nous savons que des constatations semblables pouvaient être faites dans le secteur de Verdun, en Artois, en Champagne, dans toute la « zone rouge ». Les nécessités de la guerre peuvent devenir telles. La violence de l'action ne saurait en pareil cas être réfrénée. Sur le vu de cet état de choses nous dégageons les principes suivants :

1° Dans toute l'étendue de la première zone de douze kilomètres la population civile doit être évacuée par l'occupant et pour y procéder la contrainte même est légitime. C'est la seule solution qui permette d'éviter un massacre inutile de non-participants. Pour de nombreuses localités situées à proximité des premières lignes les Allemands ne se sont pas souciés au cours de la dernière guerre de prendre cette mesure qui est commandée cependant par le moindre sentiment d'humanité. Il nous souvient d'avoir vu encore en novembre 1917, dans la vallée de la Fave, le village de Lusse (Vosges) complètement occupé par ses habitants, alors que les premières maisons étaient à portée de fusil de nos tranchées de première ligne. Sur cette partie du front la stabilisation remontait cependant à 1914. Cet exemple n'est pas unique, car les Allemands procédaient de même dans toute cette région. Comptant sur la présence de la population pour empêcher le bombardement des villages ainsi habités, ils se réservaient la possibilité de disposer de cantonnements confortables au voisinage de la ligne de feu. Ce procédé dépeint bien la mentalité de l'armée allemande de 1914-1918, il peut être rapproché de celui qui consistait à employer les civils comme bouclier et que nous étudierons au chapitre suivant (1).

2° Si la propriété privée ne peut être mise à l'abri de la destruction dans toute cette zone de combat, si dans toute son étendue celle-ci peut être transformée en un désert, le commandement militaire de l'occupant ne doit cependant ordonner ces destructions qu'au fur et à mesure de leur nécessité, son artillerie ne doit pas faire

(1) Voir page 149.

immédiatement table rase. Pourquoi escompter par avance une longue stabilisation qui ne se produira peut-être pas ? Le front commun peut céder du jour au lendemain et à la fin de l'action, lorsqu'une avance ou un recul auront dégagé cette étendue de territoire, il ne devra subsister aucune destruction qui n'aurait pas été commandée par une impérieuse nécessité militaire.

Dans la deuxième zone de douze kilomètres, en supposant toujours le front stabilisé, la situation se présentera d'une façon tout autre. La destruction totale des villes, villages, habitations n'est pas à envisager. L'ennemi voudrait-il y procéder qu'il n'y parviendrait pas, l'approvisionnement en projectiles, si abondant soit-il, est néanmoins limité. L'adversaire se bornera à employer sa grosse artillerie pour atteindre des objectifs bien choisis et qui présenteront un réel intérêt militaire : voies de communication, gares de ravitaillement, parcs et dépôts de toute nature. Quelques salves nourries seront néanmoins dirigées de temps à autre sur l'ensemble des cantonnements pour harceler les troupes au repos ou à l'instruction. La vie des non-participants pourra être respectée dans une certaine mesure. L'existence de la population civile sera cependant sujette à de multiples atteintes, surtout lors du tir sur les cantonnements. Diverses mesures que nous souhaiterions voir prendre place dans les lois de la guerre s'imposent pour sa protection. Tout d'abord si l'évacuation ne peut être imposée aux habitants, parce que leur présence est la meilleure sauvegarde contre le pillage et le vol et que l'on ne peut songer à leur faire quitter des étendues de territoire aussi vastes, du moins ce départ doit être encouragé et même facilité dans la mesure où le peut l'occupant. Ceux qui

continueront à demeurer dans cette zone devront avoir la possibilité de s'abriter contre le bombardement. Dans chaque localité un certain nombre de caves à l'épreuve des gros projectiles devraient leur être réservées. En cas d'insuffisance des abris préexistants l'autorité militaire occupante devrait apporter son aide, dans la mesure du possible, pour en construire de nouveaux, cette aide pouvant consister en directives données par des spécialistes de Génie, en fournitures de matériaux même le cas échéant. Il est un grave danger auquel cette population civile sera exposée, c'est celui des gaz de combat. Les obus à gaz dirigés sur les cantonnements feront tout autant, sinon plus, de victimes parmi elle que parmi la troupe. A une distance semblable du front, même les gaz émis en nappe feront encore sentir leurs effets. Pour se protéger les habitants doivent pouvoir compter sur le concours de l'occupant. Le haut commandement français s'est préoccupé de cette question. Dans l'« Instruction provisoire sur la protection contre les gaz de combat » du 20 octobre 1923 (« Annexe numéro 7 à l'Instruction provisoire sur l'emploi tactique des Grandes Unités »), nous lisons (1) : « La responsabilité de la protection des
« populations civiles n'incombe pas à l'autorité militaire,
« mais toutefois les généraux commandant les armées
« font connaître, à titre de renseignement, aux autorités
« civiles, les zones dans lesquelles ils ont prescrit pour
« leurs troupes des mesures de protection contre les gaz.
« Sur la demande de ces autorités, ils mettent à leur
« disposition tous renseignements utiles, les moyens
« d'exécution dans la mesure des disponibilités et autant

(1) Page 59.

« que le service le permet des instructeurs (officiers spécialisés, médecins) ». Des dispositions d'ordre pratique, en particulier pour la protection des enfants, font suite à l'exposé de ces prescriptions. Le Règlement en question ne spécifie pas que ces mesures doivent s'appliquer uniquement à la population nationale habitant dans la zone des armées. Il y a tout lieu de croire qu'elles doivent s'appliquer aussi, lorsque la guerre est portée en terre étrangère. En tout cas, le jour où l'on voudra enfin se rendre compte qu'il est impossible de prohiber l'emploi des gaz, sauf pour les appareils aériens, des dispositions semblables à celles ci-dessus prendront utilement place dans les lois de la guerre.

Dans cette deuxième zone les immeubles bénéficieront d'une protection beaucoup plus efficace que dans la première, puisque les destructions opérées seront localisées. Toutes celles qui ne présenteront pas un réel intérêt militaire devront être interdites. Il sera possible d'épargner les établissements utilisés uniquement pour des œuvres de paix, les hôpitaux, les lieux de rassemblement des malades et des blessés. Les monuments d'une grande valeur historique, dont nous parlerons dans la section suivante et pour lesquels des mesures spéciales ont été envisagées⁽¹⁾, pourront aussi être mis à l'abri du bombardement. Les usines, les habitations sans utilisation militaire devront être également épargnées. Dans la première zone il serait malheureusement vain d'escompter la protection de tous ces édifices au cours d'une stabilisation prolongée.

b) Voyons maintenant ce qui va se passer dans la

(1) Pages 108 et suivantes.

guerre de mouvement. Observons tout de suite qu'il sera impossible ici de diviser le champ de bataille comme nous l'avons fait pour le cas d'un front stabilisé. Nous ne pouvons pas le séparer en deux zones distinctes, avec, pour chacune d'elles, des charges d'une importance différente à la fois pour les personnes et pour leurs biens. Les règles que nous dégagerons seront forcément beaucoup moins précises.

Si la retraite de l'ennemi est relativement rapide, la population civile et les immeubles ne supporteront pas de graves dommages. Les 5, 6 et 7 novembre 1918, nous avons eu la grande satisfaction de prendre part à la libération des localités entre Guise et Lacapelle. Les Allemands n'opposaient qu'une assez faible résistance. Toute cette région fut dégagée presque sans aucun dégât et les habitants, tous présents et saufs, nous attendaient, délirants de joie, à l'entrée des villages. En pareil cas il ne saurait être question pour l'occupant d'évacuer la population civile puisqu'elle n'a pas à souffrir. Le bombardement se réduit au tir de quelques pièces de campagne, elles seules peuvent suivre pas à pas la progression de l'infanterie, les pièces lourdes ne sont pas suffisamment mobiles pour accompagner un mouvement aussi rapide. Il y a lieu d'ajouter que l'armée du pays envahi tire le moins possible sur ses propres villages puisqu'elle est sur le point de les reconquérir.

Il en va tout autrement si la résistance de l'ennemi s'affermi et persiste pendant plusieurs jours, on retombe alors dans la situation d'un front stabilisé avec toutes les conséquences qui en résultent. L'occupant doit-il, dès qu'il se cramponne au terrain et s'enterre, commencer l'évacuation dans le voisinage du front ?

S'il ne s'agit que d'un arrêt momentané, d'un combat d'arrière-garde livré pour gagner seulement deux ou trois jours, pour éviter que la retraite ne devienne une déroute, cela ne nous paraît pas opportun. L'évacuation serait d'ailleurs rendue difficile par suite de l'encombrement des voies de communication à l'arrière-front et du défaut d'aide de la part de l'occupant pour l'effectuer, car au cours d'actions semblables il est trop préoccupé par ailleurs. Le départ des habitants ne devra cependant pas être empêché. La population qui demeurera sur place s'abritera comme elle pourra, son existence sera assez gravement menacée parce que l'armée amie cherchera à briser la résistance de son adversaire par le bombardement aérien ou même par le tir de sa grosse artillerie. Les villages, les hameaux, les fermes isolées seront particulièrement visées par suite des centres de résistance qu'ils constituent, des abris qu'ils procurent ; ils deviendront des « nids de projectiles », bien que l'agresseur soit intéressé à ne pas accumuler les ruines sur son propre sol.

Par contre, si l'armée occupante arrête sa retraite sur une ligne organisée d'avance ou si elle se regroupe en vue d'une résistance qu'elle estime devoir être de longue durée, elle ne devra pas hésiter. Quelques inconvénients qu'il puisse en résulter, l'évacuation devra commencer dès l'arrêt et par les populations qui sont les plus voisines de la ligne de feu.

Après l'étude du bombardement par l'artillerie de terre, résumons brièvement les conclusions que nous en avons tirées :

1° La régularité de ce procédé de combat ne saurait être mise en doute ;

2° Lorsque le front est stabilisé, il est possible, en partant de la ligne de feu, de distinguer deux zones qui s'étalent chacune en profondeur sur une douzaine de kilomètres environ. Sur toute l'étendue de celle qui est la plus avancée dans la direction de l'ennemi, le sol pourra être complètement ravagé si la stabilisation est de longue durée. Les destructions ne s'effectueront qu'au fur et à mesure des nécessités militaires qui se présenteront, mais par avance aucun édifice d'aucune sorte ne pourra être utilement mis à l'abri du bombardement. La population civile devra être évacuée par l'occupant et pour procéder à cette opération, il pourra, le cas échéant, employer la contrainte. Dans la deuxième zone, la protection des habitants, des immeubles qui ne présentent aucun intérêt militaire pourra être assurée d'une manière efficace. La contrainte ne devra pas être employée contre les habitants pour procéder à leur évacuation, mais celle-ci sera encouragée et facilitée. L'occupant devra prêter son concours pour protéger, dans la mesure du possible, la population demeurée sur place ;

3° Dans la guerre de mouvement la population et les immeubles du pays occupé qui ne présentent pas d'intérêt militaire devront être épargnés le plus possible ; les habitants pourront demeurer sur place, mais leur évacuation devra commencer dès que la stabilisation revêtira un caractère durable.

Telles sont les considérations, dictées par l'expérience d'une guerre récente, qui, à notre avis, doivent guider tous ceux qui se préoccupent de réglementer le bombardement de destruction par l'artillerie de terre.

SECTION III

Bombardement aérien.

L'aéronautique, dont il avait été fait quelques applications au cours de la guerre de 1870-1871, voire même au cours des guerres du premier Empire, n'a pris un développement considérable qu'au cours de la dernière guerre. Elle s'est scindée en deux branches : l'aérostation et l'aviation. L'aérostation a borné son rôle à l'observation aérienne, tandis que l'aviation, outre l'observation qu'elle a permis de compléter par des photographies, a fait du réglage de tir pour l'artillerie, de la chasse aérienne, de la liaison entre les divers organes du commandement et enfin du bombardement. La limite de ses possibilités n'est pas atteinte, on envisage de nouvelles missions à lui confier dans les guerres de l'avenir : ravitaillement, évacuation de blessés, transport de troupes même. Des essais encourageants ont déjà été réalisés dans cet ordre d'idées.

Le bombardement aérien, qui seul retient notre attention pour l'instant, complète et prolonge l'action de l'artillerie. Il la complète en ce sens qu'il peut atteindre tous les objectifs battus par le canon et même, dans la limite de la portée de celui-ci, des objectifs qui ne pourraient pas être atteints par le tir de l'artillerie, en raison de leur défilement. Il prolonge l'action du canon par la possibilité qu'il offre de lancer des projectiles à l'intérieur même du pays, bien loin au delà de la limite de portée de l'artillerie. Nous n'insisterons pas autrement sur le bombardement aérien lorsqu'il est effectué dans les zones d'action de l'artillerie, nous connaissons déjà le

régime auquel sont soumis la population civile et les immeubles sur cette étendue de territoire. Nous mentionnerons au passage que ce régime ne doit pas être aggravé par le bombardement aérien. Par contre, lorsqu'il prolonge l'action du canon, il présente pour notre étude le plus grand intérêt, car à défaut d'une réglementation indispensable il peut devenir un moyen barbare en atteignant très fréquemment des non-participants et en détruisant sans nécessité militaire des immeubles, qui, avant son emploi, étaient à l'abri de toute atteinte.

La réglementation de ce moyen de combat, dont l'usage date seulement d'hier, a déjà derrière elle une assez longue histoire et celle-ci est particulièrement intéressante parce qu'elle montre bien les différentes phases par lesquelles passe fréquemment l'admission dans la doctrine d'un moyen de guerre nouveau. La première décision a prononcé l'interdiction ; la deuxième a été prise dans le même sens mais elle n'a recueilli qu'une minorité d'adhésions ; la troisième s'est prononcée par l'admission sous réserve ; la quatrième, qui s'élabore à l'heure actuelle, après la généralisation de l'emploi du bombardement aérien pendant la guerre, semble devoir se prononcer pour l'admission mais avec des règles quelque peu restrictives.

Dès que le bombardement aérien apparut comme possible et avant même son emploi, la Conférence de la Haye de 1889, dans une déclaration spéciale, « interdit pour cinq ans de lancer des projectiles et des explosifs du haut des ballons ou par d'autres moyens analogues nouveaux ». La Grande-Bretagne n'accepta pas cette déclaration et elle ne fut pas renouvelée à l'expiration du délai fixé. La Conférence de la Haye de 1907 reprit le

texte périmé de sa devancière et prolongea le délai d'interdiction jusqu'à la troisième Conférence de la Paix, laquelle ne s'est jamais réunie. Huit Puissances dont la France ne ratifièrent pas cette déclaration, seules l'acceptaient : la Belgique, la Grande-Bretagne et le Portugal. Nous avons vu dans la Section I du présent chapitre (1) que la même conférence avait complété l'article 25 du Règlement de 1889 concernant les lois et les coutumes de la guerre sur terre par le membre de phrase : « par « quelque moyen que ce soit », interdisant ainsi d'une manière définitive le bombardement des localités non défendues, même le cas échéant à l'aide d'appareils aériens. Cette dernière disposition concernant le bombardement par la voie des airs, comme tous les procédés analogues, est même la seule qui subsiste à l'heure actuelle et encore convient-il de remarquer que sa portée est restreinte puisque la réglementation de 1907 est loin de lier tous les Etats. L'Italie, la Grèce, la Serbie, la Turquie, la Bulgarie bien qu'ayant participé à la dernière Conférence de la Haye ne l'ont pas ratifiée. L'Institut de droit international, dans sa session de 1911, tenue à Madrid, posa le principe suivant, sur le vu d'un rapport déposé par M. Fauchille : « La guerre aérienne est permise, mais à la condition de ne pas présenter pour les « personnes ou les propriétés de la population pacifique « de plus grands dangers que la guerre terrestre ou maritime (2). » Cette déclaration ne pouvait avoir qu'une portée théorique et comme la réglementation de 1907 ne liait pas les Etats à leur entrée en guerre en 1914, celle-ci

(1) Voir page 86.

(2) FAUCHILLE. — *Traité de Droit international public*, Tome II, 1921, p. 602.

se fit en l'absence de toute réglementation du bombardement aérien. Pendant la guerre les belligérants y eurent fréquemment recours et la doctrine finit par l'admettre en la débarrassant de la plupart des entraves opposées à son développement. Certains auteurs l'autorisèrent même presque sans restriction. En 1916, M. Rolland a écrit :
« Sont seuls illégitimes et condamnables les bombar-
« dements aériens de nature, étant donné les circons-
« tances dans lesquelles ils sont opérés, à atteindre prin-
« cipalement ou exclusivement la population civile ne
« coopérant pas à la production du matériel mili-
« taire (1) ». Pour arriver à formuler une semblable conclusion il fallait évidemment que le bombardement aérien ait déjà pris à cette époque une importance considérable, qu'il ait été d'un emploi courant et qu'il se fût par là même imposé. Les restrictions édictées à Madrid en 1911 n'existaient plus. Reconnaissons néanmoins que la formule de M. Rolland est vraiment trop large, elle ouvre la porte à de nombreux excès. Elle laisse trop de latitude pour le choix des objectifs à battre. Le bombardement aérien, pas plus d'ailleurs que l'ensemble de la guerre aérienne, n'étant réglementé, un effort est en train de s'accomplir dans ce but. La Conférence de Washington (novembre 1921-février 1922) se préoccupa de la réglementation de la guerre aérienne, de la guerre sous-marine, du désarmement naval et même de l'emploi des gaz de combat comme nous l'avons vu dans le Chapitre II du présent Livre. Pour l'aéronautique, la Conférence elle-même n'aboutit à aucun résultat, mais elle décida la constitution d'une Commission de Juristes

(1) ROLLAND. — *Les pratiques aériennes dans le conflit de 1914 et le Droit des gens*, RDIP, Tome XXIII, p. 497.

qui devait comprendre deux membres par Etat représenté et qui serait chargée de « rechercher si les règles actuellement en vigueur du droit international englobent dans leur champ d'application les nouvelles méthodes d'attaque et de défense résultant de l'introduction ou du développement, depuis la Conférence de la Haye, de nouveaux moyens de guerre ; au cas où il n'en serait pas ainsi, rechercher quels changements doivent être apportés à ces règles pour être incorporés dans le droit international en vigueur (1) ». La Commission de juristes comprenant les délégués des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et du Japon se réunit à la Haye et du mois de décembre 1922 au mois de février 1923, elle élaborait un Projet de réglementation de la guerre aérienne et un autre sur le contrôle de la radiotélégraphie. Ces projets sont soumis à l'heure actuelle, pour approbation, aux Etats représentés à la commission. Nous laisserons de côté celui concernant le contrôle de la radiotélégraphie parce qu'il déborde du cadre de notre étude. Nous examinerons seulement les dispositions relatives au bombardement aérien qui sont contenues dans le Projet de réglementation de la guerre aérienne.

Nous trouvons dans l'alinéa I de l'article XXIV de ce projet (2) l'indication du seul but qui doit être poursuivi dans l'exécution du bombardement aérien. Cet alinéa est ainsi libellé :

« Le bombardement aérien n'est légitime que lorsqu'il
« est dirigé contre un objectif militaire, c'est-à-dire un

(1) GARNIER. — *La réglementation internationale de la guerre aérienne*, RDIP, Tome XXX, p. 372.

(2) RDIP, Tome XXX. Documents. Voir l'Annexe de la fin du présent ouvrage.

« objectif dont la destruction totale ou partielle constituerait pour le belligérant un avantage militaire net ».

Ce texte exclut tous les objectifs ne présentant qu'un intérêt purement économique. Il est clair, mais on eût gagné à préciser ce qu'on entendait par « avantage militaire net ». Nous suppléerons à ce défaut de précision en disant qu'un tel avantage ne sera obtenu qu'en atteignant *les combattants ou le lieu sur lequel s'exerce la participation à la guerre* telle que nous l'avons définie dans le Chapitre II du Livre I (1).

Les articles XXII et XXIII stipulent :

« ARTICLE XXII. — Le bombardement aérien dans le but de terroriser la population civile ou de détruire ou d'endommager la propriété privée sans caractère militaire ou de blesser les non-combattants est interdit. »

« ARTICLE XXIII. — Le bombardement aérien exécuté dans le but de contraindre à l'exécution de réquisitions en nature ou au paiement de contributions en argent est interdit. »

Ces dispositions ne sauraient être contestées, elles sont l'évidence même ; il n'est cependant pas inutile de les faire figurer dans une convention sur cette matière. Les Allemands ont exécuté leurs bombardements aériens d'une manière telle, au cours de la dernière guerre, qu'on ne saurait être trop explicite sur les pratiques à interdire.

Toutefois dans le texte de l'article XXII le membre de phrase : « ou de blesser les non-combattants » suppose qu'au préalable on a défini d'une manière précise ce qu'il faut entendre par les non-combattants. Or dans le projet

(1) Voir pages 21 et suivantes.

cette définition n'est donnée nulle part et cela suppose que l'on s'en tient aux errements anciens. Nous avons vu dans le Chapitre II du Livre I tous les inconvénients qui peuvent en résulter. Nous sommes d'avis qu'il convient de remplacer l'appellation de « non-combattants » par celle de « non-participants », en donnant à cette dernière le sens que nous lui avons attribué. Le mot « blesser » serait aussi avantageusement remplacé par le mot « atteindre », lequel a un sens plus général que blesser. Finalement nous remplacerons « ou de blesser les non-combattants » par le membre de phrase : « ou d'atteindre les non-participants ».

Les combattants sont vulnérables, mais quelle va être la situation dans laquelle seront placés les participants non combattants ? L'ennemi ne les attaquera pas directement, il ne cherchera pas à atteindre leur personne. Agir autrement ce serait commettre une lâcheté puisqu'ils ne sont pas armés, ou lorsqu'ils le sont, la puissance des armes dont ils sont pourvus ne leur permet de s'en servir qu'au cas de légitime défense contre un ennemi avec lequel ils sont en contact. Mais l'ennemi a le droit le plus absolu de troubler ou d'empêcher leur activité et pour ce faire il ne peut user que de la violence. Le bombardement du lieu où s'exerce leur participation à la guerre doit être licite et très fréquemment eux-mêmes seront atteints. L'ennemi ne devra pas les rechercher hors du lieu de leur travail, car il viserait ainsi directement leur personne. S'il s'agit par exemple de producteurs de guerre, le bombardement sera légitime s'il est dirigé sur l'usine ou l'atelier, illégitime s'il est dirigé sur leurs habitations ou la cité ouvrière où ils demeurent.

Le personnel employé au traitement des blessés ou malades sera naturellement respecté de même que le lieu où il exerce son activité. Les Conventions de Genève sont sacrées, elles font l'honneur de l'humanité et on ne saurait les enfreindre, sous quelque prétexte que ce soit, lorsqu'il est matériellement possible de les respecter.

L'article XXV vise à la protection des édifices consacrés uniquement aux œuvres de paix et à peu près dans les mêmes termes que ceux de l'article XXVII des Règlements de la Haye. Nous avons analysé ce dernier dans la Section I du présent chapitre et nous n'y reviendrons pas.

L'article XXVI traite de la protection des monuments d'une grande valeur historique. Il contient un certain nombre de suggestions tout à fait nouvelles, qui sont très judicieuses et qui sont du plus haut intérêt. Pour la sauvegarde de ces édifices, il est prévu, au besoin, l'établissement d'une aire de protection pouvant s'étendre jusqu'à cinq cents mètres au delà du périmètre de la base du bâtiment. Dès le temps de paix l'emplacement du bâtiment avec les limites de l'aire doivent être notifiées aux Etats étrangers. Après la déclaration de guerre il ne peut plus être apporté de modification à la notification ainsi faite. Des signaux visibles de jour et de nuit (1) signalent à l'ennemi pendant les hostilités l'édifice et les limites de l'aire de protection. Ni le bâtiment, ni l'aire ne peuvent servir à une utilisation militaire quelconque. Une commission de surveillance de trois repré-

(1) La présence de signaux lumineux, la nuit, est indispensable pour assurer la sauvegarde de ces édifices, mais elle présente un grave danger, car elle sert de points de repère aux appareils aériens ennemis pour assurer leur direction dans l'obscurité.

sentants neutres, dont celui qui représente les intérêts de l'adversaire, s'assure qu'aucun usage ou parti militaire n'est tiré de cette protection.

L'observation d'une semblable réglementation aurait permis de sauvegarder au cours de la dernière guerre un certain nombre de monuments semblables, si l'adversaire eût été loyal et cela aurait constitué un résultat fort appréciable. Si l'on se reporte aux explications que nous avons données à la page 84 à propos de l'écart probable, on se rend compte que l'aire de protection est indispensable. Pour en déterminer l'étendue on se heurte à une double difficulté. D'une part il y a tout intérêt à en réduire la surface au strict minimum, car dans le voisinage de la ligne de feu elle ne sera pas respectée si elle est trop étendue, si l'îlot neutralisé est trop vaste. D'autre part il faut que l'aire déborde suffisamment hors de la base du bâtiment pour mettre celui-ci à l'abri des obus qui tombent loin du point moyen du groupement du tir. Les cinq cents mètres prévus seront insuffisants si, par exemple, un tir est effectué à vingt-six kilomètres par un canon français de 340 de marine et est dirigé sur un objectif qui se trouve tout près de la périphérie de l'aire, puisque en pareil cas, l'écart probable étant de 158 mètres, des projectiles pourront tomber à 632 mètres au delà ou en deça du point visé et dans le sens du tir. Nous supposons, il est vrai, un bombardement effectué à longue distance, mais notre exemple comporte par ailleurs un canon précis et un tir parfaitement réglé, ce qui n'est pas toujours le cas. Nous faisons également abstraction des écarts beaucoup plus grands qui se produisent au cours même du réglage. Observons enfin que le tir de l'aviation est un peu moins précis que celui de l'artil-

lerie de terre ou de mer. La question de la délimitation de l'aire est de la compétence d'experts techniques et elle mérite d'être examinée de très près, à défaut de quoi la réglementation prévue serait inopérante. Reportons-nous aussi aux conclusions formulées à la fin de la section précédente pour observer qu'au cours d'une longue stabilisation du front aucune sauvegarde ne peut être assurée par avance jusqu'à une douzaine de kilomètres environ de la ligne de feu.

La notification faite aux Etats étrangers dès le temps de paix aura l'avantage de ne laisser personne dans l'ignorance, à la déclaration de guerre. Comme elle ne pourra être modifiée par la suite, elle sera faite avec prudence et l'Etat sollicitateur de la protection se gardera bien de faire des installations militaires dans le voisinage du monument, en temps de paix, puisqu'il saura qu'il ne pourra pas les utiliser pendant la guerre. Le contrôle de la commission de neutres sera pour l'ennemi une garantie suffisante, durant les hostilités, de la non utilisation du bâtiment ou de l'aire dans un but militaire, et cela d'autant plus que la commission comprendra comme membre le propre protecteur de ses intérêts. L'ennemi sera dans tous les cas mal fondé à invoquer une utilisation militaire du monument ou de ses abords pour en justifier le bombardement.

Réserve faite de la fixation des limites maxima de l'aire, les suggestions de la Commission des Juristes relatives à la protection des monuments d'une grande valeur historique méritent d'être retenues, elles peuvent permettre d'obtenir d'excellents résultats hors du voisinage immédiat de la ligne de feu.

Après avoir examiné quel était le seul but qui pouvait

être poursuivi par le bombardement aérien, quels étaient les bâtiments qui devaient être épargnés, il nous reste à indiquer quels sont les objectifs qui pourront être visés. Les alinéas 2 et 4 de l'article XXIV du Projet de la Commission des Juristes font une énumération des objectifs permis. Ces deux alinéas sont ainsi libellés :

« ARTICLE XXIV. — 1°

« 2° Un tel bombardement (le bombardement aérien)
« n'est légitime que s'il est dirigé exclusivement contre
« les objectifs suivants : forces militaires, ouvrages mili-
« taires, établissements et dépôts militaires, usines cons-
« tituant des centres importants et bien connues em-
« ployés à la fabrication d'armes, de munitions connues
« ou de fournitures militaires caractérisées, lignes de
« communication ou de transport dont il est fait usage
« pour des buts militaires. »

« 3°

« 4° Dans le voisinage immédiat des opérations des
« forces de terre, le bombardement des cités, villes,
« villages, habitations et édifices est légitime, pourvu
« qu'il existe une présomption raisonnable que la
« concentration militaire y est assez importante pour
« justifier le bombardement, en tenant compte du dan-
« ger ainsi couru par la population civile ».

« 5° »

La liste des objectifs contenue dans l'alinéa 2 est suffisamment complète et précise, mais il nous paraît inutile d'exiger que les usines constituant des centres importants employés à la fabrication d'armes, de munitions ou de fournitures soient bien connues et que, de même, les armes et les munitions soient connues. D'après la rédaction de cet alinéa on semble encourager l'établissement

de centres de fabrication clandestins, dissimulés dans les grandes agglomérations, afin de les faire profiter de l'immunité dont jouissent les non-participants. Un pareil résultat n'est pas souhaitable, les non-participants en souffriraient, car l'ennemi chercherait quand même à atteindre ces centres, malgré les dégâts qui pourraient en résulter pour leur voisinage. Pourquoi exiger également que les armes et les munitions fabriquées soient connues ? Suppose-t-on donc qu'il y en a qui ne le sont pas ? Ce n'est guère admissible. Nous sommes d'avis de supprimer dans l'alinéa 2 les mots : « et bien connues » et « connues ».

Cette correction apportée, comment conviendra-t-il d'interpréter les termes de l'alinéa ainsi rectifié ? Deux expressions nécessitent quelques précisions. Que faut-il entendre d'abord par des « fournitures militaires caractérisées » ? Nous dirons que ce sont toutes celles qui sont à l'usage exclusif des armées et qui ont été produites uniquement pour elles ; par exemple des vêtements, des équipements, des chaussures, des harnachements militaires. Que décider au sujet des matières premières employées à leur fabrication ? Elles seront seulement assimilables aux fournitures militaires si les centres producteurs ne les livrent qu'à l'armée, si elles sont intégralement réquisitionnées ou achetées pour les besoins de la troupe, dès leur production. Si elles sont utilisées pour partie par d'autres consommateurs, leur destruction ne saurait être recherchée au centre producteur. Les vivres ne seront pas considérés comme des fournitures militaires, car ceux qui les produisent en livrent aussi à d'autres qu'à la troupe. Toutefois les matières premières et les vivres pourront être légitimement détruits par

l'ennemi lorsqu'ils seront stockés par l'autorité militaire, ou s'il s'agit de matières premières, lorsqu'elles constitueront un approvisionnement à la disposition exclusive des producteurs de guerre. On pourra objecter qu'il est bien difficile à l'ennemi de bombarder des stocks de fournitures, matières premières ou vivres, en connaissance de cause. C'est à lui qu'il appartient de se renseigner pour ne les détruire qu'à bon escient ; il doit être sinon absolument sûr qu'ils présentent les caractères voulus pour être bombardés, du moins avoir une présomption raisonnable de leur caractère militaire. S'il se livrait à un bombardement abusif il s'attirerait des représailles (lesquelles constitueront souvent malgré leurs inconvénients, un frein efficace.) (1)

Que faut-il entendre ensuite par des lignes de communication ou de transport dont il est fait usage pour des buts militaires ? Nous estimons que toutes les lignes de communication ou de transport sont utilisées peu ou prou dans un semblable but. Même à l'intérieur du pays, elles servent à des transports de troupes, d'armes, de munitions et de fournitures militaires caractérisées. Toutes les voies de communication (2), pourront être

(1) Voir Livre III, Chap. II, p. 172 et suivantes.

(2) A propos des voies de communication nous dérogeons au principe fondamental de l'atteinte de l'adversaire rendue légitime seulement sur le lieu où s'exerce la participation exclusive à la guerre militaire, et cela pour deux raisons : la première est que si l'ennemi ne pouvait diriger ses coups sur la voie qu'au moment précis et sur le seul point où elle est présentement utilisée par des véhicules militaires, le rail et la route seraient pratiquement presque hors de toute atteinte ; or l'un et l'autre ont une *importance primordiale* dans la conduite des hostilités et les nécessités de guerre ne permettent pas de les éviter, leur destruction procure un avantage militaire net. La deuxième raison est qu'au delà d'une douzaine de kilomètres du front, les voies de communication à usage exclusivement militaire sont bien peu nombreuses ; les transports militaires et les mouvements de troupes s'effectuent à peu près sur toutes les voies.

légitimement atteintes et ce seront des objectifs assez recherchés, on possèdera en tout temps sur eux des renseignements les plus précis. Ce sera une opération toujours opportune, car, si un cantonnement peut être vide, la voie ferrée ou le canal sont toujours utilisés. En fait l'ennemi, par suite de la limitation de ses moyens de destruction, ne bombardera que les voies de communication qu'il considérera comme les plus importantes, en l'espèce celles qui seront les plus voisines du front de combat. Les trains non plus ne seront pas à l'abri de la destruction, mais ici une distinction s'impose. Tous ceux qui serviront à un usage militaire ne sauraient être mis à l'abri du bombardement. Ceux, sur les wagons plate-forme desquels on apercevra distinctement du matériel militaire (voitures militaires, canons), pourront être détruits dans quelque zone qu'ils traversent. Par contre ceux sur lesquels on n'apercevra aucun matériel militaire ne devront pas être bombardés sur les lignes à l'intérieur du pays, car alors il y aura une forte présomption pour qu'ils ne soient pas des trains militaires. Dans le voisinage du front une présomption contraire existera. Doit-on autoriser leur bombardement dans ce cas ? Nous penchons pour l'affirmative. Peut-être pourrait-on songer à disposer au dessus des wagons des rares trains purement civils qui circulent encore à vingt-cinq ou trente kilomètres de la ligne de feu, des signaux analogues à ceux employés pour les édifices à épargner afin de mettre ces trains à l'abri de toute atteinte.

L'alinéa 4 de l'article XXIV a le tort de ne pas définir ce qu'on entend par « le voisinage immédiat des opérations des forces de terre », cette lacune a d'autant plus d'importance que nous retrouverons aussi la même

expression et avec un sens aussi vague dans l'alinéa 3 du même article. A propos du bombardement par l'artillerie de terre, nous avons délimité le champ de bataille d'une manière plus précise. On peut même nous objecter que nous avons apporté trop de précision dans cette délimitation, mais nous répondrons qu'elle repose en tout cas sur la portée moyenne actuelle des différentes sortes de matériel d'artillerie (1), portée qui ne semble pas devoir être prochainement très sensiblement modifiée dans son ensemble. Malgré les progrès rapides de l'aéronautique, le canon de terre, que nous avons pris ainsi comme arme de base, est et demeurera longtemps encore l'arme prépondérante dans toute l'étendue de la zone où il peut agir. Sa supériorité sur l'appareil aérien, en tant qu'arme destructive, tient à ce que son tir est plus précis, qu'il peut tirer par tous les temps et apporter son concours presque instantanément, dès qu'on le sollicite. Nous préférierions voir débiter ainsi le texte de l'alinéa 3 : « Jusqu'à vingt-cinq kilomètres de la ligne « de feu, le bombardement... » Nous sommes en outre d'avis de supprimer le dernier membre de phrase du même alinéa ; « en tenant compte du danger ainsi couru par la population civile ». Si le front est stabilisé la population civile sera absente jusqu'à une douzaine de kilomètres de la ligne de feu ; du douzième au vingt-cinquième kilomètre elle sera clairsemée et elle pourra se mettre relativement à l'abri. Dans la guerre de mouvement elle n'aura à souffrir que lors d'un arrêt dans le mouvement des forces en présence. Même dans ce cas,

(1) Voir notes 1 et 2 des pages 91 et 92. Du jour où la portée des canons s'accroîtrait sensiblement les distances de 12 et 25 kilomètres devraient être respectivement augmentées en conséquence.

il ne paraît pas opportun d'interdire le bombardement pour éviter les dangers courus par la population civile. Une telle prohibition risque trop d'être violée, ou si elle est observée, le commandement militaire, pour se servir de la population civile comme paravent, sera tenté d'en différer l'évacuation, même lorsque celle-ci s'imposerait. C'est une tendance qu'il faut vivement combattre pour conserver dans le combat la loyauté dont on ne doit jamais se départir. Finalement l'alinéa 3 sera ainsi libellé :

« Jusqu'à vingt-cinq kilomètres de la ligne de feu, « le bombardement des cités, villes, villages, habita- « tions et édifices est légitime, pourvu qu'il existe une « présomption raisonnable que la concentration mili- « taire y est assez importante pour justifier le bombar- « dement ».

Cette présomption raisonnable existera dans tous les cas depuis la ligne de feu jusqu'à une douzaine de kilomètres au delà. De douze à vingt-cinq, les aviateurs ennemis seront juges, ils bombarderont lorsqu'ils auront des raisons sérieuses de croire que la localité dans la zone en question est utilisée présentement comme cantonnement, par exemple.

L'alinéa 3 de l'article XXIV du Projet de la Commission des Juristes mentionne un certain nombre de points du territoire de l'Etat ennemi qui ne doivent pas être choisis comme objectifs. Il est ainsi conçu : « Le bom- « bardement des cités, villes, villages, habitations ou « édifices qui ne se trouvent pas dans le voisinage im- « médiate des opérations des forces de terre est interdit. « Dans le cas où les objectifs spécifiés à l'alinéa 2 « seraient situés de telle manière qu'ils ne pourraient

« être bombardés sans entraîner un bombardement sans
 « discrimination de la population civile, les aéronefs
 « doivent s'abstenir de bombarder ».

Ce texte appelle quelques graves critiques. La deuxième phrase de cet alinéa devrait être supprimée. L'idée qu'elle exprime encourage nettement l'adversaire à dissimuler les objectifs ayant un caractère militaire derrière ce que les auteurs du projet appellent la population civile. Cette idée n'est pas nouvelle, nous l'avons déjà rencontrée à propos de l'examen de l'alinéa 2 du même article. Nous ne saurions nous élever avec trop de vigueur contre ce texte. Il suffirait donc à un belligérant de construire autour de l'usine constituant un centre productif en vue de la guerre, quelques baraquements pour y loger des réfugiés, par exemple, afin d'éviter le bombardement de la fabrique ! Pour mettre à l'abri des munitions, des armes ou des vivres militaires il suffirait de les stocker le long d'une avenue ou sur une place publique au milieu d'une grande ville ! Ce serait vraiment trop facile et qui peut nous assurer que l'on n'emploierait pas fréquemment ce procédé malgré sa déloyauté ? En outre les auteurs du projet veulent mettre la population civile à l'abri sans avoir fait au préalable les distinctions qui s'imposent. L'expression : « population civile » convient parfaitement pour désigner les habitants demeurés dans le voisinage de la ligne de feu, aucun d'eux n'est véritablement un participant, mais à l'intérieur du pays il n'en est plus de même, la population civile comprend entre autres, des producteurs de guerre et des pourvoyeurs des armées. Nous avons déjà vu que si ces deux dernières catégories ne doivent pas être recherchées dans leur personne, du

moins celle-ci ne saurait protéger un objectif militaire contre le bombardement. Pour reprendre l'exemple de la cité ouvrière nous dirons que l'adversaire ne devra pas diriger ses coups sur elle, mais par contre, la proximité de cette agglomération ne devra pas empêcher de bombarder la fabrique de munitions qui est attenante à elle. Tant pis si la cité ouvrière supporte une atteinte indirecte. Si l'autorité locale avait pris l'élémentaire précaution de loger ailleurs, au moins les non-participants qui y demeurent, aucun de ceux-ci n'aurait été parmi les victimes. Nous nous rendons compte que nous nous rapprochons de la formule de M. Rolland (1) que nous avons cependant refusé d'admettre, mais la vérité nous paraît être entre les deux et elle est à rechercher, selon nous, dans les conceptions de la Commission des Juristes relatives à la protection des monuments d'une grande valeur historique. Ne pourrait-on pas songer en effet d'admettre autour des usines, fabriques et dépôts de guerre de l'intérieur du pays, non pas une aire de protection mais une *aire de vulnérabilité*. L'Etat, dont ces objectifs seraient bombardés, prendrait des mesures à prévoir par sa législation interne, mais tant que les bombes ou les obus ne tomberaient pas au delà d'une certaine distance de l'usine, à déterminer, il n'y aurait pas ouverture du droit à représailles. On serait ainsi encouragé de part et d'autre à installer les centres de production de guerre à l'écart des agglomérations urbaines et cela contribuerait grandement à la sauvegarde des non-participants.

L'idée contenue dans la première phrase de l'alinéa 3 doit subsister car elle est juste et elle ne se trouve pas

(1) Voir page 104.

exprimée ailleurs dans le projet, mais la rédaction de l'alinéa nécessite un remaniement. Nous ne reviendrons pas sur l'imprécision de l'expression : « voisinage immédiat des opérations de terre », mais nous supprimerons « habitations, édifices », car ces bâtiments peuvent constituer des objectifs militaires. Enfin nous permettrons même dans ces agglomérations le bombardement, lorsqu'il sera localisé aux objectifs militaires, et nous interdirons celui qui viserait des objectifs économiques. Le texte quelque peu remanié de l'alinéa 3 de l'article XXIV sera le suivant : « Le bombardement des « cités, villes, villages qui se trouvent à plus de vingt-cinq kilomètres du front de combat et qui est effectué « sans discrimination entre les immeubles qui sont des « objectifs militaires et ceux qui n'en sont pas est « interdit ».

Nous remarquons qu'aucune disposition de la partie du Projet concernant le bombardement aérien ne fait la distinction entre les *localités défendues* et *non défendues*. La Commission des Juristes a remplacé cette idée par celle du *voisinage immédiat* ou *non immédiat* des opérations des forces de terre. C'est une conception très soutenable. Nous avons admis dans la Section I (1) du présent Chapitre que, sauf de très rares exceptions, toutes les localités situées dans la zone d'opérations ou à proximité d'elle pouvaient être considérées comme défendues, tandis que toutes celles qui se trouvaient loin du front pouvaient être considérées comme ouvertes. La distinction faite par la Commission des Juristes, avec la précision que nous y avons ajoutée, coupe court à l'inter-

(1) Voir page 86.

minable discussion sur ce qu'il faut entendre par les expressions « villes défendues » et « villes non défendues ». Cependant nous n'avons pas complètement abandonné cette dernière classification, et cela pour deux motifs : d'abord parce qu'elle est conforme au texte du Règlement de la Haye de 1889, lequel lie la presque unanimité des Etats civilisés et ensuite parce que, parmi les villes défendues, celles qui sont l'objet d'un investissement rapide, sans que l'ennemi procède à une attaque de vive force, offrent un intérêt particulier.

Le projet permet le bombardement de nuit comme de jour. Nous ne pouvons qu'approuver son mutisme à ce sujet. Le bombardement de nuit effectué à l'arrière du front est cependant très démoralisant par suite de l'incertitude dans laquelle on se trouve des coups que l'on peut recevoir, de la persistance de la menace. Mais si paradoxal que cela puisse être, le bombardement de nuit loyalement effectué est beaucoup moins dangereux pour les non-participants que celui de jour. La précision du bombardement aérien dépend de l'altitude des appareils, de la visibilité de la terre, des circonstances atmosphériques et de la défense adverse. Or le jour, la défense adverse est redoutable, les aéronefs ne peuvent voler qu'à une très haute altitude et groupés par peloton pour neutraliser plus efficacement cette défense. Les méthodes actuelles prévoient en outre un lâcher simultané des bombes par tous les appareils d'un peloton à la fois. On voit d'ici le danger d'un nombre considérables de gros projectiles s'abattant simultanément et souvent dans le voisinage de l'objectif visé, par suite de la chute d'une très haute altitude. La nuit, au contraire, le tir peut être beaucoup plus précis ; les appa-

reils, n'ayant presque pas à craindre la défense aérienne adverse, volent bas et comme la nuit, la visibilité par temps clair est très appréciable (1), bien qu'inférieure à celle de jour, les objectifs peuvent être plus sûrement atteints. Ajoutons que seul, le vol individuel est possible de nuit ce qui permet d'éviter les avalanches simultanées de grosses bombes. Pour convaincre complètement le lecteur de la précision du bombardement aérien effectué la nuit nous reproduisons ci-dessous un court extrait de l'un des règlements français, les plus récents, sur la manœuvre de l'aéronautique :

« Le fort tonnage des projectiles et la précision relative de son tir font du bombardement de nuit le bombardement de destruction par excellence et permettent de l'employer avec efficacité même contre des objectifs de dimensions restreintes (2) ».

En terminant l'analyse du Projet de la Commission de Juristes sur le bombardement aérien, nous remarquons qu'à côté de suggestions neuves et fort heureuses, comme celles relatives à la protection des monuments d'une grande valeur historique, il renferme, par contre, des dispositions très critiquables. Il ne s'attache pas d'une manière suffisante à la *séparation des non-participants et des participants*. Nous estimons quant à nous, que c'est surtout dans la réalisation de cette idée fort simple, rendue effective dans toute la mesure où on le peut, que réside la sécurité des non-participants.

(1) Les usines en activité se voient aussi bien la nuit que le jour.

(2) *Projet de règlement provisoire de manœuvre de l'aéronautique*, II^e partie Livre II, Titre II, 1923, p. 31.

CHAPITRE IV

Traitement des sujets de l'État ennemi pendant le combat.

SECTION I

Combattants

Les combattants constituent pour l'ennemi les adversaires les plus immédiats. Ils sont pour lui un danger permanent et il lui est toujours permis de les mettre hors de combat soit par la capture, la blessure ou la mort. Examinons les différentes situations dans lesquelles peuvent se trouver placés les combattants.

A). PROVOCATION A L'ASSASSINAT. — Leur mise hors d'état de nuire ne doit être effectuée qu'avec des armes employées ouvertement. L'article 23 du Règlement de la Haye défend « de tuer ou de blesser par trahison des « individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ». On ne saurait soudoyer un individu pour assassiner des combattants que les armées ne peuvent atteindre, ou, ce qui aboutit au même résultat, mettre à prix la tête d'un adversaire, ou encore le déclarer hors la loi. Napoléon I^{er} fut l'objet de menaces semblables, l'Angleterre le fit prévenir qu'un aventurier se proposait de l'assassiner. Les Alliés mirent l'Empereur hors la loi en 1815. L'Autriche-Hongrie, dans la guerre mondiale, a mis la tête à prix du poète italien d'Annunzio,

devenu aviateur militaire. Le recours à de semblables procédés peut ouvrir au début d'une guerre une ère d'atrocités telles que l'on n'en n'a jamais vues depuis bien des siècles. Nous n'insisterons pas davantage sur ce sujet parce qu'il a davantage trait à l'emploi des moyens perfides que des moyens barbares.

B) PRISONNIERS DE GUERRE. — La condition des prisonniers de guerre sur le champ de bataille est régie par deux paragraphes de l'article 23 des Règlements de la Haye qui interdisent :

« De tuer ou de blesser un ennemi qui ayant mis
« bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se dé-
« fendre s'est rendu à discrétion » ;

« De déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier ».

Après la capture les mauvais traitements infligés aux prisonniers deviennent donc illégitimes.

Leur condition n'a pas toujours été aussi douce. Pendant longtemps on les a estropiés. Les Grecs leur coupaient quelquefois le pouce pour qu'ils ne puissent plus se servir de la pique (1). Richard Cœur-de-Lion, dans sa guerre contre Philippe-Auguste, fit précipiter trois prisonniers du haut d'un clocher, il fit arracher les yeux à quinze cents autres et les renvoya, ainsi mutilés, au roi des Français, en leur donnant pour guide un captif à qui il avait laissé un œil (2). A la même époque on vit des barons féodaux arracher les yeux, couper les pieds et les mains aux prisonniers (3). Au XVI^e siècle on quali-

(1) LAURENT. — *Histoire du droit des gens et des relations internationales*, Tome II, 1862, p. 129.

(2) LAURENT. — *Op. cit.*, Tome V, p. 221.

(3) *Id.*, p. 220.

fiait « bonne guerre » (guerre humainement conduite) celle où l'on faisait quartier aux vaincus (1).

De bonne heure cependant on avait cherché à en tirer profit, les Romains les réduisirent en esclavage. Au Moyen-Age se développa et s'étendit l'usage de la rançon, qui avait été déjà pratiquée en Grèce. Certains capitaines célèbres se créèrent d'importants revenus à l'aide de ce procédé, des tarifs furent même établis pour le rachat des captifs. Au XVII^e siècle, Grotius imbu des idées romaines se prononça également pour le rachat après avoir admis l'esclavage. Jusqu'à la Guerre de Trente Ans il fut admis que le prisonnier appartenait au capteur. Vers la même époque apparut la coutume du cartel d'échanges, laquelle facilita la libération. On trouve cependant ça et là quelques fragments de conventions internationales réglementant leur condition dans le sens de l'adoucissement. Le Concile de Latran, en 1179, défendit de réduire en servitude et de vendre comme esclaves les prisonniers faits dans la guerre entre chrétiens (2). En juin 1743, un traité conclu entre la France et la Grande-Bretagne, pendant la guerre de la Succession d'Autriche, réglementa en quarante articles la situation des combattants prisonniers (3).

Déclarer à l'avance qu'il ne sera pas fait de quartier est une mesure essentiellement barbare, c'est un retour à des pratiques condamnées depuis longtemps par la conscience humaine. Son exécution donne à la guerre un caractère d'atrocité sauvage. Cependant dans les

(1) LAURENT. — *Op. cit.*, Tome IX, p. 471.

(2) FAUCHILLE. — *Traité de Droit international public*, Tome II, 1921, p. 172.

(3) Journal *Le Temps*, n° du 13 juillet 1918, p. 3.

temps modernes et même tout récemment encore, on a pu voir donner de semblables instructions aux troupes avant le combat. Le décret du 26 mai 1794 défendit de faire prisonniers des soldats anglais, celui du 10 août de la même année décida de même quant aux Espagnols, pour punir l'Espagne d'avoir violé la capitulation de Collioure du 28 mai précédent ; jamais les soldats de la République ne voulurent exécuter ces ordres barbares (1). A la veille de la bataille de la Vistule, l'Empereur d'Allemagne, Guillaume II, adressa à ses troupes les paroles suivantes : « Malheur aux vaincus. Le vainqueur ne connaît pas de grâce ». Guillaume II avait déjà dit, le 17 juillet 1900, à son armée qui partait pour Pékin : « Soldats, vous ne ferez pas de quartier, vous ne prendrez pas un seul prisonnier ; que tout ce qui tombera entre vos mains soit à votre merci (2). » Une semblable mesure se retourne fréquemment contre celui qui l'emploie, car un adversaire sur lequel est dirigée une semblable menace se défend avec exaspération jusqu'à la mort. Les sacrifices nécessaires pour en venir à bout deviennent alors plus considérables. C'est ainsi qu'à la reprise de Metzeral (Alsace), en mai 1915, et à laquelle nous avons assisté, un bataillon d'infanterie allemand, cerné dans la ville, n'a jamais voulu se rendre aux bataillons de chasseurs alpins qui l'entouraient, sous prétexte qu'on lui avait dit, bien à tort du reste, que les « diables bleus » ne faisaient pas de prisonniers. Le bataillon n'a consenti à se rendre qu'au 133^e régiment d'infanterie de ligne, qui prenait également part à l'attaque. La réputation non méritée faite

(1) DESPAGNET et DE BOECK. — *Droit international*, 1910, p. 840.

(2) FAUCHILLE. — *Op. cit.*, p. 172.

aux alpins, par les Allemands, à cette époque, nous a coûté à cette occasion des sacrifices faits en pure perte.

Il est du plus haut intérêt de déterminer le moment exact où l'ennemi doit être considéré comme prisonnier, car ce n'est qu'à partir de ce moment que commence son immunité. Sur ce point l'article 23 du Règlement de la Haye est très clair (1) et très explicite. Est prisonnier selon lui, celui qui *s'est rendu à discrétion*. Son texte est quelquefois interprété d'une manière qui n'est pas tout à fait exacte. Nous voyons, par exemple, M. Fauchille écrire : « On ne doit ni blesser, ni maltraiter l'ennemi qui se rend ; dès qu'il cesse de résister il doit être traité comme un prisonnier de guerre (2) ». Nous verrons un peu plus loin qu'il y a une nuance importante entre l'ennemi qui se rend et celui qui s'est rendu. D'autres auteurs citent l'exemple de prisonniers allemands, laissés derrière notre première vague d'assaut, qui avaient mitraillé nos troupes dans le dos et contre lesquels des représailles devenaient, d'après eux, légitimes (3). Nous ne pensons pas que cet acte déloyal ait pu être commis par des soldats allemands qui s'étaient rendus à discrétion, car le premier soin du capteur est de leur enlever leurs armes. Il est arrivé souvent, par contre, que des Allemands, demeurés dans des abris ou des tranchées après leur franchissement par les premiers échelons d'assaut, ont tiré dans le dos des nôtres, mais alors que ces soldats ne s'étaient pas encore rendus. S'ils avaient fait un simulacre de reddition au moment du passage des assaillants, ils n'auraient pas dû se servir

(1) Voir page 123.

(2) FAUCHILLE. — Page 116.

(3) LE FUR. — *Des représailles en temps de guerre*, 1919, p. 68.

ensuite de leurs armes contre ces derniers, mais s'ils n'avaient pas fait ce geste, soit qu'ils n'aient pas vu le franchissement des ouvrages qu'ils occupaient, par nos échelons d'assaut, soit par abstention volontaire, l'attitude de leur part qui consistait à tirer sur les nôtres après avoir été dépassés, n'était pas tellement répréhensible. Dans la bataille le tracé de la ligne de feu est souvent sinueux, enchevêtré même, la situation est parfois si confuse que l'on ne reçoit par toujours les coups d'en face. Celui des deux adversaires qui est victime d'un tel état de choses peut du reste facilement l'empêcher et sans recourir à la moindre cruauté, il suffit de veiller à ce que tous les ennemis restés sur place après l'avance soient recueillis. C'est pour cela qu'à partir de 1915 nous avons constitué des détachements dits de « nettoyeurs de tranchées » qui étaient destinés à fouiller minutieusement les ouvrages ennemis dans le but de capturer tous les Allemands qui s'y trouvaient encore après l'assaut. Le combattant ne peut être considéré comme prisonnier qu'à partir du moment où il prend place dans l'escorte qui doit le ramener à l'arrière. Jusque là il ne s'est pas encore rendu à discrétion.

La capture est une opération quelquefois difficile et elle doit être conduite avec beaucoup d'énergie. Elle est presque toujours faite par des fractions peu nombreuses : patrouilles de tête ou détachements spéciaux suivant les premiers échelons d'assaut. Les ennemis sur le point d'être capturés hésitent à se rendre, surtout s'ils sont eux-mêmes nombreux. Ils sont tentés de reprendre les armes qu'ils viennent d'abandonner si les faibles forces avec lesquelles ils sont en présence n'agis-

sent pas avec vigueur. Pour dissiper toute hésitation de leur part, les capteurs ne doivent pas craindre d'user de moyens violents, dans la mesure où c'est nécessaire. Il peut devenir indispensable de faire un ou plusieurs exemples parmi les plus rétifs. Les soldats ennemis doivent obéir au moindre geste, ne s'avancer que un à un, complètement désarmés et se plier immédiatement à toutes les exigences du capteur. Leur salut dépend d'eux-mêmes et il demeure incertain jusqu'au moment où ils sont prisonniers, c'est-à-dire encadrés par l'escorte.

Par contre, dès qu'ils sont devenus prisonniers, ils ne doivent pas être maltraités. En cas d'infraction à la discipline de leur part ils ne pourront qu'être l'objet de sanctions prévues par les règlements militaires. Nous ne saurions trop nous élever contre la doctrine du Grand Etat-Major allemand qui, dans son manuel de 1902, permet de mettre à mort les prisonniers « en cas de « nécessité inéluctable, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen « de les garder et que la présence des prisonniers cons- « titue un danger pour la propre existence du cap- « teur (1) ». Il ne nous apparaît pas qu'à un moment donné on puisse légitimement tuer les prisonniers, parce qu'on ne peut pas les garder. Il suffit d'une bien faible escorte pour les conduire. Quelques hommes armés, résolus, tiennent facilement en respect un important détachement de prisonniers qui sont sans armes. Il nous souvient que le 7 novembre 1918, une section de la compagnie de chasseurs que nous commandions alors, a capturé près de Sommeron (Aisne) ce qui restait d'une compagnie d'infanterie allemande : le capitaine et trente-

(1) CARPENTIER. — *Les lois de la guerre continentale*, 1916, p. 36.

deux gradés ou soldats. Malgré quelque résistance, lors de la capture, il a suffi de deux hommes, baïonnette au canon, l'un en tête, l'autre en queue, pour ramener à l'arrière ces captifs en file indienne. Au préalable, il avait été jugé prudent de détacher les boutons de la ceinture de leur culotte, cette précaution suffit pour réduire l'escorte à deux hommes. On dispose toujours au combat d'une garde de cette importance et prétendre que l'on peut tuer les prisonniers, parce qu'on n'a pas d'autre moyen de les empêcher de fuir, c'est faire preuve de mauvaise foi. Quant au danger pour la propre existence du capteur, nous n'en connaissons aucun exemple au cours de la dernière campagne et nous doutons qu'il puisse exister, si les prisonniers sont bien surveillés et si les moindres velléités d'insubordination sont sévèrement réprimées. Pour notre part, nous n'avons vu que des prisonniers parfaitement dociles après leur capture et soucieux avant tout de quitter la zone d'opérations pour être à l'abri de leur propre bombardement. Il est possible qu'à l'arrière ensuite, ils constituent un gros embarras pour un petit peuple. Sera-t-on autorisé à les tuer dans ce cas ? Pas le moins du monde. Si on ne peut pas les garder, on n'aura qu'à modeler sa conduite sur celle des Boers, qui, pendant la guerre de 1899-1900 avec l'Angleterre, laissèrent échapper leurs prisonniers après les avoir désarmés et privés de leurs vêtements.

L'article 4 du Règlement de la Haye prescrit que tout ce qui appartient personnellement aux prisonniers, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété. Donc on doit leur laisser leur argent, leurs bijoux et leurs papiers personnels. La passivité qu'on exige d'eux au moment de leur capture n'au-

torise pas le vol à leur détriment. Peut-être pourrait-on envisager l'obligation, pour ceux qui sont détenteurs d'une somme importante, d'en consigner une partie entre les mains d'un officier comptable, afin d'éviter la corruption ou la tentative de corruption de leurs gardiens. Sur le vu d'un reçu qui leur serait délivré lors du versement, la somme consignée leur serait restituée à leur libération. Remarquons que les exceptions qui sont mentionnées dans l'article 4 ne concernent que des objets de propriété dont l'ennemi s'empare, non pas dans une intention de lucre, mais uniquement dans le but de priver les prisonniers de moyens d'action qui peuvent être tournés à l'avantage du vainqueur.

Peut-on tirer un parti quelconque des prisonniers dans la zone d'opérations aussitôt après leur capture ? En principe, non. On ne saurait les employer, comme ont fait les Allemands au cours de la dernière guerre, pour travailler sur le front à la construction de fortifications de campagne. Il a fallu menacer nos ennemis d'user de réciprocité à leur égard pour les obliger à ne pas employer nos prisonniers à moins de trente kilomètres du front de combat. Outre le danger auquel on les expose, on viole les prescriptions de l'article 6 du Règlement de la Haye qui interdit d'employer les prisonniers à des travaux ayant quelque rapport avec les opérations de guerre. Il n'est pas interdit, par contre, de grouper un certain nombre de blessés prisonniers dans les ambulances du front ; on peut sauvegarder par ce moyen ces installations tout en restant dans son droit le plus strict. Une pratique a été suivie au cours de la guerre de 1914-1918 qui est peut-être critiquable, mais elle est devenue habituelle chez chacun des belligérants.

Elle consiste à tirer des renseignements des prisonniers sur leur armée, leur pays et dès leur capture. De fréquentes opérations à objectif très limité, des « coups de main » ont été effectués pour faire des prisonniers, afin d'obtenir, par eux, des renseignements. Un semblable procédé n'est pas absolument condamnable si ces renseignements ne sont pas obtenus par des privations excessives de nourriture ou par des mauvais traitements. Les prisonniers causent en général assez facilement, sauf les sous-officiers et surtout les officiers. On doit respecter les sentiments élevés qui font agir ainsi les cadres et on ne doit pas insister outre mesure auprès d'eux. Les hommes de troupe donnent des précisions sur des sujets qui ne sont pas toujours d'une grande importance, parce que les soldats sont maintenus le plus possible dans l'ignorance des opérations projetées. Des renseignements insignifiants peuvent cependant permettre de recouper ou de compléter des données que l'on possède déjà sur les mouvements de l'ennemi et que l'on a obtenues par d'autres moyens. Sans aller jusqu'à la privation de nourriture pour les prisonniers qui persistent dans un mutisme le plus absolu, on peut tout de même bien admettre que le régime alimentaire soit un peu amélioré pour les prisonniers loquaces.

C) BLESSÉS. — Les blessés ont souvent partagé autrefois le sort des prisonniers. Au XVI^e siècle encore, ils ont été parfois martyrisés. Laurent rapporte que pendant les guerres d'Italie faites par Louis XII, on vit des Suisses tuer des malades dans les hôpitaux (1). De bonne heure cependant on s'apitoya sur leur sort. Dans la

(1) LAURENT. — *Op. cit.*, Tome IX, p. 383.

Convention de 1743, conclue entre la France et la Grande-Bretagne pendant la guerre de la Succession d'Autriche et que nous avons signalée à propos des prisonniers, il n'était pas seulement question de ces derniers, elle se préoccupait aussi du sort des blessés et prévoyait pour eux, en détail, les soins à leur donner lorsqu'ils tombaient aux mains de l'un ou de l'autre ennemi. La première réglementation ayant une portée générale apparut avec la Convention de Genève de 1864. Cette dernière fut l'objet de quelques retouches en 1906 qui en rendirent l'esprit encore plus libéral et plus large.

Dans son article premier, celle de 1906, proclame le respect des blessés. Les Etats signataires auraient dû d'autant plus s'en tenir à ce principe qu'il répondait au sentiment de la conscience universelle. Le caractère déclaratif qui rend la loi obligatoire était loin de faire défaut à cette règle internationale, car personne n'aurait osé élever une voix discordante pour faire échec au consensus général. Malgré cela, au cours de la guerre de 1914-1918, on a vu achever les blessés par les Allemands. Le général Stenger, commandant la 58^e brigade prussienne, s'est rendu tristement célèbre par son ordre du jour du 28 août 1914 prescrivant de massacrer les blessés et de ne laisser aucun ennemi vivant derrière sa brigade. Cet ordre fut exécuté et les beaux faits d'armes qui en résultèrent furent insérés dans les journaux allemands. M. Bédier a résumé, à ce sujet, quelques preuves puisées à bonne source et qui sont présentées d'une manière telle que les plus sceptiques, eux-mêmes, seront tout à fait convaincus après la lecture de la petite bro-

chure dans laquelle il les a exposées (1). A quel degré faut-il que la guerre ait abaissé la mentalité d'un peuple pour qu'il puisse trouver des chefs donnant des ordres semblables, des soldats pour les exécuter et une presse pour rehausser de pareils exploits en les portant à la connaissance de la foule ? La réalisation de pareilles choses nous paraîtrait inconcevable sans les preuves irréfutables qui ont été fournies.

La Convention de Genève de 1906 prescrit dans son article III qu'après chaque combat l'occupant du champ de bataille doit prendre des mesures pour rechercher les blessés et pour les protéger contre le pillage et les mauvais traitements. Elle n'a rien prévu pour la relève des blessés pendant le combat et nous allons voir qu'il est bien difficile de réglementer cette opération. Le caractère continu du combat dans le grand conflit mondial, que nous avons noté dans le Chapitre III du Livre I (2), a donné à cette question une importance considérable. Sauf dans le cas de déplacements du front, très limités en général, entre la fin de bataille de la première Marne et la poursuite, les blessés n'ont pu être relevés que pendant l'action et sur les lieux mêmes où elle se déroulait. La nuit était seule propice pour cette tâche si urgente et si indispensable, car elle amenait une accalmie relative.

La relève en plein jour, au vu de l'ennemi, est impraticable. La rapidité d'exécution du tir, sa portée et sa précision obligent tout le monde à se défilier au moins aux vues de l'adversaire sur le champ de bataille. Per-

(1) BÉDIER. — *Les crimes allemands d'après des témoignages allemands*, p. 29 et suiv.

(2) Voir page 36.

sonne ne peut se montrer sans courir le risque d'être aussitôt atteint. Il paraît impossible de permettre à des brancardiers de se promener entre les deux lignes. A distance ils ne peuvent pas être distingués malgré leur brancard, le champ de tir des armes à feu ne peut être masqué et puis quels abus n'en résulterait-il pas ? Pense-t-on que les Allemands réserveraient l'usage de l'insigne de la Croix-Rouge à leurs seuls brancardiers ? Suppose-t-on qu'ils ne véhiculeraient pas leurs armes automatiques dans un brancard pour les changer d'emplacement ? Ce fait s'est produit maintes fois au début de la guerre en Alsace ; nous n'en avons pas été témoin, mais des camarades nous l'ont cité comme authentique. Si, en terrain plat et découvert, l'engagement n'a provoqué qu'une avance ou un recul de peu d'amplitude, les nombreux blessés restés entre les deux lignes seront donc réduits au triste sort d'attendre la nuit pour être secourus. Pendant le reste de la journée ils seront soumis au feu des deux artilleries et ils seront évidemment placés dans une situation très désavantageuse. Les blessés légers parviendront pour la plupart à rejoindre leurs camarades par bonds de trous en trous d'obus, mais les blessés gravement atteints, dont l'état nécessiterait des soins urgents, seront totalement délaissés.

Ilâtons-nous d'ajouter que si, à courte distance, on aperçoit par hasard des brancardiers ennemis qui ont l'air d'accomplir loyalement leur tâche, on devra s'abstenir de tirer sur eux. Les hommes sont naturellement enclins à faire preuve d'humanité à la condition qu'ils n'aient pas été lâchement trompés. Nous avons même constaté que les Allemands agissaient quelquefois ainsi au moment de la poursuite d'octobre-novembre 1918,

mais il est vrai que durant cette période de la guerre, c'était l'intérêt plus que leur devoir militaire qui les incitait à se conduire de la sorte.

La nuit venue, les blessés seront indistinctement recueillis à quelque parti qu'ils appartiennent. Toutefois on ne manquera pas de relever les nôtres avant ceux de l'ennemi.

Le Projet de la Commission de Juristes dont nous avons parlé, à propos du bombardement aérien, prévoit dans son article XVII (1) que les principes posés par la Convention de Genève de 1906 et par la Convention pour l'adaptation de la dite Convention à la guerre maritime (Convention X de 1907) doivent s'appliquer à la guerre aérienne et aux ambulances aériennes. Avant l'établissement de ce projet, divers systèmes avaient été conçus par MM. Quinton, Fauchille et Julliot pour mettre l'aéronautique au service de la recherche et du transport des blessés dans le combat sur terre. Des ambulances ayant un caractère international et pourvues des insignes de la Croix-Rouge devaient être construites en vue de l'accomplissement de cette double tâche. Nous n'attendons de ces aéronefs spéciaux aucune aide quant à la recherche des « nids de blessés ». Ils ne pourront pas évoluer à proximité de la première ligne parce qu'ils

(1) Art. XVII : « Les principes posés par la Convention de Genève de 1906 et par la Convention pour l'adaptation de ladite Convention à la guerre maritime (Convention X de 1907) doivent s'appliquer à la guerre aérienne et aux ambulances aériennes, ainsi qu'au contrôle exercé sur ces ambulances aériennes par les commandants belligérants.

Pour jouir de la protection et des privilèges accordés aux formations sanitaires mobiles par la Convention de Genève de 1906, les ambulances aériennes doivent porter en plus de leurs marques distinctives normales, l'emblème distinctif de la Croix-Rouge. »

courraient de trop graves dangers, ils risqueraient de se faire mitrailler. L'article IV de la Convention X stipule : « Les bâtiments hospitaliers ne devront en aucune manière gêner les combattants. Pendant le combat ils agiront à leurs risques et périls ». La Commission de Juristes place dans la même situation les ambulances aériennes. Or, ce que la Convention X renferme au sujet des navires hôpitaux ne paralyse pas l'exécution de la mission de ces bateaux. Le combat naval n'a pas le caractère de continuité que nous avons reconnu au combat sur terre. Après la bataille navale les forces en présence se dispersent ordinairement et la surface de la mer, où l'engagement s'est livré, devient libre pour l'accomplissement de la tâche des navires hôpitaux. Il n'en est pas de même pour la guerre terrestre, dans laquelle les troupes ennemies conservent entre elles presque toujours un contact étroit. M. Julliot paraît être du même avis que nous, car il estime que les avions qui viendront évoluer à proximité de la première ligne pour prendre part à la recherche des blessés, ne porteront pas d'insigne de la Croix-Rouge et ils toléreront qu'on tire sur eux (1). Cet auteur ne veut pas, à juste raison, que l'ennemi s'habitue à tirer sur un appareil porteur de cet insigne, car plus tard il serait enclin à tirer sur les ambulances ou les hôpitaux à terre. Pour la recherche des blessés il préconise, en somme, non pas des ambulances aériennes, mais l'emploi d'avions ordinaires spécialisés dans l'exécution de cette mission. Ce problème n'a plus alors aucun caractère international et chaque Etat le résoudra pour lui-même, à sa manière.

(1) JULLIOT. — *Avions sanitaires et guerre de 1914-1918*, RDIP, Tome XXIV, p. 516.

Le système des ambulances aériennes ne doit cependant pas être rejeté, mais ces appareils borneront leur rôle au transport des blessés et à ce point de vue ils pourront rendre d'appréciables services. Le port de l'insigne de la Croix-Rouge deviendra alors possible pour eux et il leur permettra de se préserver contre la destruction par l'aviation de chasse adverse. Ils n'évolueront qu'à une certaine distance du front de combat afin de ne pas gêner le tir de l'artillerie ennemie. Des avions sanitaires ont été expérimentés dans ce but et leur emploi récent a donné des résultats qui permettent de grands espoirs. Utilisés pour la première fois dans la campagne de l'armée d'Orient, au cours de la guerre de 1914-1918, ils l'ont été ensuite en Cilicie en 1920-1921 et ont permis d'évacuer sans incident cent blessés par la voie des airs. Ils sont employés à l'heure actuelle au Maroc ; de mai 1921 à octobre 1923, plus de dix-huit cents blessés graves ont été évacués par avion dans cette région (1). Ce mode de transport offre l'avantage d'être très rapide et de supprimer la distance entre le malade et l'hôpital. Les blessés reposent dans l'appareil sur un brancard. L'expérience a démontré que l'avion était le véhicule dans lequel ils étaient le moins secoués. Les risques d'accident sont insignifiants et les blessés n'éprouvent aucune appréhension à utiliser cette nouvelle manière de voyager.

Aux blessés faut-il assimiler les ennemis qui sont désarmés, qui sont en train de tenter leur sauvetage et faut-il les respecter ? A terre, pour les occupants qui cherchent à fuir d'une maison bombardée tout près des

(1) Général ROUQUEROL. — *L'aviation sanitaire*, N° de *La France militaire*, du 13 mars 1925, p. 1.

lignes par exemple, cela nous semble difficile ; l'ennemi pourra simuler ce sauvetage pour sauver également des armes, des munitions, des archives même. Des abus étant inévitables il ne paraît pas possible de dégager une règle générale, la conduite à tenir variera selon chaque cas. Dans les airs, après la destruction de son appareil, lorsque l'aviateur ou l'aéronaute tente de se soustraire à la mort, aucun abus n'est à craindre et on doit le respecter. Nous ne pouvons qu'approuver les dispositions contenues dans l'article XX du Projet de la Commission de Juristes et qui sont les suivantes : « Au cas
« où un aéronef est désarmé, les occupants qui ten-
« tent de s'échapper au moyen de parachutes ne doivent
« pas être attaqués au cours de leur descente ».

D) MORTS. — Dans l'antiquité et à l'époque féodale les cadavres des morts n'étaient pas plus respectés que les blessés ou les prisonniers. Laurent rapporte, d'après des chroniqueurs de ces époques, qu'en Egypte les Turcs, pour dénombrer les vaincus tombés sur le champ de bataille, comptaient les oreilles, les Egyptiens coupaient les mains (1). Pendant les guerres féodales, les cadavres de l'ennemi étaient parfois coupés en morceaux et attachés aux arbres des grandes routes (2). On juge tout de suite par ces détails du caractère sauvage que devaient revêtir de semblables luttes. Pendant la guerre de 1904-1905 entre les Russes et les Japonais, ces derniers se comportèrent très dignement envers les morts de l'ennemi. Les instructions qu'ils donnèrent à leurs troupes au début de la guerre et que celles-ci ap-

(1) LAURENT. — *Op. cit.*, Tome I, p. 318.

(2) *Id.*, Tome VII, p. 221.

pliquèrent, témoignent de leur conception élevée de l'honneur militaire.

La Convention de Genève de 1906 traite dans ses articles 3 et 4 des devoirs envers les morts et c'est la seule convention internationale réglementant cette matière. Elle prend soin de spécifier que les mesures qu'elle édicte s'appliquent *après* le combat. Elles sortiraient donc du cadre de notre étude si nous n'avions déjà remarqué à plusieurs reprises que le combat terrestre se poursuit parfois très longtemps sans interruption. En raison de ce caractère de la bataille, des devoirs envers les morts s'imposent avant son issue. Le 26 octobre 1915, le Comité international de la Croix-Rouge appela l'attention des belligérants sur l'opportunité de courtes et fréquentes suspensions d'armes afin d'inhumer les morts et de relever les blessés, mais tous les gouvernements répondirent que les conditions d'intensité et de durée exceptionnelle des combats de la guerre actuelle ne permettaient pas la réalisation pratique de la proposition (1). Déjà à cette date les Gouvernements se rendaient parfaitement compte du caractère particulier de continuité du combat, caractère qu'il ne devait perdre que peu de temps avant l'armistice.

Les devoirs envers les morts édictés par la Convention de Genève se ramènent à trois : le respect des cadavres, la reconstitution de l'identité et la sépulture.

Les morts ne doivent pas être fouillés dans le but de s'emparer de leur argent et de leurs bijoux. Ces objets doivent être restitués plus tard à leur famille par les soins de l'autorité militaire et civile. L'article 249 du

(1) FAUCHILLE, — *Op. cit.*, Tome II, p. 155.

Code de justice militaire français pour les armées de terre punit de la réclusion les détrousseurs de cadavres. La restitution des objets personnels s'est faite tant bien que mal pendant la dernière guerre. Les Allemands se sont parfois acquittés de ce devoir, mais là encore ils étaient guidés par leur seul intérêt. Il s'agissait pour eux d'influencer par ce moyen les neutres, qui servaient d'intermédiaires pour la restitution, afin de chercher à réduire à néant les accusations d'atrocités dirigées contre eux.

La reconstitution de l'identité a été considérablement facilitée pour les morts français par l'adoption, au cours de la guerre, de la double plaque d'identité fixée au poignet. Avant le conflit de 1914 et au début même des hostilités nos soldats ne portaient qu'une seule plaque fixée par un lacet et suspendue au cou comme une médaille. Après la mort il n'était pas facile de prendre connaissance des inscriptions qu'elle contenait et si on l'enlevait rien ne restait sur le cadavre. Si on la laissait, l'identité ne se traduisait que par une inscription au crayon, portée à la hâte souvent, sur la page d'un carnet quelconque. Avec la double plaque d'identité fixée au poignet l'enlèvement de l'une d'elles est toujours facile et il en reste une sur le corps.

La sépulture est la question la plus difficile à résoudre pendant le combat. On ne peut songer qu'à donner une sépulture de fortune et provisoire sauf dans de très rares exceptions. Habituellement on est obligé d'inhumer les morts dans un terrain bouleversé et exposé encore à des bouleversements futurs. On se trouve souvent en présence de débris informes, déchiquetés, provenant de plusieurs individus. Les morts tombés entre les lignes

restent quelquefois très longtemps sans être identifiés et la plupart d'entre eux ne peuvent avoir même une sépulture de fortune qu'après un déplacement du front. Malgré ces nombreuses difficultés de gros efforts ont été faits pendant la dernière guerre pour arriver à un résultat satisfaisant. Il y a là non seulement une question de décence, mais aussi une question d'hygiène du champ de bataille qui est de la plus haute importance.

Nous désirerions voir ajouter l'alinéa suivant en additif à l'article 3 de la Convention de Genève de 1906 :

« Au cours d'un combat prolongé sur le même emplacement sans suspension d'armes, les belligérants s'efforceront d'observer les prescriptions déjà énumérées dans le présent article. Dès que la situation militaire le permettra, ils donneront aux morts au moins une sépulture provisoire en ayant soin de s'assurer au préalable de leur identité, de grouper les tombes le plus loin possible de la ligne de feu et d'indiquer toujours leur emplacement par un signal distinctif ».

E) TRAITEMENT DES COMBATTANTS PROVENANT DES CORPS AUXILIAIRES ET DE LA LEVÉE EN MASSE. — La situation des combattants provenant des corps auxiliaires et de la levée en masse est réglementée par les articles 1 et 2 du Règlement de la Haye. S'ils se conforment aux conditions exigées d'eux ils ne sauraient être traités en criminels de droit commun et ils doivent jouir alors des mêmes droits que les autres combattants. En pratique il ne devrait pas se présenter beaucoup de difficultés pour les corps auxiliaires, lesquels sont enrégimentés, astreints à la discipline militaire et soumis à des conditions de reconnaissance rigoureuses (chef res-

ponsable à leur tête, signe distinctif reconnaissable à distance, port des armes ouvertement et respect des lois de la guerre), mais pour la levée en masse, dont l'organisation est tout à fait improvisée au cours même des hostilités et qui est reconnue aux seules conditions de respecter les lois, les coutumes de la guerre et de porter les armes ouvertement, il pourra en être autrement. Les hommes provenant de la levée en masse seront tentés de commettre des abus, de dissimuler leurs armes par intermittence et de devenir tour à tour belligérants et non-participants, surtout lorsqu'il s'agira de la population d'une province qui a pris les armes spontanément. Le respect des lois et des coutumes de la guerre sera assez mal assuré par eux, parce qu'ils ne les connaîtront pas et que leur organisation ne sera pas suffisamment forte pour réprimer les infractions commises par les individus qui en font partie. L'ennemi se prévaudra de ces abus, presque inévitables, pour leur refuser la qualité de belligérant et cela d'autant plus facilement que, s'il est de mauvaise foi, il cherchera pendant l'invasion tous les prétextes possibles pour légitimer les atrocités qui lui seront reprochées par son adversaire. Seule la levée en masse organisée par le Gouvernement peut offrir les garanties de discipline désirables, mais la méthode d'après laquelle est préparée la mobilisation dans la plupart des Etats tend à raréfier considérablement les cas d'application d'une institution semblable. Nous ne pensons pas que la levée en masse spontanée organisée avec les seules conditions exigées par l'article 2 du Règlement de 1907 puisse donner de bons résultats. L'expérience des guerres récentes : guerre gréco-turque de 1897, guerre russo-japonaise de

1904-1905, guerre italo-turque de 1911, ne fait pas bien augurer de son intervention dans les conflits armés.

En 1870-1871 les Allemands refusèrent souvent la qualité de belligérants aux francs-tireurs et aux gardes nationaux bien que les uns et les autres fussent de véritables corps auxiliaires offrant toutes les garanties désirables ; ils ne finirent par les reconnaître qu'après bien des difficultés. En 1914 ils traitèrent de la même manière la garde civique belge à laquelle cependant la qualité de belligérante ne pouvait être refusée. Ils prétendirent bien à tort que le gouvernement belge avait fomenté une sorte de guerre populaire. En réalité tous les arguments invoqués par eux à ce sujet ne tendaient qu'à justifier les horreurs qui leur étaient reprochées. La plupart des récits des atrocités narrées par eux sont excusées, disent-ils, par des coups de feu qui étaient tirés de l'intérieur des maisons par les habitants (1).

F) ESPIONS. — L'article 29 du Règlement de la Haye qualifie d'espion tout individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant avec l'intention de les communiquer à la partie adverse. L'article XXVII du Projet de la Commission de juristes de la Haye conserve absolument le même caractère à l'espionnage.

L'article 30 du Règlement de la Haye fait ressortir nettement les éléments constitutifs du crime d'espionnage qui sont : le déguisement ou les faux prétextes et la clandestinité employés pour renseigner ou tenter de renseigner l'adversaire. On ne saurait en conséquence

(1) BÉDIER. — *Op. cit.*, p. 11 et suivantes.

qualifier d'espionnage un acte ne renfermant pas tous ces éléments. Cela est d'autant plus important que la peine qui est attachée à ce crime est toujours grave, la loi française le punit de mort dans tous les cas. (Articles 206 et 207 du Code de justice militaire de l'armée de terre.)

L'espionnage est réprimé en vertu du droit de légitime défense et non en vertu du droit de punir ordinaire, on déroge à la règle générale du droit pénal qui ne fait pas du flagrant délit une condition d'existence de l'infraction. Comme la nécessité de se protéger contre ses dangers disparaît dès que l'acte d'espionnage est terminé, l'espion ne peut être poursuivi et puni que s'il est pris en flagrant délit. L'article 31 du Règlement de la Haye stipule : « L'espion qui, ayant rejoint l'armée à « laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'en- « nemi, est traité comme prisonnier de guerre, et n'en- « court aucune responsabilité pour ses actes d'espion- « nage antérieurs ».

L'espion ne doit pas être mis à mort sur le champ, l'article 30 du Règlement de la Haye exige qu'il soit jugé. Un examen sévère est nécessaire pour éviter des méprises déplorables et pour écarter des accusations mal fondées, si fréquentes en temps de guerre où chacun est enclin à voir partout des espions.

SECTION II

Participants non combattants.

Les participants qui ne prennent pas part à la lutte les armes à la main comprennent des éléments multiples et en apparence quelque peu disparates : les « ser-

vices » directement rattachés aux armées, les vivandiers, les portefaix, les domestiques qui suivent la troupe en vertu d'une permission, les organes du gouvernement politique, les militaires stationnés à l'intérieur du territoire sauf les fractions employées pour la défense anti-aérienne, les pourvoyeurs des armées et les producteurs de guerre (1). Ils ont tous cependant un trait commun, ils procurent aux combattants tout ce qui leur est nécessaire, afin que ces derniers n'aient que le souci de se servir de leurs armes pour obliger l'adversaire à se soumettre. Parmi eux il en est qui portent l'uniforme militaire, d'autres qui sont civils, mais au regard de l'ennemi leur situation ne diffère pas sensiblement. Nous n'hésitons pas, d'accord avec M. Rolland (2), à les assimiler les uns aux autres.

Bien qu'ils ne constituent pas pour l'ennemi un danger immédiat, qu'ils n'exercent pas un ministère de violence, ce danger n'en subsiste pas moins. S'il est plus lointain, il est quelquefois plus grand. L'ingénieur qui, à l'intérieur du pays, dans une usine de guerre, dirige la construction de puissantes armes à feu, ou le haut fonctionnaire du ministère de la Guerre sont autrement nuisibles à l'ennemi que le canonnier maladroit inutilisable autrement que pour faire des corvées sur l'emplacement de batterie.

Nous avons déjà vu précédemment que l'ennemi ne devait chercher à les atteindre que sur le lieu où s'exerce leur participation à la guerre. Seule cette participation accroît le danger couru par l'adversaire et tout travail

(1) Voir le tableau du Livre I, Chapitre II, p. 21.

(2) ROLLAND. — *Les pratiques aériennes dans le conflit de 1914 et le droit des gens*, RDIP, Tome XXIII, p. 555.

de leur part qui ne revêt pas ce caractère ne doit pas être entravé par la violence. S'attaquer directement à leur personne, en dehors de l'endroit où s'exerce cette activité dans un but exclusif de guerre, serait une lâcheté puisqu'ils ne sont pas armés pour la riposte. A quoi bon dans ces conditions munir d'armes ceux qui font partie des « services » des armées ? On risquera peut-être de les mêler involontairement à la lutte dans le voisinage de la ligne de feu. Il faut bien pourtant les mettre à même de se défendre contre un ennemi qui, au mépris des lois de la guerre, s'apprêterait à les dépouiller, à les maltraiter ou même à les massacrer. C'est pour cette raison qu'on les a dotés d'un revolver ou d'un pistolet automatique, armes exclusivement défensives, dont ils ne devront et ne pourront d'ailleurs pas user pour se jeter de leur propre initiative sur l'ennemi, quelle que soit leur ardeur combattive.

Ils pourront être capturés par l'ennemi, mais ils auront droit au traitement des prisonniers de guerre. La question de la capture ne se pose pas toutefois pour les producteurs de guerre, car ils exercent leur activité trop loin du front, ni pour les pourvoyeurs des armées. Néanmoins si une avance assez rapide permettait de se trouver en présence du personnel conducteur d'un train bloqué, l'ennemi n'hésiterait certainement pas à faire prisonniers les agents ayant des compétences techniques appréciées, mécaniciens ou autres. L'article 13 du Règlement de la Haye prévoit en termes exprès la capture des correspondants de journaux, des vivandiers, des fournisseurs qui tombent aux mains de l'ennemi. Si celui-ci le juge utile, il pourra les faire prisonniers et comme tels, ils auront droit à ce traitement s'ils sont

munis d'une légitimation de l'autorité militaire qu'ils accompagnent.

L'immunité partielle dont jouissent les participants non-combattants ne leur sera reconnue qu'autant qu'ils ne se mêleront pas à la lutte. Au cours de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, les Japonais employèrent comme transporteurs auxiliaires un nombre considérable de malingres, 111.000 à un moment donné. Au début des hostilités, bien que non-combattants, ils portaient un uniforme, mais par d'arme. Ils furent ensuite mêlés au combat en période de crise et alors qu'ils n'auraient pas dû l'être. Ils devinrent ainsi des combattants et furent traités comme tels par les Russes (1).

Le personnel sanitaire et les aumôniers bénéficient d'une protection exceptionnelle en tant qu'il sont couverts par la Convention de Genève dans la guerre continentale. Leur personne doit être respectée et aussi le lieu où s'exerce leur activité. Nous avons vu à propos du bombardement par l'artillerie de terre combien les prescriptions relatives au personnel et aux installations sanitaires sont difficiles, sinon impossibles à observer, dans une zone s'étendant en profondeur jusqu'à une douzaine de kilomètres du front. La captivité de ces participants est soumise à des conditions spéciales et elle ne saurait être assimilée à celle des prisonniers de guerre.

SECTION III

Non-participants.

Nous ne reviendrons pas sur le sort réservé aux non-

(1) REY. — *Chronique des faits internationaux*, RDIP, Tome XVI, p 503.

participants qui demeurent en dehors de la zone d'opérations proprement dite. Nos développements consacrés au bombardement aérien ont permis de se rendre compte de la mesure dans laquelle leur personne et leurs biens pouvaient être sauvegardés. Nous n'examinerons pas non plus le traitement auquel est en droit de prétendre la population qui vit en territoire occupé, qui se trouve placée sous l'autorité de fait de l'occupant, mais qui est éloignée du champ de bataille, car cela nous conduirait hors du cadre de notre étude. Nous traiterons seulement dans la présente section de la situation des habitants demeurant dans la zone d'opérations et qui vivent côte à côte avec les combattants ennemis. Nous savons qu'il s'agit là d'une population qui demeure dans une zone qui s'étend en profondeur jusqu'à vingt-cinq kilomètres environ de la ligne de feu et qu'en cas de stabilisation prolongée du front, elle se réduit à quelques habitants qui sont restés entre douze et vingt-cinq kilomètres à l'arrière des lignes.

Les devoirs de l'ennemi envers cette population civile se ramènent à quatre chefs. Il devra respecter la personne d'une manière absolue et les libertés dans la limite permise par les nécessités militaires. Son concours lui sera acquis, dans la mesure du possible, pour sa protection contre le bombardement. L'ennemi s'abstiendra d'obliger ces habitants à prendre part à la lutte de quelque manière que ce soit. Enfin il veillera à ce que son armée respecte la propriété de cette population lorsque la destruction ou la saisie n'en seront pas imposées par la lutte.

L'aide pour la protection contre le bombardement par explosifs ou par gaz nous paraît d'autant plus urgente

qu'aucune convention internationale ou projet n'y ont songé. Nous avons exposé cette question en détail dans le chapitre III du Livre II. Il nous reste à examiner les trois autres obligations.

A) RESPECT DE LA PERSONNE ET DES LIBERTÉS DES HABITANTS. — La vie est le plus précieux des biens et l'humanité la plus élémentaire commande de ne pas y porter atteinte. Les nécessités militaires ne sauraient légitimer le massacre, pas plus d'ailleurs que le viol, les blessures ou les mauvais traitements infligés aux personnes qui sont ici en cause. Seules des sanctions intervenues à la suite de jugements pour faits de rébellion ou de trahison pourraient permettre l'exécution individuelle de celles qui se seraient rendues coupables de pareils faits. Dans les guerres de l'antiquité et des temps modernes il a été commis à cet égard des cruautés inouïes. Le respect de la personne humaine est souvent demeuré en fait illusoire malgré les adoucissements recommandés par les religions, la chevalerie et plus tard par les écrivains. En Grèce et à Rome tout individu trouvé en pays ennemi pouvait être massacré et ni l'âge, ni le sexe ne le mettaient à l'abri de la férocité des soldats (1). Lors des invasions barbares, les Goths « arrachaient pour les égorger les enfants de la mamelle, les femmes étaient livrées à la brutalité du vainqueur, leurs époux tués devant leurs yeux, les fils traînés sur le cadavre de leur père (2) ». Mahomet éprouva le besoin de recommander de ne vendre les enfants que conjointement avec la mère (3), ce qui laissa supposer que la

(1) MAILLER. — *Op. cit.*, p. 15.

(2) LAURENT. — *Op. cit.*, Tome V, p. 56.

(3) *Id.*, p. 464.

pratique inverse était courante. « L'armée du bon roi Louis XII, pendant les guerres d'Italie, étouffa dans les grottes de Marsano six mille réfugiés, hommes, femmes et enfants pour se partager leurs dépouilles (1) ». Pendant la guerre de Trente Ans le viol était devenu une chose si habituelle qu'il passait pour un droit (2). La Révolution se préoccupa de réagir vivement contre cette coutume criminelle. On peut même remarquer qu'à ce point de vue particulier le Code du délit et des peines pour les troupes françaises, en date du 21 Brumaire an V, était plus sévère que le Code de Justice militaire de 1857, actuellement en vigueur (3). Au cours de la dernière guerre les Allemands ont commis de nombreuses atrocités qui n'ont rien à envier à celles que nous avons narrées. Le carnet de route du soldat Hassemmer du VIII^e corps recueilli par M. Bédier mentionne sous l'indication : « 3-9-1914, Sommepey (Marne). — Le village a été brûlé jusqu'au ras du sol, les Français jetés dans les maisons en flammes et tous brûlés ensemble (4) ». Le soldat Philippe de la 1^{re} compagnie du 178^e régiment, raconte, dans le sien des scènes horribles de fusillades de civils à Dinant (Belgique) (5). Nous ne mention-

(1) *Id.*, Tome IX, p. 383.

(2) *Id.*, p. 469.

(3) Le Code de 1857 dans son article 267 renvoie au Code pénal pour la répression du viol. Le code pénal dans ses articles 332 et 333 y attache la peine des travaux forcés à temps ou à perpétuité dans les cas les plus graves. Le Code du délit et des peines de Brumaire, an V, pour les troupes françaises, stipule dans l'alinéa 3 de l'article V (Titre II) : « Si la femme ou la fille violée est morte des excès commis sur la personne, le coupable sera puni de mort ».

(4) BÉDIER. — *Op. cit.*, p. 10.

(5) Page 12.

nerons pas de plus nombreux exemples de la cruauté allemande. Il en fourmille dans les rapports de Commissions d'enquête établis après la guerre. M. Pillet dans son petit opuscule : *Les violences allemandes à l'encontre des non-combattants* et M. Fauchille dans un autre : *L'évacuation des territoires occupés par l'Allemagne dans le nord de la France. — Février-Mars (1917)* en reproduisent également qui sont puisées à des sources sûres.

Le respect de la personne comporte aussi celui des liens de la famille. Il est d'autant plus opportun de rappeler ce devoir qu'à l'occasion des évacuations indispensables qui sont imposées dans certains cas, l'ennemi pourrait négliger de l'observer. La famille forme un tout indissoluble, les enfants ne sauraient pas être privés de leurs parents, car ils resteraient sans protection. Les déportations de jeunes filles à Lille pendant la dernière campagne n'ont pas contribué non plus, à ce point de vue, à honorer la conduite des Allemands.

Si l'existence vient en première ligne dans l'échelle de la valeur des biens, la liberté sous toutes ses formes n'en a pas moins elle aussi, de nos jours, un prix considérable. Sa conquête est récente, mais elle est très appréciée et l'ennemi ne devra y toucher qu'en cas de nécessité absolue. Il importe toutefois de faire des distinctions ; si la liberté religieuse doit demeurer intangible, la liberté individuelle proprement dite, la liberté du travail, les libertés politiques subiront quelques restrictions par suite des conditions toutes particulières dans lesquelles se trouvent les personnes dont le sort nous préoccupe. L'atteinte la plus grave à l'exercice de la liberté individuelle est la pratique des otages. Cette

institution présente un grave inconvénient du fait qu'elle tient pour responsables des personnes qui n'ont peut-être pas provoqué les actes qu'on juge répréhensibles ou qui y sont demeurées même totalement étrangères. Mais comme elle peut avoir une certaine efficacité l'ennemi est tenté d'y recourir. Le Règlement de la Haye ne l'interdit pas d'une manière explicite. L'*Instruction provisoire sur le service en campagne française* du 10 mai 1924 (Annexe I à l'*Instruction provisoire sur l'emploi des grandes unités*), s'exprime ainsi à leur sujet : « Si l'attitude de la population est hostile « et si la sécurité des troupes semble l'exiger, il (le « commandement) peut faire arrêter des otages (1) ». La liberté du travail sera fréquemment entravée par les restrictions résultant de l'interdiction de l'éclairage apparent la nuit, la réglementation de la circulation. La liberté politique restera pratiquement nulle, ou à peu près nulle, par suite de la répression de toute agitation politique, de la censure de la presse et des entraves apportées à la liberté de réunion. Toutes ces limitations ne sauraient dégénérer en inutile oppression, en vexations, mais les nécessités militaires obligeront les habitants à se contenter seulement de la sauvegarde des biens qui sont indispensables pour la conservation de la dignité humaine.

Dans quelle mesure l'habitant sera-t-il tenu de déférer aux ordres de l'ennemi ? Seulement lorsqu'il ne pourra pas se soustraire à l'exécution. Il n'y a pas d'ordre établi dans les relations entre l'un et l'autre. Si l'occupant commande, il sait qu'il ne doit pas pouvoir compter sur l'adhésion volontaire de l'occupé, car ce dernier est tou-

(1) Page 170.

jours sujet de son pays, l'ennemi n'exerce pas sur lui un pouvoir de droit, mais seulement une autorité de fait. L'occupé ne s'exécutera que sous la menace de la contrainte.

B) INTERDICTION D'OBLIGER LES HABITANTS A PRENDRE PART A LA LUTTE DE QUELQUE MANIÈRE QUE CE SOIT. — Ce devoir pour l'ennemi se rattache à l'obligation précédente du fait que le respect de la personne implique aussi le respect de ses sentiments patriotiques. Toutefois, en raison de son importance, il mérite une place à part.

L'article 44 du Règlement de la Haye de 1889 s'exprime ainsi à ce sujet : « Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays ». L'article 23 du Règlement de 1907 reproduit la même disposition dans son dernier alinéa et y ajoute cette précision supplémentaire : « Même dans le cas où ils (les nationaux de la partie adverse) auraient été à son service avant le commencement de la guerre ». Cela suppose l'interdiction d'armer ces habitants pour les conduire au combat contre leur propre pays, de les obliger à accompagner ses convois pour les protéger contre les attaques de leurs compatriotes, de les faire circuler sur les chemins de fer pour éviter les tentatives de déraillement ou les destructions de voies ferrées. Ce dernier procédé a été employé par les Allemands en 1870.

L'ennemi ne doit pas se servir de ces habitants comme couvert, comme bouclier, pour lui permettre d'atteindre son adversaire ou de se protéger contre ses coups. Si cruelle et si déloyale que soit une semblable pratique, les Allemands n'ont pas hésité à y avoir recours ;

lors de leur entrée à Saint-Dié en fin août 1914, l'ober-leutnant bavarois A. Eberlein fit asseoir de force trois civils sur des chaises, dans la rue, pour éviter un tir d'enfilade sur ses hommes. Ce stratagème lui permit d'occuper la rue entière. Un autre régiment qui entra à Saint-Dié par le Nord employa le même procédé. Les quatre civils qui furent également obligés de s'asseoir dans la rue pour y jouer un rôle semblable furent tués par des balles françaises près de l'hôpital de la ville. Et le 7 octobre suivant un des journaux les plus lus du Reich, les *Münchner Neueste Nachrichten* reproduisirent ces beaux faits d'armes à la page 2 dans la *Vorabendblatt* (1). Après cela on est édifié, si on ne l'était pas déjà, sur la mentalité tentonne, tant sur celle de son armée que sur celle de son peuple.

L'ennemi ne doit pas non plus forcer les habitants du territoire occupé à lui donner des renseignements utiles pour la conduite de la guerre, à servir de guides par exemple à ses troupes. Cela équivaldrait à leur faire commettre un acte de trahison qui pourrait être poursuivi comme tel par les tribunaux de leur pays après la paix. Il ne doit pas non plus les obliger à construire des ouvrages de défense, à fabriquer des matériaux utilisés pour les tranchées ou autres fortifications. Les infractions à ces règles commises par nos ennemis durant la guerre de 1914-1918 ne se comptent pas non plus. Les habitants des pays envahis furent employés au creusement de tranchées, à la fabrication de fil de fer barbelé, de sacs à terre.

Toutefois d'après l'article 52 des Règlements de la Haye, l'ennemi peut exiger des habitants certains ser-

(1) BÉDIER. — *Op. cit.*, p. 19, 20 et 21.

vices personnels, mais toujours sous la réserve de ne pas les obliger à prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie. Ces services peuvent consister dans la fourniture de moyens de transport pour les blessés, les prisonniers, la troupe même. En réalité c'est bien là une participation indirecte à la lutte, mais étant admise par la coutume et réalisée par la contrainte, leur propre pays ne saurait plus tard les poursuivre pour trahison. Les habitants peuvent aussi être employés pour des corvées à effectuer sur les voies de communication. A cette occasion l'ennemi ne doit pas les obliger à se rendre en un lieu tel que leur existence y serait en péril. Théoriquement on doit éviter de les occuper à la réfection des voies stratégiques, mais pratiquement ce serait renoncer à utiliser cette main-d'œuvre, car toutes les artères de la zone d'opérations présentent un semblable caractère. L'ennemi y renoncera-t-il ? Il est permis d'en douter. Des abus paraissent difficilement évitables.

Si l'occupé se refuse à consentir à ces prestations, des sanctions seront possibles contre lui, mais elles ne sauraient être inspirées par la vengeance ou la cruauté. Elles demeureront toujours individuelles lorsqu'elles seront motivées par des infractions commises seulement par des isolés. L'article 50 du Règlement de la Haye prohibe la peine collective. Il est ainsi conçu : « Aucune « peine collective pécuniaire ou autre ne pourra être « édictée contre les populations à raison de faits indi- « viduels dont elles ne pourraient être considérées « comme solidairement responsables ». En 1914, des communes entières belges furent punies pour le fait d'un de leurs habitants, de même que des communes

dans les environs desquelles des attaques avaient eu lieu, ou encore celles les plus rapprochées de l'endroit où les faits répréhensibles s'étaient passés, qu'elles fussent ou non complices (1).

C) RESPECT DE LA PROPRIÉTÉ DE LA POPULATION CIVILE.

— Dans la zone d'opérations la portée pratique du principe du respect de la propriété privée se réduira à bien peu de chose. La place prise par les nécessités militaires est tellement grande qu'il n'en subsistera guère qu'une satisfaction de pure forme. Il convient cependant de distinguer les atteintes à la propriété qui sont légitimes de celles qui ne le sont pas et pour celles qui sont légitimes, il importe de fixer les limites des nécessités militaires, afin de se rendre compte où commencent les abus.

Examinons d'abord la catégorie des atteintes permises. Le seul passage des troupes cause des dégâts inévitables aux récoltes, mais si l'on conçoit que pour respecter celles-ci, l'ennemi ne veuille pas sacrifier un avantage militaire quelconque, on ne comprend pas qu'il les foule sans besoin, animé par la rage de détruire. Le stationnement apporte avec lui des maux beaucoup plus considérables. Tout d'abord le cantonnement, lequel constitue une grosse charge imposée à l'habitant. Il cause des dommages, mais la gêne qui en résulte tient surtout à la présence même de l'ennemi chez l'hôte. L'ennemi devra réprimer les écarts de conduite que le séjour en cantonnement peut entraîner de la part de la troupe et réduire les dégâts au minimum afin de rendre cette charge plus supportable. Le stationnement amène égale-

(1) FAUCHILLE. — *Traité de Droit international*, Tome II, 1921, p. 212.

ment l'organisation d'une ligne de défense avec le bouleversement du sol, la destruction d'immeubles, les abatis qu'elle nécessite. Comme en pareil cas il y a une question de sécurité qui intervient pour l'adversaire, on ne peut guère songer à restreindre les dommages que cette organisation entraîne ; le respect de la propriété privée disparaît alors devant les nécessités militaires. Tout au plus peut-on interdire l'accaparement d'un matériel de défense hors de proportion avec la quantité indispensable puisqu'il en résulterait un gaspillage inutile. Le stationnement, de même d'ailleurs que le simple passage, est accompagné aussi des réquisitions en nature et quelquefois même de contributions de guerre. Sans entrer dans le détail de ces deux institutions, qui pourraient à elles seules faire l'objet d'une étude spéciale, remarquons tout d'abord que l'une et l'autre sont permises par le Règlement de la Haye, bien qu'il soit difficile de justifier les contributions de guerre. Elles sont toutes deux astreintes à des formes qui doivent être scrupuleusement observées, sans quoi elles ne se distinguent plus du vol et du pillage. Elles ne doivent pas être imposées d'une manière abusive avec l'intention arrêtée de ruiner et d'affamer un pays. Les quelques habitants demeurés dans le voisinage de la ligne, qui, avec toutes les charges que nous avons déjà énumérées, supportent le bombardement effectué par l'armée de leur propre pays et éprouvent toutes sortes de difficultés pour exercer leur activité, ne sauraient être dépouillés, pour comble du malheur, du nécessaire pour leur pénible existence.

Il nous souvient d'avoir traversé, lors de la poursuite d'octobre-novembre 1918, la région de Guise-Lacapelle dans laquelle les Allemands n'avaient pas laissé aux

habitants d'autres têtes de bétail que quelques rares animaux de basse-cour qui avaient pu être dissimulés. Aucun moyen de transport, aucun harnais n'existait dans les fermes. Pour toutes provisions la population disposait seulement de quelques menus vivres et son ravitaillement, durant les premiers jours qui suivirent leur libération, fut particulièrement difficile. Nous ne contestons pas cependant qu'une armée en retraite puisse faire le vide derrière elle, mais dans la situation que nous venons de dépeindre, les Allemands savaient très bien que l'armée française ne comptait pas sur les ressources du pays pour se ravitailler. Les habitants nous ont du reste affirmé qu'ils étaient ainsi réduits à la portion congrue depuis bien longtemps avant notre arrivée et que les vivres provenant de la Commission neutre de ravitaillement étaient loin de leur être intégralement distribués. Si, en tout cas, l'ennemi fait le vide derrière lui, comme les Allemands l'ont fait au printemps de 1917 dans la Somme, il ne doit y procéder que d'une manière honnête et loyale. Il n'a pas le droit de ravager un pays pour des années et il doit se souvenir que la guerre n'est qu'un état temporaire, transitoire. Or, dans leur retraite de 1917 nos ennemis se sont conduits comme des barbares. M. Fauchille a noté quelques-uns de leurs actes dans une petite brochure déjà citée : *L'évacuation des Territoires occupés par l'Allemagne dans le nord de la France. — Février-Mars 1917* (1), qui montre bien qu'ils ont poursuivi une destruction devant produire ses effets durant de longues années. Le récit fait par cet auteur n'a rien d'exagéré. Nous nous souve-

(1) Pages 25 à 32.

nous, pour notre part, d'avoir vu en octobre 1918, aux environs de Pargny (Somme), dans les champs, des arbres fruitiers isolés qui avaient été sciés au pied par nos ennemis et pendant leur retraite de 1917. Où sont les nécessités militaires pour commettre de pareils actes de vandalisme ?

Il est un moyen de destruction dont on ne doit user qu'avec beaucoup de modération, c'est l'incendie. L'étendue des ravages qu'il cause dans une agglomération ne peut être limitée, ni localisée. Que l'on y recoure pour détruire une habitation isolée, un dépôt de vivres, de fourrage, de matériel, lorsque c'est absolument indispensable, soit ! mais on n'est jamais fondé à répandre intentionnellement le feu au hasard dans une localité, car les ravages causés seront hors de proportion avec le résultat qu'il est permis de rechercher. Nos ennemis ont usé du feu pendant la dernière guerre comme une arme d'un emploi courant et surtout pour impressionner l'adversaire. Etaler la barbarie pour inspirer la crainte ne cadre pas beaucoup avec l'honneur militaire. Ils y auraient eu recours d'une manière beaucoup moins fréquente si la guerre avait été faite sur leur sol.

Voyons maintenant quelles sont les atteintes à la propriété qui sont illégitimes, quelque modérées qu'elles soient. Dans cette catégorie nous rangeons le pillage et le vol. Dans le fond ces deux procédés ne diffèrent pas sensiblement, dans l'un et l'autre cas la propriété est confisquée, mais cependant le pillage est plus grave que le vol, car si le vol n'est qu'une appropriation individuelle, souvent clandestine de la chose d'autrui, le pillage comporte l'emploi de la violence, il est toléré par les supérieurs, voulu, organisé même quelquefois. Il

vide une habitation, une ville entière au besoin. C'est une forme de la confiscation plus barbare encore que le vol ordinaire.

Vattel admettait encore la légitimité du pillage au XVIII^e siècle. En fait, dans les guerres passées le butin a constitué souvent le but même de la lutte ou le moyen employé pour terroriser les habitants. Au XIV^e et au XV^e siècle, les « condottieri » se rendirent célèbres dans toute l'Italie par leurs actes de brigandage. Le pillage était méthodique, les brigands étaient disciplinés, la Romagne fut pillée au milieu du XIV^e par l'armée du « condottiere » Monreale d'Albano, laquelle était composée de quinze cents cavaliers et de deux mille fantassins. D'autres localités : Pise, Florence, Sienne payèrent de fortes sommes pour éviter le pillage par le même chef de bande (1). En 1526, l'armée du connétable de Bourbon procéda à un sac en règle de la ville de Rome, beaucoup d'œuvres d'art de la Renaissance furent détruites à cette occasion. Laurent reproduit le récit suivant de la destruction du Palatinat par les armées de Louis XIV : « Près de cinq cent mille personnes, hommes, femmes et enfants, reçurent l'ordre de quitter leurs maisons. La plupart périrent de faim et de froid. On détruisit les campagnes aussi bien que les villes, la plus riche contrée de l'Allemagne fut réduite en un désert. Les exécuteurs de cette œuvre infernale ne respectèrent même pas les hôpitaux où gisaient les mourants, ils ne respectèrent par les tombeaux (2) ». Cette attitude fut sévèrement jugée par les historiens français. Les premières dispositions prises

(1) Nys. — *Le droit de la guerre et les condottieri*, RDILC, 2^e série, Tome XIII, p. 215.

(2) LAURENT. — *Op. cit.*, Tome X, p. 413.

contre les pillards le furent en France en 1791 et en 1793. Cela n'empêcha pas Bonaparte de permettre un pillage et un massacre de trente heures à Jaffa. Pavie fut également pillée par ses ordres (1). De nos jours bien rares sont les auteurs qui admettent encore le pillage dans quelques cas particuliers.

Le pillage peut être envisagé à l'occasion de diverses situations au cours de la bataille. L'assaillant peut d'abord le promettre à ses troupes pour aviver leur ardeur, mais l'article 28 du Règlement de la Haye défend cette pratique à juste titre. L'ennemi peut songer à y procéder lorsqu'il exerce déjà son autorité sur le pays à piller, mais l'honneur et la justice ne sauraient s'accommoder de cette manière de faire la guerre. Ce serait un crime, qui, en France est très sévèrement réprimé par l'article 384 du Code pénal (vol à main armée en réunion de plusieurs personnes) et la loi martiale devrait en faire application au moins au chef qui serait capturé après avoir donné des ordres semblables. Le pillage n'est pas plus légitime lorsqu'il est exercé à titre de châtimement contre la population civile. Au demeurant, l'article 47 du Règlement de la Haye le prohibe d'une manière absolue. Il ne faut pas confondre le pillage avec la saisie des biens mobiliers nécessaires pour la conduite de la guerre. L'article 53 du même Règlement la prévoit pour certains biens d'Etat et même des particuliers, mais toutes ces saisies ne peuvent être effectuées que dans la limite de ce qui est utile et pas au delà. L'ennemi pourra légitimement s'approprier tout le bétail et toutes les denrées périssables qui auront été abandonnées par les habitants

(1) *Nouveau Larousse illustré*, Tome M à P, p. 891.

au moment de leur évacuation et même dans le cas où il n'aurait pas un besoin urgent de ces biens. S'il n'est guidé toutefois que par le seul désir d'en éviter la perte, les habitants demeurés sur place doivent pouvoir exercer un droit de priorité pour les acquérir dans la limite de leurs besoins.

Le vol commis clandestinement par des militaires isolés, sans que leurs chefs l'aient toléré, doit être énergiquement réprimé. Nous savons par expérience qu'une vigilance incessante doit être exercée pour l'empêcher. Le soldat, sauf une élite, est volontiers voleur et il faut reconnaître que les circonstances dans lesquelles se fait la guerre ne se prêtent pas au développement des scrupules de l'honnêteté. Dans la zone d'opérations proprement dite de nombreuses maisons sont éventrées, abandonnées, les choses susceptibles d'être volées sont à la portée de la main, la plupart d'entre elles sont vouées à une destruction probable. Pour tous ceux qui n'ont pas la conscience bien trempée, la tentation peut être grande dans certains cas. Il faut tenir compte aussi que de nombreux soldats sont parfois originaires de régions elles-mêmes dévastées par l'ennemi et qu'il devient alors difficile de refréner l'instinct qui pousse ceux-là à poursuivre un dédommagement individuel sur la partie du territoire étranger qu'ils occupent. Ajoutons même que cette tendance au vol existe lorsque le soldat se bat sur son propre territoire. Seule une rigoureuse discipline peut l'empêcher de se manifester. L'inexistence d'une semblable discipline dans la levée en masse nous a fait juger cette dernière avec assez de défaveur. L'article 248 du Code de justice militaire français prévoit la réclusion pour le militaire qui commet un vol au préjudice de

l'habitant chez lequel il est logé, les peines prévues dans le Code pénal sont attachées aux vols commis au préjudice des habitants dans les autres cas. Au sujet de la conduite à tenir en pays ennemi le règlement militaire français intitulé : *Instruction provisoire sur le service en campagne*, du 10 mai 1924, contient les dispositions suivantes qui s'appliquent aussi au vol, bien que le pillage soit seul visé : « Toute tentative de pillage, « toute destruction inutile doit être immédiatement l'objet de sanctions sévères comme si ces sévices étaient « commis en territoire national ou ami (1) ».

Pendant la dernière guerre les Allemands ont procédé à de véritables razzias. De nombreux coffres-forts furent vidés, des wagons de mobilier furent dirigés sur leur territoire national, des objets d'art furent enlevés, même les églises et les établissements de la Croix-Rouge ne furent pas respectés. Au cours de la séance du Sénat du 22 octobre 1918 le sénateur Hayez déclara que dans une maison à Douai on avait trouvé une affiche de la Kommandantur où on lisait : « Ne pillez pas individuellement, nous organisons l'enlèvement avant le départ (2) ». En Belgique, dans le nord de la France et en Roumanie occupée, de nombreuses machines et pièces détachées furent enlevées dans les usines pour être dirigées sur l'Allemagne. C'est la preuve la plus irréfutable que nos ennemis poursuivaient une guerre économique par la violence avec la ferme intention de nous ruiner à tout jamais.

(1) Page 171.

(2) *Journal officiel*. — Débats parlementaires, n° du 23 octobre 1918.

LIVRE III

Sanctions des règles adoptées pour la prohibition des moyens barbares

CHAPITRE PREMIER

Sanctions pénales individuelles contre les auteurs de violations.

Sanction pécuniaire contre les Etats.

Les lois internationales sont obligatoires au même titre que les lois nationales, elles doivent être strictement observées et un Etat quelconque n'est pas fondé à les violer dans son propre intérêt. Mais à la différence des lois nationales l'exécution forcée ne peut être assurée d'une manière aussi efficace. Cependant des sanctions existent, le juge aussi, mais sauf dans quelques cas, l'exécution de sa sentence ne pourra être poursuivie parce qu'on n'aura pas pu s'emparer de la personne du ou des coupables.

C'est là le côté faible des conventions internationales, l'observation des règles qu'elles contiennent ne repose encore, en fait, que sur la bonne foi des contractants. Les Etats de mauvaise foi souscriront à tous les engagements

qu'on voudra, persuadés qu'ils pourront s'en délier dès que leur intérêt le leur commandera et sans craindre de supporter les conséquences de la violation des règles édictées. On est alors fondé à se demander si l'on ne fait pas une œuvre vaine en élaborant la réglementation internationale de la lutte armée entre les peuples. Nous sommes persuadés du contraire, parce que, malgré leur insuffisance, les sanctions ne sont pas inexistantes.

On peut les classer sous trois rubriques : les sanctions pénales individuelles contre les auteurs d'infractions aux lois de la guerre, les sanctions contre les Etats dont les combattants les ont délibérément violées et qui font l'objet de stipulations dans les traités de paix, enfin les mesures collectives prises contre l'ennemi au cours même des hostilités pour le contraindre au respect de ces lois.

Les sanctions pénales individuelles consistent dans l'application de la loi martiale aux combattants ennemis capturés et convaincus de violations caractérisées. Le Code de justice militaire français pour l'armée de terre permet le jugement des prisonniers de guerre. Les articles 17 et 36 consacrent la compétence des Conseils de guerre à ce point de vue particulier et réglementent la composition de ces tribunaux. Son article 249 énumère un certain nombre de délits dont les prisonniers peuvent répondre, même lorsqu'ils les ont commis antérieurement à leur capture, mais la nomenclature de ces crimes est très restreinte et ne comprend que les graves infractions aux Conventions de Genève (cruautés et violences sur les blessés, vols des objets ou valeurs qui sont sur les morts). C'était pour atteindre un plus grand nombre de crimes que M. Engerrand, député, a déposé, en 1915, une proposition de loi tendant à élargir la compétence

des Conseils de guerre de manière à leur permettre de connaître de toutes les infractions visées par les Conventions de la Haye. Il n'a pas été donné suite à cette proposition ; son adoption constituerait cependant un progrès appréciable en matière de sanctions contre les violations. Personne n'est à l'abri de la capture et la crainte de l'application de la loi martiale pourrait constituer un frein efficace contre les cruautés ou atrocités.

Les articles 227 et 228 du Traité de Versailles ont ouvert d'autres perspectives, qui, si elles sont demeurées sans résultat jusqu'à ce jour, n'offrent pas moins le plus vif intérêt. Ces articles ont prévu le jugement de l'ex-kaiser et des autorités secondaires ayant violé les lois de la guerre, ils ont organisé sommairement la procédure à suivre. Le refus d'extradition de l'Empereur par la Hollande, le refus de livraison par l'Allemagne des autres coupables, le manque d'énergie de la part de certains de nos alliés ont eu malheureusement pour conséquence de laisser ces textes devenir lettre morte. Le résultat le plus important à rechercher était le jugement de l'ex-kaiser, car, lui échappant, il devenait assez difficile de poursuivre ses anciens sous-ordres ; en faveur de ces derniers il pouvait être invoqué une excuse absolutoire au moins partielle, du fait qu'ils avaient agi par ordre. Dans sa deuxième séance plénière, le 25 janvier 1919, la Conférence de la Paix décida de nommer une commission chargée de l'étude des responsabilités de la guerre. Celle-ci fonctionna sous la présidence de M. Robert Lansing, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, et elle se préoccupa d'établir deux grandes catégories de responsabilités : d'abord la responsabilité des auteurs de la guerre, ensuite la responsabilité pour violation des lois et des coutumes de

la guerre. La plupart des objections pour aboutir à un résultat pratique vinrent du côté américain. Le président Wilson était secrètement opposé aux sanctions à prendre contre le kaiser. Il avait considéré la lutte mondiale comme une sorte de duel entre deux champions à l'issue duquel, en gentleman, le vainqueur devait laisser relever et disparaître le vaincu. D'autre part, sa grande idée était la Société des Nations ; au seuil de cette institution il ne devait y avoir dans son esprit que des pensées d'amour et de réconciliation. La Société devait être une sorte de temple et aucune tache de sang ne devait en souiller les marches. M. Lansing n'était pas plus favorable aux sanctions ; en homme de loi anglo-saxon qu'il était, il avait tendance à ramener toutes les questions de droit à des questions de jurisprudence et dès le début des travaux de la Commission qu'il présidait, il se trouva fort hésitant et embarrassé parce qu'il ne trouvait pas de précédent dans la matière. Le peuple américain lui-même était très indifférent pour l'adoption de sanctions. Il était loin du théâtre des hostilités, il n'était pas directement menacé ; selon lui, il fallait attribuer les crimes de guerre à la guerre elle-même prise *in abstracto* plutôt qu'à une catégorie spéciale de belligérants.

Il ne fallait pas attendre évidemment de résultats pratiques à propos de la responsabilité des gouvernants des Empires centraux, en tant qu'auteurs de la guerre, par suite de la difficulté actuelle de faire la discrimination entre les guerres justes et les guerres injustes, mais la question des violations des lois ou de coutumes de la guerre présentait par contre le plus grand intérêt pratique. Pourtant, même à ce point de vue, de nombreuses objections furent faites contre les sanctions. La délégation

tion américaine fit d'abord remarquer que, selon elle, il aurait fallu une qualification préalable des crimes avec l'indication des peines attachées à chacun d'eux, étant donné qu'aucune loi pénale ne peut avoir d'effet rétroactif. Or, rien de semblable n'existait d'après elle. Cependant nombre de crimes reprochés aux autorités militaires allemandes pouvaient être considérés comme des crimes de droit commun (violences attentatoires à la liberté, à la propriété, à la personne, à la vie de l'occupé) et réprimés comme tels. D'autre part la Convention de la Haye de 1899 avait formulé un certain nombre d'interdictions qui équivalaient bien à des qualifications de crimes à la charge de ceux qui enfreindraient ces prescriptions. Les contrevenants ne pouvaient pas arguer « qu'ils ne savaient pas que c'était défendu ». L'objection la plus grave était celle concernant les crimes commis en haute mer pour lesquels il devenait difficile de désigner le tribunal compétent, la mer, au large, étant soustraite à toute souveraineté. La difficulté n'était pourtant pas insoluble, la loi du pavillon aurait pu s'appliquer comme à l'occasion de tout crime commis à bord. Malgré les objections américaines et japonaises (1) la Commission conclut à la responsabilité de tous les criminels de guerre, à la nécessité du jugement par un tribunal interallié de tous les crimes commis sur l'ensemble des fronts, et cela sans qu'on

(1) Les délégués japonais protestaient contre le jugement de l'ex-kaïser pour une raison tout à fait particulière. La conception du souverain au Japon a un caractère religieux autant que politique. Le Mikado est le père du peuple, il est sacré. Appliquer à un Chef d'Etat un procédé qui pourrait peut-être un jour se retourner contre leur Empereur, apparaissait à la délégation japonaise comme une profanation.

eût à tenir compte de la qualité et de la dignité de la personne incriminée, si haut placée qu'elle fût. Saisi de ses conclusions le Conseil suprême en prit le contre-pied. Il décida que l'ex-kaïser ne serait pas poursuivi pour crime de guerre devant le Haut Tribunal proposé par la Commission, mais qu'il le serait devant un tribunal spécial pour « offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités » (art. 227 du Traité de Versailles). La poursuite perdait ainsi son caractère pénal pour acquérir un caractère politique. Le crime reproché devenait une simple atteinte à la morale en général et, dans ces conditions, la Hollande était parfaitement fondée à refuser son concours et à ne pas consentir à l'extradition. La poursuite fut abandonnée et la déception fut grande chez les peuples qui, sur la foi des gouvernants, avaient cru à la punition des coupables. C'était un coup mortel porté au traité, lequel devenait ainsi un nouveau « chiffon de papier ».

Les sanctions contre les Etats existent également, leur principe a été admis lors de la Conférence de la Haye de 1907 et il le sera probablement aussi à propos de la réglementation de la guerre aérienne. L'article III de la IV^e Convention de la Haye stipule : « La partie belligérante qui violera les dispositions annexées à la présente Convention sera tenue à indemnité, s'il y a lieu. Elle sera responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de sa force armée ». L'article XXIV du Projet de la Commission de juristes de la Haye, relatif à la guerre aérienne, consacre de même le principe de l'indemnité et contient une disposition semblable à la précédente dans son cinquième alinéa. Il est curieux de constater que la disposition contenue dans l'article III

de la IV^e Convention a été proposée par la délégation allemande elle-même à la II^e Conférence de la Paix. Le Traité de Versailles n'a pas fait l'application de ce principe, elle aurait été d'ailleurs sans portée pratique, car l'insuffisance des ressources de l'Allemagne a déjà justifié dans les articles 232 et suivants le non-paiement des frais de guerre aux Alliés sauf ceux de la Belgique. Le principe de l'indemnité pécuniaire pour violations doit être néanmoins intégralement maintenu. Cette sanction peut suffire lorsqu'il s'agit d'infractions accidentelles aux lois et coutumes de la guerre, mais il est bien évident qu'elle serait manifestement insuffisante en présence d'un Etat qui délibérément, systématiquement, se proposerait de vaincre en transgressant toute loi. En cas de succès, s'il était mis dans l'obligation de réparer, il ne manquerait pas de compenser l'indemnité due de ce chef par un tribut de guerre imposé au vaincu et il serait alors particulièrement scandaleux de voir rendre ainsi un hommage de pure forme au Droit international par le paiement aux victimes, d'indemnités qui leur seraient reprises sous forme d'indemnités de guerre. Cette sanction ne peut être considérée que comme *complémentaire*, comme une sorte d'amende réparatrice. La sanction *principale* ne peut être que pénale et dirigée contre les auteurs mêmes des violations (1).

(1) H. LALOUEL. — *Les responsabilités pour crimes de guerre*, 1923. De cette étude, non publiée, que l'auteur a bien voulu nous communiquer, nous avons également extrait la plupart des renseignements concernant l'élaboration des articles 227 et 228 du Traité de Versailles qui ont fait l'objet des développements de la plus grande partie du présent chapitre.

CHAPITRE II

Les représailles.

I. — DÉFINITION ET CARACTÈRES DISTINCTIFS DES REPRÉSAILLES EN TEMPS DE GUERRE. — « Les représailles sont des actes, non pas contraires au droit, mais indépendants de ceux justifiés par l'état de guerre normal et qui, à la suite d'une violation des lois de la guerre par l'Etat ennemi, frappent cet Etat ou ses nationaux dans leur personne ou leurs biens, en vue de le contraindre au respect des lois de la guerre et d'en assurer l'observation dans l'avenir (1).

Elles consistent en un acte légitimement accompli en réponse à une violation antérieure du droit. Elles se distinguent en cela des mesures licites en elles-mêmes que les Etats sont en droit de prendre en dehors de toute provocation ou des mesures prises en réponse à un acte antérieur rigoureux mais conforme au droit. Dans ce dernier cas la riposte est une mesure de rétorsion et non un acte de représailles.

Elles constituent un moyen préventif pour faire cesser dans l'avenir certains abus dont on ne peut atteindre les auteurs directs. Elles diffèrent de la loi martiale qui est un moyen répressif frappant l'auteur même d'un acte déjà commis. Elles ne pourraient se confondre avec la

(1) LE FUR. — *Des représailles en temps de guerre*, 1919, p. 19.

loi martiale que lorsque, par application de celle-ci, des peines collectives sont abusivement infligées aux habitants de toute une localité, car alors l'ennemi frappe des personnes autres que les coupables et à titre également préventif.

Les représailles ne sauraient être confondues avec la réparation des dommages causés car cette réparation ne s'exerce en principe qu'après la cessation de l'état de guerre ; exceptionnellement les réparations peuvent être effectuées avant la paix lorsque l'occupé devient à son tour occupant avant la fin des hostilités.

II. — HISTORIQUE. — La conception des représailles en temps de guerre entre Etats est toute récente. Elle ne pouvait apparaître que lorsqu'il a été admis que la guerre ne suspendait pas l'application de tout droit, c'est-à-dire à partir du XIX^e siècle. Son développement s'est effectué parallèlement à celui du droit de la guerre qu'elle était destinée à sauvegarder. Comme les représailles constituent une pratique difficile à réglementer et délicate à employer, en raison de nouvelles cruautés qu'elles peuvent parfois provoquer, la Conférence de Bruxelles pas plus que les deux Conférences de la Haye n'ont songé à aborder ce sujet. Elles sont cependant admises par la coutume et fréquemment exercées.

III. — FONDEMENT JURIDIQUE DES REPRÉSAILLES. — M. Le Fur (1), dont nous nous inspirons ici, distingue deux situations différentes. Dans la première il s'agit de prévenir le retour de violations commises contre les règles de la guerre qui ont fait l'objet de conventions

(1) LE FUR. — *Op. cit.*, p. 20 et suivantes.

internationales. Les représailles deviennent alors l'application pure et simple de la théorie de la résolution des conventions pour inexécution par l'une des parties. La condition résolutoire en cas d'inexécution est sous-entendue dans toute convention (article 1184 du Code civil français, article 325 du Code civil allemand). La violation du traité par l'un des contractants permet à l'autre de se considérer comme dégagé de ses obligations. Cet argument permet de légitimer les représailles dans nombre de cas puisque le champ des conventions internationales s'est considérablement étendu depuis la fin du dernier siècle. Malgré la solidité de ce fondement des représailles il y a de graves inconvénients à l'invoquer pour les justifier. Par suite de la seule violation des dispositions contenues dans un seul article toute la convention tombe. M. Pillet, envisageant cet état de choses, a conclu au rejet du système des conventions pour ne laisser subsister que celui des usages de la guerre (1). Il existe un système intermédiaire qui peut permettre d'éviter d'adopter une solution aussi radicale, c'est celui des conventions fragmentaires traitant chacune séparément des règles se rapportant au même objet (prisonniers, blessés, bombardement, etc). Ce système qui existe d'ailleurs pour certaines déclarations spéciales aurait l'avantage d'assurer le maintien des conventions loyalement observées pour ne résoudre que celles qui auraient été l'objet de violations, il permettrait également d'éviter des représailles nullement en rapport avec les atteintes qui les auraient motivées. Il aurait par contre

(1) PILLET. — *La guerre actuelle et le droit des gens*, R D I P, Tome XXIII, p. 5.

des inconvénients et en particulier celui de ne pas réunir toujours l'unanimité des ratifications pour toutes les conventions distinctes, ce qui créerait des difficultés d'application lorsque la guerre serait faite entre un grand nombre de belligérants. Néanmoins il nous semble de beaucoup préférable à celui de l'absence de toute convention.

M. Le Fur examine en second lieu le fondement juridique des représailles applicables aux obligations coutumières et il donne trois arguments différents pour les légitimer dans ce cas. D'abord la même idée de consentement tacite qu'en matière d'inexécution de convention ; les Etats qui se soumettent à la coutume internationale le font parce qu'ils comptent que les Etats avec lesquels ils entreront en rapport en feront autant ; si ces derniers y renoncent les premiers seront en droit d'en faire de même. Ensuite le droit de justice « privée » qui n'existe plus entre individus, mais existe entre Etats. Si la voie amiable ne suffit pas pour amener une solution, le recours à la force est permis et il est même quelquefois un devoir pour les Etats, à la double condition d'éviter les abus et de mettre toujours la force au service du droit. Enfin les représailles peuvent se fonder sur le principe de la légitime défense, le droit qui en découle appartient aux Etats puisqu'il est reconnu aux individus eux-mêmes dans certains cas (1). Les représailles supposent comme la légitime défense une agression injuste,

(1) *L'institution* de la légitime défense ne pourrait pas être transportée telle qu'elle du droit pénal ordinaire dans le droit international public parce que les individus ne peuvent l'utiliser que dans des conditions techniques précises et très particulières, mais *l'idée* qu'elle renferme peut néanmoins être étendue aux relations entre Etats.

l'impossibilité d'y parer autrement et une proportion gardée entre l'agression et la riposte.

Les auteurs allemands fondent les représailles sur de tout autres principes. Ils les font tantôt reposer sur le droit de conservation de l'Etat, tantôt sur l'idée de nécessité ou encore sur la raison de guerre qui passe avant les lois de la guerre. Ils aboutissent tous à la possibilité des représailles par le seul fait qu'elles sont utiles à l'armée. Le seul frein est la crainte des représailles adverses. Cette doctrine aboutit à la négation du droit pour ne voir que la force, seule puissance souveraine.

IV. — CONDITIONS ET LIMITES DE L'EXERCICE DES REPRÉ-
SAILLES. — La première question qui se pose est celle de l'ouverture du droit à représailles. Elle est capitale parce que le recours à ces mesures constitue un acte grave qui peut faire commencer une ère d'atrocités inouïes. On ne peut les exercer qu'après des atteintes aux lois ou aux coutumes de la guerre constatées d'une manière absolument certaine. La plupart des violations seront néanmoins faciles à établir. Seules celles qui sont dues au bombardement pourront soulever quelques difficultés pour leur constat. Dès que la population sera touchée elle réclamera des représailles immédiates. Il faudra souvent la calmer avant d'y recourir. Nous savons que la précision du tir aérien ou du tir de terre ne permet pas de diriger d'une façon absolument sûre les projectiles sur le but visé. Quelques bombes ou quelques obus égarés, tombés même assez loin d'un objectif strictement militaire, ne peuvent pas légitimer d'emblée des représailles. L'adoption d'une aire de vulnérabilité autour des objectifs situés à l'intérieur du pays permettrait de supprimer

toutes les hésitations ; l'ouverture du droit serait automatiquement déterminée par la chute de projectiles à l'intérieur de l'aire (1). Dans l'état actuel de la réglementation internationale, seules les autorités militaires sont qualifiées pour apprécier si l'adversaire a visé des objectifs non militaires, ou bien s'il n'a pas pris les précautions élémentaires pour les éviter, bien qu'il ne les ait pas visés. Dans ces deux cas seulement il y a ouverture du droit à représailles.

Il va de soi que le motif invoqué pour les exercer ne saurait être tiré de faits relatifs à une guerre antérieure ; par suite du traité de paix qui l'a terminée, les belligérants sont forclos pour toutes les réclamations ultérieures qu'ils pourraient adresser et qui auraient trait à la conduite de leurs adversaires au cours de cette précédente lutte.

Au cours de la même guerre, le même motif ne doit pas être invoqué plusieurs fois sans quoi les représailles dégénèrent en abus. Il appartient à celui qui les exerce de les choisir de telle manière qu'il épuise son droit le plus rapidement possible afin de hâter le retour des relations normales. Des motifs semblables peuvent cependant les justifier à plusieurs reprises dans le cas où l'ennemi s'obstine dans la répétition de faits répré-

(1) Cette mesure aurait également l'avantage d'inciter les bombardiers aériens à ne pas lâcher leur chargement de projectiles au hasard et à prendre toutes les précautions voulues pour que leur tir soit aussi précis que possible. Cette tendance à lancer les projectiles au hasard doit être vivement combattue, parce qu'elle est courante au retour de l'exécution des missions. Avant l'atterrissage les appareils doivent se décharger de tous leurs projectiles non utilisés sans quoi ils courent les plus grands risques pour effectuer cette opération qui est toujours périlleuse.

hensibles et arrive à en faire une pratique courante, habituelle. Des représailles du même ordre peuvent être alors légitimement exercées contre lui jusqu'à la disparition de cette pratique illicite, mais on ne doit persévérer dans leur exercice que si l'on est à peu près certain d'amener l'adversaire à respecter à l'avenir les lois et les coutumes de la guerre. Si elles doivent demeurer inefficaces il vaut mieux renoncer à y avoir recours. Celles qui sont insignifiantes, celles qui, par excès d'indulgence, ne sont pas en rapport avec les dommages causés ne sont qu'un coup d'épée dans l'eau. Elles sont même dangereuses, car un adversaire de mauvaise foi peut s'en servir comme nouveau prétexte pour en causer de plus graves.

Dans leur exécution les représailles sont soumises à des conditions de forme et de fond. La coutume veut qu'elles soient précédées d'une dénonciation préalable du fait incriminé, cette dénonciation constitue en même temps une mise en demeure de réparer. Il est possible en effet que l'acte incriminé soit involontaire, qu'il n'ait pas été ordonné par le supérieur et qu'une réparation soit offerte. Dans ce cas on ne doit pas user des représailles, l'emploi de la force n'est légitime qu'en cas d'insuccès de tout moyen pacifique. Comme il importe cependant de faire cesser le plus tôt possible les violations commises par l'adversaire, le délai qui lui est imparti pour les désavouer et réparer les dommages qui en résultent, ne peut qu'être de courte durée. Laisser tergiverser trop longtemps l'ennemi ce serait être dupe de sa mauvaise foi. Nous irons même plus loin, nous sommes d'avis de supprimer toute dénonciation préalable (1) pour recourir

(1) Voir note 1 de la page 180.

à des représailles lorsqu'elles sont motivées par des violations qui sont presque habituelles de la part de l'ennemi, qui sont commises simultanément sur plusieurs points du front, ou bien encore lorsque l'adversaire s'est refusé à les désavouer à l'occasion de représentations antérieures, c'est-à-dire toutes les fois qu'il est nettement établi qu'elles sont commises volontairement et ordonnées par le commandement adverse. Si au cours de la guerre de 1914-1918, nous nous étions astreints à une dénonciation préalable avant d'exercer des représailles et à la suite de nombreux bombardements illicites, de l'usage des liquides enflammés, c'eût été de la naïveté de notre part. Les Allemands eux-mêmes n'auraient pas compris une semblable attitude, ils l'auraient prise pour de la crainte ou de la faiblesse.

La coutume exige, en outre, comme deuxième condition de forme que les représailles ne soient ordonnées que par un chef responsable. Pour éviter tout abus, il est désirable qu'elles soient prescrites au moins par un officier général ou un officier qui en exerce les fonctions. En fait seul un officier de ce rang représente vraiment l'Etat qui est ici en cause. Il dispose d'une abondante documentation et des directives du haut commandement qui permettent d'exercer les représailles conformément à un plan d'ensemble établi pour toute l'armée. Il domine suffisamment le combat, il possède la tranquillité d'esprit nécessaire pour ne prendre sa décision qu'après mûre réflexion. Laisser toute initiative aux subordonnés à ce sujet, c'est courir le risque de voir s'envenimer la lutte sans aucun frein possible. On peut concevoir cependant qu'exceptionnellement un officier chef d'un détachement complètement isolé puisse les

ordonner, sauf à en rendre compte dès que possible à ses supérieurs, mais sous la réserve qu'elles ne soient motivées que par des faits se rattachant à la situation actuelle de son détachement.

Il existe également une troisième condition de forme qui consiste à prévenir (1) l'adversaire, non pas avant qu'on les exerce, à moins que l'on suppose que de simples menaces suffiront, mais pendant qu'il les subit. Si l'ennemi ne sait pas qu'il est l'objet de représailles pendant qu'il en supporte les dommages, on court le risque d'en motiver de nouvelles de sa part. Du 1^{er} janvier 1916 au 1^{er} novembre 1917, la situation dans laquelle se trouvait notre matériel d'aviation a permis le bombardement par représailles de plusieurs villes allemandes, afin d'arrêter le tir des appareils aériens ennemis sur les localités de notre arrière-front. Trèves a reçu quatre tonnes et demie de projectiles, Ludwigshafen, Fribourg et Stuttgart chacune une tonne et demie environ, Essen trois cents kilos. Une bombe de cent kilos a pu même être lâchée sur Munich. Au cours de chacun de ces bombardements nos aviateurs jetaient des tracts portant, en allemand, la mention : « Als vergeltung der Beschiessung mit Bomben der Stadt.... vom.... (2) ». (En représailles du bombardement de la ville de

(1) Ne pas confondre cet avis avec la dénonciation préalable lorsqu'on a recours à cette dernière. La dénonciation est suivie d'un certain délai avant de procéder à l'exécution des représailles, tandis que l'avis dont il est question ici est celui qui accompagne l'exécution. Dans le cas d'une dénonciation préalable il y aura donc un double avertissement lorsque les représentations échoueront. S'il n'y a pas de dénonciation préalable seul le présent avis subsistera.

(2) Renseignement pris dans le cours d'aéronautique professé par le commandant Ortlieb à l'Ecole supérieure de guerre en 1920-1921.

le). Même lorsqu'il s'agit de représailles exercées au moyen d'un bombardement par l'artillerie de terre, il est toujours possible à un avion de survoler la zone adverse pour jeter de semblables tracts pendant le tir.

Les représailles sont soumises à des conditions de fond qui sont au nombre d'au moins deux. Elles doivent d'abord, en principe, ne frapper l'adversaire que dans le domaine où celui-ci s'est rendu coupable de violations. On doit s'efforcer de retourner contre lui les procédés illicites qu'il emploie, c'est le meilleur moyen d'arrêter ces abus en les lui rendant sensibles. On conçoit assez mal, par exemple, des représailles exercées sur des prisonniers pour faire cesser des bombardements sur des objectifs non militaires. Le défaut de correspondance entre le remède et la violation ne peut que nuire à l'efficacité des représailles. Ce principe ne saurait cependant être appliqué d'une manière absolue, soit parce qu'il est vraiment trop cruel de retourner à l'ennemi ses procédés illicites, soit parce qu'on n'en a pas la possibilité. A ce dernier point de vue l'occupant, qui peut atteindre très facilement le territoire de son adversaire, est privilégié par rapport à l'occupé.

Elles doivent être très promptement exécutées après qu'elles ont été décidées. L'ennemi doit savoir qu'après l'échec des représentations aucun délai de grâce ne lui sera accordé. Si l'on juge inopportune la dénonciation du fait incriminé, pour les raisons que nous avons précédemment indiquées, les représailles doivent suivre la violation d'aussi près que possible. L'hésitation est toujours nuisible en pareil cas, elle ne peut qu'encourager l'adversaire à persister dans son attitude déloyale. Le commandement ne doit pas se laisser prendre au

dépourvu par les représailles, il doit autant que possible les prévoir, les préparer, car leur efficacité dépend pour une large part de leur promptitude.

Il existe diverses sortes de limites qu'elles ne doivent pas dépasser. Une certaine proportion doit être gardée entre le dommage qu'elles causent et le préjudice subi par suite de la violation qui les motive. Ecraser une grande ville ennemie pour une bombe lâchée sur un de nos villages qui n'abritait aucune troupe, modifier le régime de la totalité des prisonniers pour faire cesser le traitement irrégulier subi par quelques-uns seulement des nôtres, constituent des représailles à proscrire. La légitime défense sur laquelle on peut les fonder ne justifie que les actes commandés par la nécessité même de la défense.

Les représailles doivent enfin respecter les règles de l'humanité, bien que, sur le lieu et pendant toute la durée de leur exercice, quelques lois de la guerre demeurent délibérément inappliquées. Quoiqu'elles constituent un mal pour faire disparaître un autre mal, ce remède ne saurait faire fi de la personne humaine. Le sujet ennemi demeure toujours un homme, et comme tel, il ne doit pas être confondu avec un animal. Les cruautés inutiles de même que la destruction des œuvres d'art devraient être bannies des représailles. D'un autre côté, on ne saurait non plus rester impuissant devant un adversaire qui néglige l'observation de ces principes admis par la plus élémentaire civilisation. Il y a là un grave conflit entre l'idée de justice, appelant une répression exemplaire, et l'idée d'humanité, qui pose des problèmes bien difficiles à résoudre dans la pratique. Quand un Etat est placé dans l'alternative de sacrifier son existence ou de violer

les règles de l'humanité, il ne doit pas hésiter à user de procédés barbares contre son adversaire, mais, empressons-nous d'ajouter, seulement lorsque c'est absolument nécessaire et dans la limite de la durée de cette nécessité.

V. — CAS PARTICULIERS D'EXERCICE DES REPRÉSAILLES POUR RÉPRIMER L'EMPLOI DES MOYENS BARBARES. — Il y a un réel intérêt à examiner les divers cas dans lesquels les représailles peuvent être efficaces, parce que cela permet de déterminer d'une manière aussi précise que possible l'emploi qui peut en être fait.

Lorsque l'ennemi oppose aux troupes de son adversaire des barbares armés se battant d'après leurs propres coutumes, il ne saurait être question d'exercer à proprement parler des représailles, parce que ce n'est souvent pas possible et ce ne serait d'ailleurs pas avantageux pour celui qui y aurait recours. On peut cependant retourner un semblable procédé contre l'ennemi dans une guerre coloniale et on est en droit de le faire, si celui-ci y oblige. Dans une guerre métropolitaine entre peuples civilisés on n'ira pas chercher des sauvages pour lui répondre, mais on se gardera bien de traiter ceux qu'il nous oppose d'après les lois de la guerre, si de semblables troupes ne s'y conforment pas elles-mêmes.

Pour ce qui concerne les armes et les engins prohibés, on peut employer contre l'ennemi, à titre de représailles, tous ceux dont il fait usage contrairement aux conventions internationales, mais en fait, l'emploi de quelques-uns seulement d'entre eux peut être efficace à ce point de vue. On l'imitera dans l'emploi des gaz de com-

bat pour l'empêcher d'en répandre à l'aide d'appareils aériens, on fera usage de liquides enflammés pour l'obliger à abandonner ce procédé barbare, on répondra au tir imprécis des canons à très longue portée à l'aide du bombardement aérien pour l'empêcher de se servir d'un semblable matériel d'artillerie, mais c'est à peu près tout. On ne le suivra pas dans l'empoisonnement des puits ou des sources, dans l'emploi de balles qui explosent ou s'aplatissent dans le corps de la victime, ni dans la diffusion des maladies contagieuses. Le résultat à escompter est trop maigre, dans ces diverses occasions, pour qu'il vaille la peine de se départir des règles morales s'imposant à l'humanité.

Au bombardement d'objectifs non militaires par l'artillerie de terre ou à l'aide d'appareils aériens on répondra par les mêmes procédés. Les non-participants ennemis en souffriront, ce sera très regrettable, mais on ne pourra pas remédier au mal autrement. Il ne faut pas oublier d'ailleurs qu'en exerçant des représailles, on met délibérément de côté les lois de la guerre sur le lieu et pendant le temps où elles s'exercent. Elles auront dans ce cas particulier le double avantage d'être efficaces et de répondre du tac au tac aux pratiques abusives de l'ennemi. Elles seront justifiées parce qu'elles seront de nature à ramener l'ennemi à l'observation de la loi, et, lorsqu'elles étaient dirigées contre les Allemands, elles constituaient le seul moyen de parvenir à ce résultat. Les représailles exercées par l'artillerie de terre ne seront exécutables que lorsqu'il sera possible d'envoyer des projectiles sur le territoire ennemi, ce qui ne sera pas toujours le cas. Nous avons été très désavantagés à ce point de vue pendant la guerre de 1914-1918, parce qu'il

n'y avait que sur le front des Vosges où c'était possible, et encore convenait-il d'user des ménagements indispensables à l'égard de la population alsacienne. Il convient d'ajouter que dans cette voie on ne peut pas suivre partout l'adversaire. On ne doit pas répondre au bombardement des hôpitaux ou des ambulances, la violation des lois de l'humanité qui en résulterait serait trop grave pour permettre d'agir de la sorte. On ne doit pas répondre davantage au bombardement des monuments historiques ; en détruire d'autres, cela ne rend pas les nôtres et cela ne fait qu'augmenter le préjudice causé à l'humanité entière.

Que décider au sujet des prisonniers ? Nous ne sommes pas d'avis de répondre au refus de quartier par une mesure analogue. De telles représailles ne seraient pas opportunes car elles se retourneraient contre celui qui les emploierait. Nous avons déjà vu à propos des prisonniers de guerre que leur faire escompter la mort certaine après la capture équivaldrait à les pousser à l'exaspération dans la défense. L'intérêt s'allie ici avec le devoir d'humanité.

Par contre, si l'ennemi emploie ses prisonniers dans la zone d'opérations même, comme l'ont fait les Allemands en 1914-1918, on ne voit pas de prime abord pourquoi son adversaire n'userait pas du même procédé à son égard afin d'amener la disparition de cette pratique. Toutefois une question d'opportunité intervient encore à ce propos. Si l'un des belligérants a moins de prisonniers que son ennemi, ou si la trahison est à craindre de la part de ces captifs, il fera bien de s'abstenir de retourner cette mesure contre l'autre. Le gouvernement français a suivi cette dernière ligne de

conduite au cours de la dernière guerre et afin de ne pas donner de prétexte à l'Allemagne pour commettre de nouveaux abus.

Les prisonniers pourront être poursuivis par application de la loi martiale (1). C'est un point important, parce qu'en prévision de leur capture ils seront enclins à combattre avec honneur et loyauté et cela permettra de restreindre les représailles. Mais il paraît normal de les obliger à répondre également de leur conduite lorsque celle-ci, bien que ne tombant pas sous le coup de la loi martiale, n'en est pas moins répréhensible. On conçoit parfaitement que leur traitement après la capture, lequel est soigneusement réglementé par le Règlement de la Haye, soit aggravé lorsqu'ils l'ont mérité. A la date du 9 mars 1915, l'Amirauté britannique déclara que les officiers et marins sauvés du sous-marin allemand U-8, qui avait torpillé de nombreux navires transportant des non-combattants, des neutres et des femmes, devaient être l'objet de restrictions spéciales et ne sauraient se voir accorder les distinctions dues à leur rang et l'autorisation de se mêler aux autres prisonniers de guerre (2). Ces marins avaient agi par ordre, mais la loi martiale pouvait bien leur être applicable, car ils n'en avaient pas moins une certaine part de responsabilité. Les restrictions édictées par la Grande-Bretagne au sujet de leur traitement étaient parfaitement justifiées. Il semble que l'on pourrait parfaitement s'engager dans cette voie. A la fin de la guerre, au moment de la poursuite, nous avons souvent été

(1) Voir page 166.

(2) FAUCHILLE. — *Traité de Droit international public*, Tome II, 1921, p. 517.

arrêtés par des mitrailleurs allemands qui étaient complètement isolés des fractions auxquelles ils appartenaient. L'ennemi les laissait absolument seuls, très loin en arrière pendant sa retraite et uniquement pour retarder notre avancée. Ils faisaient cracher leur pièce sans relâche, nous causaient de graves pertes. Lorsqu'on parvenait à les atteindre, ils cessaient d'alimenter leur machine et tout épanouis d'aise, ils criaient : « Kamerad ». Ils escomptaient l'impunité absolue, puisque, disaient-ils, ils n'avaient fait que leur devoir. On ne pouvait cependant pas leur appliquer la loi martiale et pourtant ce n'est pas là une façon loyale de combattre. Abandonner en somme son unité, actionner une puissante machine et causer le plus possible de pertes jusqu'à la capture, que l'on ne fera d'ailleurs rien pour éviter, implorer ensuite la pitié du vainqueur, ce n'est plus du combat. Quelqu'un y verrait-il de l'héroïsme ? Il n'y en a pourtant pas, ces mitrailleurs ne couraient presque aucun danger, étant donné les conditions de la lutte ils avaient les plus grandes chances de rester indemnes. Pour notre part nous estimons que c'est presque de la lâcheté. Nous aurions parfaitement compris qu'en l'occurrence le Commandement allié fit survoler les lignes allemandes par des avions, dès que ce procédé fut érigé en méthode de combat, afin que ces appareils eussent jeté des tracts annonçant qu'un traitement de rigueur serait réservé aux auteurs de cette pratique. Nous sommes fermement persuadés qu'à cette époque, où l'armée ennemie était déjà quelque peu aux abois, l'avertissement eût été salutaire. En tout cas, s'il ne l'avait pas été, la promesse faite aurait été tenue et c'eût été juste.

Des représailles pourront être exercées contre l'en-

nemi lorsqu'il passera par les armes les espions à la solde de son adversaire; sans les juger, comme le prescrit l'article 30 du Règlement de la Haye. Ce procédé ne pourra naturellement être retourné contre l'ennemi que pour ses espions pris en flagrant délit. Des représentations seront indispensables avant d'adopter une pareille règle de conduite, car il est possible que l'avertissement suffise pour assurer le respect de la loi en pareil cas.

Pour ce qui concerne les blessés, il paraît impossible d'user de réciprocité lorsque ceux d'un belligérant sont achevés par l'autre. Les devoirs d'humanité empêchent de se livrer à ce massacre. On n'est pas tout à fait désarmé pour faire cesser cette ignoble pratique, car la loi martiale peut permettre d'atteindre quelques coupables qu'on ne manquera pas de frapper durement, même dans le cas où ils auraient agi par ordre. Il faut cependant envisager le cas où la loi martiale, serait inefficace et où l'ennemi achèverait systématiquement tous les blessés. Bien que l'on puisse être dupe, on ne retournera pas, même en pareil cas, ce procédé contre l'adversaire. Nous ne croyons pas qu'il soit possible d'user à cet égard de réciprocité contre un adversaire aussi barbare. La conscience humaine se révolte devant l'emploi d'un tel procédé. Jamais, en tout cas, un Français de sang-froid ne consentirait à l'accomplissement d'une semblable tâche. Le seul recours possible serait l'appel à la conscience universelle pour la faire peser sur l'attitude de l'Etat barbare afin de l'arrêter dans la voie où il s'est engagé.

Il ne saurait être question non plus d'exercer des représailles contre le belligérant qui ne s'acquitte pas de ses devoirs envers les morts. La sépulture des morts

assurée pendant l'accalmie de la bataille est une question d'hygiène aussi bien qu'un devoir moral. Si l'un des deux adversaires ne sait pas joindre son devoir à son intérêt, l'autre doit néanmoins faire tout ce qui dépend de lui, en toute circonstance, pour assurer au moins une sépulture provisoire aux morts.

Il nous reste à examiner quelle sera la conduite à tenir à l'égard d'un belligérant qui ne respecte pas la personne, ni les biens des habitants qui demeurent en pays occupé, dans la zone d'opérations, pour savoir si des représailles sont opportunes le cas échéant. Nous optons pour la négative dans tous les cas. Il convient d'abord de remarquer que les représailles ne seraient possibles qu'à la condition d'occuper soi-même une partie du territoire ennemi. Or, dans un cas semblable, des violations systématiques ne sont pas à craindre parce que la seule menace des représailles suffit pour les empêcher. On peut cependant concevoir un adversaire assez lâche qui, sous prétexte qu'il occupe une partie de territoire de l'autre belligérant beaucoup plus étendue que celle de son propre pays qui a été envahi, n'observerait plus les lois de la guerre, parce qu'il craindrait peu ou pas les représailles. Même en pareil cas, il paraît peu opportun de faire supporter par quelques habitants, dont l'annexion ou le retour à la mère patrie est peut-être le but de la guerre, des représailles motivées par les procédés illicites de leur armée dans la zone d'opérations où cette armée joue le rôle d'occupant. Des représailles seraient praticables à l'égard d'un Etat qui, à la suite d'un déplacement de front, voit son territoire envahi après avoir été lui-même occupant, mais alors, si le premier occupant s'est mal conduit, l'exigence des

réparations stipulées dans le traité de paix jointes avec l'amende prévue par l'article III de la IV^e Convention de la Haye, est une solution de beaucoup préférable. Cela n'empêche pas l'Etat devenu occupant d'exploiter, dès avant la paix, le gage qu'il tient de son adversaire pour réparer une partie du préjudice qu'il a injustement subi lorsqu'il était occupé, mais cette exploitation ne peut être faite que par l'Etat lui-même et elle exclut le pillage et le vol. Exercer des représailles dans une situation semblable au lieu et place des réparations, constitue non seulement une mauvaise opération, mais cela fait dévier les représailles de leur véritable but. Jamais en effet elles ne doivent servir à satisfaire un désir de vengeance, mais seulement obliger l'ennemi à respecter les lois et les coutumes de la guerre. Or, dans la situation présente, l'ennemi ne viole plus ces lois ou coutumes puisqu'il n'occupe plus le territoire de son adversaire.

Quelques exemples, choisis entre bien d'autres, permettent de se rendre compte que les représailles constituent une institution susceptible de donner d'excellents résultats, sans amener nécessairement de nouvelles atrocités. Les plus efficaces et les meilleures sont d'ailleurs celles qui dispensent de passer à l'exécution après de simples menaces.

En 1918, l'Autriche et l'Allemagne déclarèrent que le lancement de manifestes, de proclamations par des aviateurs ennemis constituerait un crime contre l'Etat et que tout aviateur allié qui lancerait de semblables manifestes, ou les porterait seulement avec lui, se mettrait pour cela hors du droit international et serait considéré comme coupable d'un crime puni de mort. Le gouvernement français répondit à l'Autriche, en parti-

culier, que si des menaces aussi contraires aux lois les plus élémentaires de l'humanité venaient à être mises à exécution contre les aviateurs français, les autorités françaises exerceraient des représailles, en appliquant dans la proportion du double la même peine aux officiers autrichiens tombés entre leurs mains. La menace porta car le gouvernement allemand, tenu au courant par l'Autriche, suspendit l'exécution de poursuites qui étaient déjà intentées de ce chef contre deux aviateurs au service de la France et annula la circulaire visant le jet de tracts (1).

Au début de la guerre de 1914-1918, l'Allemagne, contrairement aux dispositions contenues dans l'article 9 de la Convention de Genève de 1906, emmena en captivité le personnel médical tombé entre ses mains sur le champ de bataille et s'abstint de le renvoyer. Le personnel médical allemand qui se trouvait dans les mêmes conditions en France fut également retenu à titre de représailles. A la suite de cette mesure, l'Allemagne libéra après quelques mois, et parfois quelques semaines seulement de captivité, ce personnel qu'elle retenait auparavant pendant une année et même plus (2).

Au mois de mai 1915, à la suite du bombardement par les alliés de villes comprises dans la zone d'opérations de l'armée ottomane, le gouvernement turc annonça l'intention d'envoyer dans ces villes des Anglais et des Français de Constantinople pour les exposer au même danger. Les gouvernements britannique et français déclarèrent alors qu'ils tiendraient les membres du

(1) LE FUR. -- *Op. cit.*, p. 91, 92 et 93.

(2) *Id.*, p. 73 et 74.

ministère ottoman, aussi bien que les autorités commandant les troupes turques, comme personnellement responsables de la vie de tout sujet anglais ou de tout citoyen français ainsi transporté et pour quelque tort, dommage ou blessure, qui pourrait lui être causé. Cette déclaration décida le gouvernement turc à abandonner son projet (1).

Personnellement nous avons été témoin des faits suivants alors que nous occupions le secteur de Violu sur la crête des Vosges, en novembre et décembre 1917 ; les Allemands avaient l'habitude d'envoyer de temps à autre quelques rafales d'obus, au hasard, sur la ville de Saint-Dié encore peuplée d'habitants à cette époque. Il suffisait de répondre aussitôt par une salve de 155 sur Sainte-Marie-aux-Mines pour faire cesser immédiatement leur tir. Au bout de quelques jours de ce régime, Saint-Dié devint parfaitement habitable, elle ne fut plus bombardée pendant la durée de notre séjour dans cette partie du front.

V. — VALEUR DE L'INSTITUTION COUTUMIÈRE DES REPRÉSAILLES. — On voit par ces quelques exemples qu'il ne faut pas rejeter à priori les représailles. Sans doute elles constituent une sanction très imparfaite, elles aggravent trop souvent les cruautés de la guerre et elles favorisent le plus fort, bien que ce ne soit pas toujours celui qui défend la plus juste cause. Toutefois il est bon de remarquer que la responsabilité des maux qu'elles causent incombe entièrement à ceux qui les ont provoquées et la conscience allemande à ce point de vue a bien des crimes à se reprocher. Il convient d'observer

(1) FAUCHILLE. — *Op. cit.*, p. 33.

en outre que, si elles favorisent la force même lorsqu'elle est au service de l'injustice, elles partagent ce vice avec la guerre elle-même. Elles devraient être abandonnées si le droit international nous offrait des sanctions meilleures, mais hélas ! il n'en est pas ainsi. La loi martiale est bien supérieure à tous les points de vue, mais elle n'a qu'un champ d'application très restreint. Quant aux autres sanctions elles sont à l'heure actuelle encore quelque peu problématiques et ne peuvent produire un effet salubre qu'à une échéance en tout cas lointaine. Or ceux qui souffrent le plus de la guerre, les combattants en particulier, ne peuvent pas attendre indéfiniment pour faire cesser les violations trop nombreuses dont ils sont victimes. Comme ils n'ont pas le choix des moyens, ils sont bien obligés de recourir présentement aux représailles.

CONCLUSIONS

Arrivés au terme de cette étude nous pouvons demander avec nombre d'auteurs si, en présence des violations aussi fréquentes des lois de la guerre, des sanctions encore si insuffisantes, il est vraiment utile d'établir une réglementation quelconque du combat et s'il ne vaut pas mieux s'en remettre avec M. Pillet aux seuls usages de la guerre. Nous optons sans aucune hésitation pour le système des conventions internationales, car nous sommes persuadés de leur absolue nécessité. Les règles coutumières sont trop imprécises, seules des lois écrites permettent d'exprimer exactement le sentiment de la conscience internationale en quelques formules lapidaires qu'aucun peuple civilisé ne peut ignorer. Elles se dressent en face des nécessités militaires, elles constituent la barrière opposée par la civilisation à la barbarie. Mais pour que cette barrière soit solide, pour que les belligérants, même de bonne foi, ne soient pas tentés de la briser, il ne faut pas qu'elle empiète sur le domaine des nécessités militaires, telles que celles-ci apparaîtront dans les guerres futures. Or les Conventions de la Haye, qui constituaient la charpente principale de la cloison, sont déjà vieilles. Des retouches, des compléments s'imposent. Nous sommes d'avis, quant à nous, de s'inspirer des principes suivants pour modifier et compléter la réglementation du combat sur terre afin de faire disparaître l'emploi des moyens barbares :

Renoncer à la distinction classique des combattants d'avec les non-combattants et lui substituer celle des participants et non-participants, en qualifiant de participants tous ceux dont le produit ou le résultat de leur activité est utilisé exclusivement pour la conduite de la lutte par les armes.

Réserver l'appellation de combattants à ceux qui luttent les armes à la main ou qui dirigent la manœuvre de ces armes.

Admettre la vulnérabilité de tous les participants non-combattants sur le lieu où s'exerce leur participation à la guerre.

Réaliser la séparation effective des participants et des non-participants, dans toute la mesure où c'est possible, afin de réduire au minimum les atteintes indirectes auxquelles sont exposées les non-participants.

En cas de stabilisation prolongée du front, prescrire à l'occupant d'évacuer les habitants d'une zone d'une douzaine de kilomètres à partir de la ligne de feu et lui ordonner d'encourager et de faciliter cette évacuation dans une nouvelle zone située derrière la première et d'une profondeur égale à celle-ci.

Rendre obligatoire l'avertissement avant le bombardement des places assiégées, lorsque les habitations sont très voisines des fortifications et alors que la rapidité de l'investissement n'a pas permis aux non-participants de quitter la place avant le siège. En même temps que

l'avertissement, prescrire de fixer un délai d'au moins quelques heures avant le commencement du bombardement pour permettre la sortie des « bouches inutiles ».

Encourager l'autorité locale à l'intérieur du pays à éloigner les non-participants des objectifs susceptibles d'être légitimement atteints. Admettre autour de ces objectifs une aire de vulnérabilité de telle sorte que, si des projectiles l'atteignent, des représailles ne puissent en résulter.

Supprimer les restrictions pour le bombardement jusqu'à une douzaine (1) de kilomètres au delà de la ligne de feu, sous réserve cependant que même dans cette zone les destructions n'y soient opérées qu'au fur et à mesure des nécessités militaires.

Interdire l'aménagement des hôpitaux et des lieux de rassemblement des malades et des blessés dans le voisinage des objectifs militaires.

Permettre le bombardement aérien, le réglementer conformément aux dispositions contenues dans le Projet de la Commission de juristes de la Haye, mais en tenant compte de toutes les modifications que nous avons apportées aux articles qui traitent spécialement de cette matière.

Imposer comme un devoir à l'occupant de prêter son concours, dans la mesure du possible, à la population

(1) Voir renvoi du bas de la page 115.

civile pour l'aider à se protéger contre les gaz de combat et le bombardement.

Laisser libre l'emploi des gaz de combat, mais interdire de lancer du haut des aéronefs des produits dont le but principal est de vicier l'atmosphère.

Défendre l'emploi des balles coupées, des balles retournées, des liquides enflammés et des canons dont la précision est sacrifiée à la portée.

Prescrire le respect des appareils aériens qui sont pourvus de l'insigne de la Croix-Rouge pour assurer le transport des blessés, sous réserve qu'ils n'évoluent pas trop près de la ligne de feu, afin de ne pas gêner dans leurs évolutions le tir de l'artillerie de terre.

Respecter au cours de leur descente les occupants d'un aéronef désarmé lorsqu'ils tentent de s'échapper au moyen de parachutes.

Prescrire envers les morts pendant l'accalmie de la bataille des devoirs analogues à ceux que la Convention de Genève de 1906 a prévus pour après le combat.

Interdire d'une manière expresse de poursuivre la destruction économique d'un pays sous le couvert de la guerre militaire.

Rechercher activement des sanctions efficaces contre la violation des lois de la guerre. Rendre effectives, en particulier, la responsabilité pénale des gouvernants et des

autorités secondaires des Etats, soit lorsque les premiers déclenchent une guerre injuste, soit lorsque les uns et les autres violent les lois et les coutumes de la guerre. Jusqu'à ce que des sanctions meilleures soient trouvées et appliquées, permettre les représailles et les réglementer pour éviter leurs abus.

Nancy, le 11 mai 1925.

Le Président de la thèse,

H. LALOUËL.

Nancy, le 11 mai 1925.

Vu : Le Doyen de la Faculté,

L. MICHON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 12 mai 1925.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Membre de l'Institut.

ANNEXE

Projet de réglementation de la guerre aérienne établi par la Commission des Juristes de la Haye (1922).

Articles du projet relatifs au bombardement.

ART. XXII. — Le bombardement aérien, dans le but de terroriser la population civile ou de détruire ou d'endommager la propriété privée sans caractère militaire ou de blesser les non-combattants, est interdit.

ART. XXIII. — Le bombardement aérien, exécuté dans le but de contraindre à l'exécution de réquisitions en nature ou au payement de contributions en argent, est interdit.

ART. XXIV. — 1° Le bombardement aérien n'est légitime que lorsqu'il est dirigé contre un objectif militaire, c'est-à-dire un objectif dont la destruction totale ou partielle constituerait pour le belligérant un avantage militaire net;

2° Un tel bombardement n'est légitime que s'il est dirigé exclusivement contre les objectifs suivants: forces militaires, ouvrages militaires, établissements ou dépôts militaires, usines constituant des centres importants et bien connus employés à la fabrication d'armes, de munitions connues ou de fournitures militaires caractérisées, lignes de communication ou de transport dont il est fait usage pour des buts militaires;

3° Le bombardement de cités, de villes, de villages, d'habitations et d'édifices qui ne se trouvent pas dans le voisinage immédiat des opérations des forces de terre est interdit. Dans les cas où les objectifs spécifiés à l'alinéa 2 seraient situés de telle manière qu'ils ne pourraient être bombardés sans entraîner un bombardement sans discrimination de la population civile, les aéronefs doivent s'abstenir de bombarder;

4° Dans le voisinage immédiat des opérations des forces de terre, le bombardement des cités, villes, villages, habitations et édifices est légitime, pourvu qu'il existe une présomption raisonnable que la concentration militaire y est assez importante pour justifier le bombardement, en tenant compte du danger ainsi couru par la population civile;

5° L'Etat belligérant est soumis à la réparation pécuniaire des dommages causés aux personnes ou aux biens, en violation des dispositions du présent article, par un quelconque de ses agents ou l'une quelconque de ses forces militaires.

ART. XXV. — Dans le bombardement par aéronef, toutes les mesures nécessaires doivent être prises par le commandement pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les navires hôpitaux, les hôpitaux et les autres lieux de rassemblement des malades et des blessés, à condition que ces édifices, ces objectifs et ces places ne soient pas employés en même temps à des buts militaires. Ces monuments, objets et lieux doivent, de jour, être désignés par des signes visibles aux aéronefs. L'usage de ces signes pour indiquer d'autres édifices, objets ou lieux que ceux spécifiés ci-dessus sera considéré comme un acte de perfidie. Les signes dont il sera fait usage comme ci-dessus seront, dans le cas d'édifices protégés par la Convention de Genève, la croix rouge sur fond blanc et, dans le cas des autres édifices protégés, un grand panneau rectangulaire partagé, suivant une des diagonales, en deux triangles, l'un blanc et l'autre noir.

Un belligérant qui désire assurer de nuit la protection des hôpitaux et autres édifices privilégiés ci-dessus mentionnés, doit prendre les mesures nécessaires pour en rendre les signes spéciaux ci-dessus indiqués suffisamment visibles.

ART. XXVI. — Les règles suivantes sont adoptées pour permettre aux Etats d'assurer une protection plus effective aux monuments d'une grande valeur historique situés sur leur territoire, à condition qu'ils soient disposés à s'abstenir d'utiliser pour des buts militaires ces monuments et la zone qui les entoure et à accepter un régime spécial pour leur contrôle:

1° Un Etat aura la faculté, s'il le juge convenable, d'établir une aire de protection autour des monuments de ce genre situés sur son territoire. En temps de guerre, ces monuments seront à l'abri du bombardement;

2° Les monuments autour desquels une aire doit être établie seront, dès le temps de paix, l'objet d'une notification aux autres puissances par voie diplomatique; la notification indiquera égale-

ment la limite de ces aires. Cette notification ne pourra pas être révoquée en temps de guerre;

3° L'aire de protection peut comprendre, outre l'espace occupé par le monument ou le groupe de monuments, une zone environnante d'une largeur ne dépassant pas 500 mètres à partir de la périphérie dudit espace;

4° Des marques bien visibles des aéronefs, soit de jour, soit de nuit, seront employées afin d'assurer l'identification, de la part des aéronautes belligérants, des limites des aires;

5° Les marques portées sur les monuments eux-mêmes seront celles indiquées à l'article xxv. Les marques employées pour indiquer les aires entourant les monuments seront établies par chaque Etat acceptant les dispositions de cet article et seront notifiées aux autres puissances en même temps que leur sera notifiée la liste des monuments et des aires;

6° Tout usage abusif des marques visées à l'alinéa 5 sera considéré comme un acte de perfidie;

7° Un Etat acceptant les stipulations de cet article doit s'abstenir de se servir des monuments historiques et de la zone qui les entoure pour des buts militaires, ou au profit de son organisation militaire de quelque façon que ce soit, et s'abstenir également d'accomplir à l'intérieur de ce monument ou de cette zone tout acte ayant un but militaire;

8° Une commission de surveillance composée de trois représentants neutres accrédités auprès de l'Etat qui aura accepté les stipulations du présent article, ou de leurs délégués, sera nommée pour s'assurer qu'il n'est commis aucune violation des dispositions de l'alinéa 7. Un des membres de cette commission de surveillance sera le représentant, ou son délégué, de l'Etat auquel auront été confiés les intérêts de l'autre belligérant.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9
LIVRE I	
Considérations générales	
CHAPITRE I. — Impossibilité de supprimer la guerre elle-même en tant que procédé barbare pour la solution des conflits entre les Etats.....	13
CHAPITRE II. — Principes consacrés par notre civilisation et qui doivent être sauvegardés dans le combat.....	16
SECTION I. — Participants et non-participants à la guerre.	17
SECTION II. — Maux superflus ou par trop cruels.....	26
SECTION III. — Nécessités militaires et respect de la propriété privée.....	27
SECTION IV. — Etablissements d'Etat utilisés uniquement pour des œuvres de paix. Hôpitaux et lieux de rassemblement des malades et des blessés. Œuvres d'art.....	29
SECTION V. — Relèvement économique d'un pays après la paix.....	32
SECTION VI. — Droit positif de la guerre sur terre.....	33
CHAPITRE III. — Enseignements tirés de la dernière guerre au point de vue de la réglementation internationale du combat.....	34

LIVRE II

Combattants, armes et procédés de combat à exclure de la guerre terrestre entre peuples civilisés	
CHAPITRE I. — Combattants ne devant pas être opposés aux troupes des peuples civilisés.....	41

	Pages
CHAPITRE II. — Armes et engins de combat	48
SECTION I. — Armes et engins de combat prohibés par des conventions internationales	49
A. Poison	49
B. Projectiles de petites dimensions explosibles ou chargés de matières fulminantes ou inflammables ..	51
C. Balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain	53
D. Gaz asphyxiants et délétères	56
SECTION II. — Armes et engins examinés en vue de l'autorisation ou de la prohibition de leur emploi	73
A. Bacilles pour la diffusion des maladies contagieuses ..	73
B. Poignards	75
C. Fléchettes	75
D. Fusils à chevrotines	76
E. Liquides enflammés	77
F. Projectiles incendiaires	78
G. Electricité	81
H. Canons à très longue portée dans la construction desquels la précision est sacrifiée	82
CHAPITRE III. — Procédé de combat autorisé sous la réserve d'une réglementation. Le bombardement	86
SECTION I. — Bombardement d'une place défendue en vue de l'occupation ultérieure	86
SECTION II. — Bombardement de destruction par l'artillerie de terre	90
SECTION III. — Bombardement aérien	101
CHAPITRE IV. — Traitement des sujets de l'Etat ennemi pendant le combat	122
SECTION I. — Combattants	122
A. Provocation à l'assassinat	123
B. Prisonniers de guerre	123
C. Blessés	131
D. Morts	138
E. Traitement des combattants provenant des corps auxiliaires et de la levée en masse	141
F. Espions	143
SECTION II. — Participants non-combattants	144
SECTION III. — Non-participants	147
A. Respect de la personne et des libertés des habitants ..	149

	Pages
B. Interdiction d'obliger les habitants à prendre part à la lutte de quelque manière que ce soit	153
C. Respect de la propriété de la population civile . . .	156

LIVRE III

Sanctions des règles adoptées pour la prohibition des moyens barbares

CHAPITRE I. — Sanctions pénales individuelles contre les auteurs des violations. Sanction pécuniaire contre les Etats.	165
CHAPITRE II. — Les représailles	172

CONCLUSIONS 195

ANNEXE. — Extrait du projet de réglementation de la guerre aérienne établi par la Commission des Juristes de la Haye (1922).	201
--	-----
